



Nations Unies

Rapport financier et états financiers audités

de l'exercice clos le 31 décembre 2023

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Volume III

Centre du commerce international

Assemblée générale

Documents officiels

Soixante-dix-neuvième session

Supplément n° 5



Rapport financier et états financiers audités

de l'exercice clos le 31 décembre 2023

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

**Volume III
Centre du commerce international**



Nations Unies • New York, 2024

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi	5
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers : opinion des commissaires aux comptes.	7
II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes	10
Résumé	10
A. Mandat, étendue de l'audit et méthode	12
B. Constatations et recommandations	13
1. Suite donnée aux recommandations antérieures	13
2. Aperçu de la situation financière	13
3. Gestion financière et budgétaire	15
4. Gestion des achats	17
5. Gestion des ressources humaines	19
C. Informations communiquées par l'administration.	20
1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens	20
2. Versements à titre gracieux	20
3. Cas de fraude ou de présomption de fraude et de mauvaise gestion financière	20
D. Remerciements	20
Annexe	
État d'application des recommandations jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2022.	24
III. Certification des états financiers	27
IV. Rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.	28
A. Introduction	28
B. Gouvernance	28
C. Objectifs et stratégies	28
D. Aperçu des activités et de l'environnement	29
E. Vue d'ensemble des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	32
F. Risques et incertitudes	41
Annexe	
Renseignements complémentaires.	42

V. États financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	43
I. État de la situation financière au 31 décembre 2023	43
II. État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	44
III. État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.....	45
IV. État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.....	46
V. État comparatif des montants budgétés et des montants réels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	47
Notes relatives aux états financiers.....	48
Annexes	
I. État des crédits ouverts	101
II. État des montants budgétés et des montants réels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023..	102

Lettres d'envoi

Lettre datée du 31 mars 2024, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, conformément à l'article 6.2 du Règlement financier, les états financiers du Centre du commerce international pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, que j'approuve par la présente lettre. Les états financiers ont été établis et certifiés par le Contrôleur pour tous les éléments de caractère significatif.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

(Signé) António **Guterres**

**Lettre datée du 24 juillet 2024, adressée au Président de
l'Assemblée générale par le Président du Comité des commissaires
aux comptes**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le Centre du commerce international ainsi que le rapport financier et les états financiers audités du Centre pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) **Hou Kai**

Chapitre I

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers : opinion des commissaires aux comptes

Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Centre du commerce international, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 (état I), l'état de la performance financière (état II), l'état des variations de l'actif net (état III), l'état des flux de trésorerie (état IV) et l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels (état V), ainsi que les notes relatives aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre du commerce international, au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (ISA) et aux Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites dans la section « Responsabilités des commissaires aux comptes à l'égard de l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants du Centre du commerce international conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe au Secrétaire général. Les autres informations se composent du rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (chap. IV), mais ne comprennent pas les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Secrétaire général et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

Le Secrétaire général est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IPSAS, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au Secrétaire général qu'il incombe d'évaluer la capacité du Centre du commerce international à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Secrétaire général a l'intention de liquider le Centre ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Centre du commerce international.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

a) nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

b) nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Centre du commerce international ;

c) nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Secrétaire général, de même que des informations fournies par ce dernier ;

d) nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Secrétaire général du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les

éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Centre du commerce international à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Centre du commerce international à cesser son exploitation ;

e) nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

À notre avis, les opérations comptables du Centre du commerce international qui ont été portées à notre connaissance ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre audit ont été, dans tous leurs aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit du Centre du commerce international.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Auditeur principal)
(Signé) **Hou Kai**

La Contrôleuse générale par intérim
de la République du Chili
(Signé) **Dorothy Pérez Gutiérrez**

Le Premier président de la Cour des comptes de la France
(Signé) **Pierre Moscovici**

Le 24 juillet 2024

Chapitre II

Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

Opinion du Comité des commissaires aux comptes

Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion du Centre du commerce international pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Il considère que les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre, au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et qu'ils ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

Conclusion générale

La valeur totale de l'actif du Centre a augmenté de 43,03 millions de dollars (13 %) pour atteindre 374,10 millions de dollars au 31 décembre 2023 (contre 331,07 millions de dollars en 2022), en raison principalement de l'augmentation des contributions volontaires à recevoir (2022 : 168,79 millions de dollars ; 2023 : 198,87 millions de dollars). La valeur totale du passif a augmenté de 47,64 millions de dollars (14 %) pour atteindre 386,74 millions de dollars au 31 décembre 2023 (contre 339,10 millions de dollars en 2022), en raison principalement de l'augmentation des passifs liés aux accords conditionnels (2022 : 172,30 millions de dollars) ; 2023 : 212,20 millions de dollars). L'actif net du Centre est toujours négatif (2022 : -8,03 millions de dollars ; 2023 : -12,64 millions de dollars). L'écart est principalement dû à la perte actuarielle sur les engagements au titre des avantages du personnel. Au déficit de 2,51 millions de dollars en 2022 a succédé un excédent de 0,74 million de dollars en 2023.

Le Comité a noté que le fonctionnement du Centre pourrait être amélioré dans des domaines tels que la gestion financière, la gestion des achats et la gestion des ressources humaines. Il a formulé des recommandations visant à remédier aux carences constatées.

Principales constatations

Restrictions relatives aux achats de faible valeur

De 2021 à 2023, le Centre a procédé de manière irrégulière à des achats de faible valeur pour un montant total de 981 299 dollars au titre de la location de biens immobiliers, du matériel informatique, des logiciels et du mobilier. En 2023, des achats d'un montant de 202 811 dollars ont été effectués.

Fractionnement en plusieurs achats de faible valeur

Des besoins d'une valeur de 103 836 dollars ont été fractionnés en 14 achats de faible valeur effectués sur la même période auprès du même fournisseur pour le même type de service.

Durée des contrats des consultants et des vacataires

Le Centre a fait appel au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans les cas où la limite de 24 mois sur une période de 36 mois avait été atteinte. Certains consultants qui avaient commencé par un contrat de consultant et

de vacataire avaient ensuite été recrutés par l'UNOPS ou le PNUD après la limite des 24 mois. De 2021 à 2023, les frais de gestion annuels payés au PNUD et à l'UNOPS se sont élevés à un montant total de 1,06 million de dollars, ce qui a entraîné des frais d'administration supplémentaires.

Principales recommandations

Le Comité recommande principalement au Centre de faire ce qui suit :

Restrictions relatives aux achats de faible valeur

a) Respecter l'instruction administrative relative aux achats de faible valeur et veiller à la bonne codification des articles ;

Fractionnement en plusieurs achats de faible valeur

b) Renforcer l'examen des achats de faible valeur et, si le montant estimé de l'achat est supérieur à 10 000 dollars, veiller à ce que le besoin soit soumis à une opération d'achat auprès des services des achats plutôt que d'être divisé en plusieurs commandes ;

Durée des contrats des consultants et des vacataires

c) Revoir la politique relative aux consultants et aux vacataires afin de la rendre conforme aux normes de gestion de projet et d'éviter les frais d'administration inutiles.

Suite donnée aux recommandations antérieures

Au 31 décembre 2023, sur les 16 recommandations non encore appliquées jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2022, 7 recommandations (44 %) avaient été intégralement appliquées par le Centre et 9 recommandations (56 %) étaient en cours d'application.

Chiffres clés

159,52 millions de dollars	Total des produits
158,78 millions de dollars	Total des charges
0,74 million de dollars	Excédent pour l'exercice
374,10 millions de dollars	Total de l'actif
386,74 millions de dollars	Total du passif
-12,64 millions de dollars	Actif net

A. Mandat, étendue de l'audit et méthode

1. Le Centre du commerce international est un organisme de coopération technique cofinancé par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui œuvre à la promotion des exportations des petites et moyennes entreprises des pays en développement et des pays en transition.

2. Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion du Centre pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, en application de la résolution 74 (I) adoptée par l'Assemblée générale en 1946. Il a conduit son audit conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux Normes internationales d'audit et aux Normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques pour l'audit des comptes des entités du secteur public. Ces normes exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

3. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 décembre 2023 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Il s'agissait notamment de savoir si les charges figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs et si les produits et les charges avaient été convenablement classés et comptabilisés, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

4. L'audit a été effectué sur place du 9 avril au 3 mai 2024 au siège du Centre, à Genève.

5. Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale. Il a fait l'objet d'une discussion avec la direction du Centre, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

B. Constatations et recommandations

1. Suite donnée aux recommandations antérieures

6. Le Comité a examiné la suite donnée à ses recommandations antérieures. Sur les 16 recommandations non encore appliquées jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2022, 7 recommandations (44 %) avaient été intégralement appliquées par le Centre et 9 recommandations (56 %) étaient en cours d'application. On trouvera des précisions dans le tableau II.1.

Tableau II.1

État d'application des recommandations

État d'application	Rapport du Comité des commissaires aux comptes					Total
	A/74/5 (Vol. III) 2018	A/75/5 (Vol. III) 2019	A/76/5 (Vol. III) 2020	A/77/5 (Vol. III) 2021	A/78/5 (Vol. III) 2022	
Recommandations non encore appliquées au 31 décembre 2022	1	2	1	5	7	16
État d'application						
a) Recommandations appliquées	—	—	—	3	4	7
b) Recommandations en cours d'application	1	2	1	2	3	9
c) Recommandations non appliquées	—	—	—	—	—	—
d) Recommandations devenues caduques	—	—	—	—	—	—
Recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2023	1	2	1	2	3	9

7. On trouvera à l'annexe du chapitre II du présent rapport des observations détaillées sur l'état d'application des recommandations antérieures. Le Comité a procédé à une analyse des recommandations non encore appliquées et noté que trois d'entre elles portaient sur la gestion de projet, une concernait la gestion financière, trois relevaient de la gestion des ressources humaines, une était liée à la gestion des voyages et une avait trait au plan de continuité des opérations.

8. En ce qui concernait l'ancienneté des recommandations qui n'avaient pas encore été appliquées, trois d'entre elles (33 %) avaient été formulées il y a plus de trois ans, une (11 %) il y a trois ans, deux (23 %) il y a deux ans et trois (33 %) il y a un an.

2. Aperçu de la situation financière

Situation financière

9. Au 31 décembre 2023, l'actif net du Centre était toujours négatif et s'établissait à -12,64 millions de dollars (contre -8,03 millions de dollars en 2022). Le montant total de l'actif a augmenté de 43,03 millions de dollars (13 %), passant de 331,07 millions de dollars au 31 décembre 2022 à 374,10 millions de dollars au 31 décembre 2023, principalement en raison de l'augmentation des contributions volontaires à recevoir à long terme, qui sont passées de 57,89 millions de dollars à 89,04 millions de dollars, et de l'augmentation des placements à court terme, qui sont passés de 83,71 millions de dollars à 104,35 millions de dollars.

10. Au 31 décembre 2023, le total du passif s'élevait à 386,74 millions de dollars, contre 339,10 millions en 2022. Cette augmentation s'explique essentiellement par une hausse des passifs non courants liés aux accords conditionnels, dont le montant

est passé de 101,06 millions de dollars au 31 décembre 2022 à 140,48 millions de dollars au 31 décembre 2023. Le déficit cumulé a augmenté, passant de 23,46 millions de dollars au 31 décembre 2022 à 32,91 millions de dollars au 31 décembre 2023.

Performance financière

11. Le Centre a enregistré un excédent de 0,74 million de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (contre un déficit de 2,51 millions de dollars en 2022). Le total des produits de l'année s'est élevé à 159,52 millions de dollars (contre 155,95 millions de dollars en 2022), dont 108,10 millions de dollars de contributions volontaires (contre 115,59 millions de dollars en 2022) et 40,33 millions de dollars de contributions statutaires (contre 37,88 millions de dollars en 2022).

12. Le Centre a constaté des charges de 158,78 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (contre 158,45 millions de dollars en 2022). Comme les années précédentes, ces charges étaient pour l'essentiel liées aux traitements, indemnités et prestations versés au personnel (79,91 millions de dollars en 2023, contre 76,25 millions de dollars en 2022). Les charges relatives aux personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire (consultants et vacataires) se sont établies à 30,25 millions de dollars (31,61 millions de dollars en 2022), et les frais de fonctionnement divers à 25 millions de dollars (30,69 millions de dollars en 2022). Les autres charges concernaient les frais de voyage, les subventions et autres transferts, les fournitures et consommables, les amortissements, les charges diverses et la quote-part du partenariat. On trouvera au tableau II.2 une analyse des charges du Centre.

Tableau II.2

Charges du Centre du commerce international au 31 décembre pour 2023 et 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Type de charges</i>	2023		2022	
	<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>	<i>Pourcentage du total</i>
Traitements, indemnités et prestations	79 911	50,3	76 251	48,1
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, à l'exclusion des frais de voyage	30 254	19,1	31 614	20,0
Voyages, y compris ceux des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	9 542	6,0	7 458	4,7
Subventions et autres transferts	8 724	5,5	7 847	5,0
Fournitures et consommables	698	0,4	583	0,4
Amortissement d'immobilisations corporelles	185	0,1	217	0,1
Amortissement d'immobilisations incorporelles	820	0,5	816	0,5
Frais de fonctionnement divers	25 001	15,8	30 692	19,4
Charges diverses	3 565	2,2	2 995	1,9
Quote-part du partenariat	84	0,1	(22)	-0,01
Total	158 784	100	158 451	100

Source : Données communiquées par le Centre.

Analyse financière

13. Dans le cadre de son analyse financière, le Comité a évalué les ratios financiers du Centre (voir tableau II.3).

Tableau II.3
Analyse des ratios

<i>Ratio</i>	<i>31 décembre 2023</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Ratio de liquidité immédiate ^a [(disponibilités + placements à court terme)/passifs courants]	1,48	1,18
Ratio de liquidité relative ^b [(disponibilités + placements + créances)/passifs courants]	2,76	2,41
Ratio de liquidité générale ^c (actifs courants/passifs courants)	2,92	2,56
Ratio de solvabilité ^d (total de l'actif/total du passif)	0,97	0,98

Source : États financiers du Centre pour 2022.

^a Le ratio de liquidité immédiate est un indicateur qui permet de mesurer la capacité d'une entité à faire face à ses passifs courants à partir de ses actifs liquides (trésorerie, équivalents de trésorerie et placements). Un ratio élevé indique une forte solvabilité à court terme.

^b Le ratio de liquidité relative est plus restrictif que le ratio de liquidité générale, car il ne tient pas compte des stocks et autres actifs courants plus difficiles à convertir en liquidités. Un ratio élevé témoigne du haut degré de liquidité de l'actif.

^c Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure de régler ses passifs courants.

^d Un ratio élevé indique que l'entité est solvable. Le ratio de solvabilité devrait généralement être au moins égal à 1,0 à long terme.

14. Le Comité a constaté que le ratio de liquidité immédiate, le ratio de liquidité relative et le ratio de liquidité générale avaient augmenté par rapport à l'année précédente, principalement en raison de l'augmentation des actifs courants et de la diminution des passifs courants en 2023. L'évolution du ratio de solvabilité a été négligeable. Le Comité est d'accord avec l'évaluation du Centre concernant sa capacité de poursuivre son activité.

3. Gestion financière et budgétaire

Méthode comptable relative à la comptabilisation à l'actif

15. Selon la note 3 (« Principales méthodes comptables ») des états financiers du Centre, les actifs corporels sont portés en immobilisations lorsque leur coût est supérieur ou égal à 5 000 dollars pour ce qui est du matériel et à 100 000 dollars dans le cas des améliorations locatives. Aucun seuil n'est appliqué pour les véhicules, les bâtiments préfabriqués, les systèmes de communication par satellite, les groupes électrogènes et les équipements de réseau.

16. Le Comité a examiné la liste des actifs corporels nouvellement acquis et constaté que les véhicules à moteur et serveurs munis d'un numéro de série que le Centre avait récemment achetés en 2022 et 2023, pour un montant total de 49 907,37 dollars, n'avaient pas été portés en immobilisations. Il a également examiné les données des années précédentes et constaté que tous les véhicules à moteur et les serveurs avaient été comptabilisés sans qu'aucun seuil n'ait été appliqué.

17. Le Comité estime qu'il convient de changer de méthode comptable uniquement si ce changement est requis par les normes IPSAS ou s'il permet de donner une image

plus fidèle et utile des transactions. Ces critères ne s'appliquant pas au Centre, il n'est pas nécessaire de modifier la méthode de comptabilisation des actifs corporels.

18. Le Comité recommande que le Centre du commerce international porte en immobilisations les actifs qui n'ont pas été comptabilisés en 2022 et 2023, soit un montant total de 49 907,37 dollars, conformément à la méthode comptable du Centre.

19. Le Centre a accepté cette recommandation.

Gestion prévisionnelle des besoins en personnel aux fins de la prise de décision stratégique et de la planification opérationnelle et budgétaire

20. Dans les directives de l'ONU relatives à l'établissement du projet de budget-programme pour 2023, il est précisé que les entités peuvent tirer parti de la méthode de gestion prévisionnelle des besoins en personnel pour évaluer leurs besoins en matière de compétences du personnel (fonctionnaires et non-fonctionnaires) et préparer les éléments d'information justifiant les nouveaux emplois, les redéploiements, les reclassements et les ressources destinées à la formation (perfectionnement des compétences et reconversion) qui seraient proposés dans le prochain budget.

21. Le Comité a noté qu'on trouvait dans le projet de budget-programme du Centre pour 2023 [A/77/6 (Sect. 13)] des informations détaillées concernant 160 postes inscrits au budget ordinaire et 20 postes financés au moyen du compte spécial pour l'appui au programme, le budget proposé pour financer ces postes, d'autres dépenses de personnel et le personnel des projets se chiffrant à 62,57 millions de francs suisses. À la fin de l'année 2023, l'effectif du Centre se composait de 411 membres du personnel et agents engagés au titre de projets, ce qui représentait des dépenses de 79,91 millions de dollars.

22. Le Comité a également noté que les traitements, indemnités et prestations représentaient 46,62 % du budget ordinaire complet et des ressources extrabudgétaires du Centre. Celui-ci n'a toutefois pas établi de plan de gestion prévisionnelle des besoins en personnel.

23. Le Centre a expliqué que des ressources extrabudgétaires supplémentaires étaient utilisées pour financer le personnel affecté aux projets de coopération technique et que des postes liés à ces projets ne figuraient pas dans le fascicule budgétaire. La classe et la durée de ces emplois, qui étaient créés en fonction des activités menées dans le cadre des projets, dépendaient du cahier des charges et du budget alloué. En outre, ces emplois pouvaient être créés ou supprimés en cours d'année en fonction, entre autres, du cycle de vie des projets, des nouveaux projets et du budget alloué.

24. Le Comité estime que, dans la mesure où les projets du Centre financés par des fonds extrabudgétaires s'étendent sur des périodes pluriannuelles, la gestion prévisionnelle des besoins en personnel est importante d'un point de vue opérationnel. Les plans de gestion prévisionnelle des besoins en personnel et autres ressources doivent être fondés sur les besoins actuels et futurs du Centre, ce qui nécessite de prendre des décisions stratégiques.

25. Le Comité recommande que le Centre établisse un plan de gestion prévisionnelle des besoins en personnel et qu'il procède chaque année à un exercice afin d'anticiper ses besoins en la matière et renforce sa capacité de prendre des décisions stratégiques dans le cadre de sa planification opérationnelle et budgétaire.

26. Le Centre a accepté cette recommandation.

4. Gestion des achats

Restrictions relatives aux achats de faible valeur

27. Conformément à l'instruction administrative relative aux achats de faible valeur (ITC/AI/2018/05), la procédure relative aux achats de faible valeur ne doit pas être utilisée lorsqu'il est question : a) de la location de locaux (le Service central d'appui doit coordonner tous les contrats de location ; les informations sont communiquées par le biais du module des achats dans Umoja) ; b) du matériel informatique, des logiciels, de l'hébergement de sites web et des consommables (ces besoins sont transmis aux services des achats, qui se coordonnent avec la Section des services informatiques en ce qui concerne la normalisation ou les besoins particuliers en moyens informatiques, qu'il s'agisse du matériel utilisé au siège ou sur le terrain) ; c) de matériel ou de mobilier (l'attribution de numéros de série au matériel et sa comptabilisation étant des opérations complexes, l'achat de matériel est centralisé et traité par les services des achats, quel que soit le lieu où celui-ci est utilisé).

28. Le Comité a noté qu'entre 2021 et 2023, le Centre avait effectué des achats de faible valeur d'un montant total de 981 299 dollars au titre de la location de biens immobiliers, du matériel informatique, des logiciels et autres équipements et du mobilier. En 2023, des achats d'un montant de 202 811 dollars ont été effectués.

29. Le Centre a expliqué que certains achats avaient été approuvés par les services des achats pour faciliter le processus (problèmes de paiement, etc.) ou parce que l'article avait été mal codifié.

30. Le Comité considère que l'instruction administrative relative aux achats de faible valeur, qui limite l'achat de matériel, plus particulièrement de matériel informatique, auprès des services des achats centralisés de sorte à assurer la cohérence avec le module de gestion des actifs, les normes informatiques et la procédure de comptabilisation, n'a manifestement pas été respectée.

31. Le Comité recommande que le Centre respecte l'instruction administrative relative aux achats de faible valeur et veille à la bonne codification des articles.

32. Le Centre a accepté cette recommandation.

Fractionnement en plusieurs achats de faible valeur

33. Selon le Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies, les besoins ne doivent en aucun cas être divisés en plusieurs appels à la concurrence ou combinés entre des demandes de prix et des achats de faible valeur pour un même besoin ou un besoin connexe en vue de contourner le recours à une méthode formelle d'appel à la concurrence. Si la valeur estimée des besoins est supérieure à 10 000 dollars (ou un montant équivalent selon les taux de change opérationnels de l'ONU à la date de l'offre), le besoin est soumis à une opération d'achat selon les procédures établies. Selon l'instruction administrative relative aux achats de faible valeur (ITC/AI/2018/05), les besoins ne doivent en aucun cas être divisés pour contourner la procédure de passation de marchés. Si le montant estimé de l'achat est supérieur à 10 000 dollars, le besoin est soumis à une opération d'achat auprès des services d'achat.

34. Le Comité a examiné la liste des achats du Centre en 2023 et constaté que des besoins d'une valeur de 103 836 dollars avaient été fractionnés en 14 commandes inférieures à 10 000 dollars afin de procéder à des achats de faible valeur, lesquels avaient été effectués sur la même période auprès du même fournisseur pour le même type de service.

35. Le Comité estime que le fractionnement des besoins est contraire aux dispositions du Manuel des achats de l'ONU et de l'instruction administrative du Centre relative aux achats de faible valeur et qu'il peut conduire à un manque de transparence.

36. Le Comité recommande que le Centre renforce l'examen des achats de faible valeur et, si le montant estimé de l'achat est supérieur à 10 000 dollars, qu'il veille à ce que le besoin soit soumis à une opération d'achat auprès des services des achats plutôt que d'être divisé en plusieurs commandes.

37. Le Centre a accepté cette recommandation.

Recensement et regroupement des besoins similaires

38. Dans l'instruction administrative relative aux achats de faible valeur (ITC/AI/2018/05), il est indiqué que les biens ou services achetés doivent être de caractère non récurrent et ne font pas l'objet d'une obligation contractuelle de service de longue durée.

39. Selon le Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies, si une entité constate que l'un de ses bureaux ou plusieurs de ses bureaux recourent à des achats de faible valeur de manière répétée au cours de la même année pour acheter des produits similaires, elle s'efforce de regrouper les besoins et de mener un appel à la concurrence, afin de remplacer l'utilisation de cette méthode par un contrat ou une commande permanente dès que possible.

40. Le Comité a examiné les achats de faible valeur entre 2021 et 2023 et noté que certains d'entre eux avaient été effectués auprès des mêmes fournisseurs pour le même type de service récurrent. Le Centre a effectué 704 achats de faible valeur pour un montant total de 2 435 410 dollars auprès de 25 fournisseurs entre 2021 et 2023. Plus précisément, pour la seule année 2023, 254 achats de faible valeur, d'une valeur totale de 1 023 728 dollars, ont été effectués auprès de ces fournisseurs.

41. Dans le cadre d'un projet, 30 achats de faible valeur au titre des services de conférence et de restauration, d'une valeur totale de 188 056 dollars, ont été effectués auprès d'un fournisseur en 2023, tandis que 21 services similaires d'une valeur totale de 122 262 dollars ont avaient été successivement achetés auprès du même fournisseur en 2021 et 2022. De même, dans le cadre d'un autre projet, 15 achats de faible valeur au titre des services de conférence d'une valeur totale de 61 555 dollars ont été effectués auprès d'un autre fournisseur, alors que 31 services similaires d'une valeur de 105 716 dollars avaient été achetés auprès du même fournisseur entre 2021 et 2022.

42. Le Comité estime que le fait d'effectuer plusieurs achats de faible valeur auprès du même fournisseur au cours de l'année pour le même type de service récurrent est contraire à l'esprit de la procédure relative aux achats de faible valeur. Le recours à cette procédure comme méthode informelle d'appel à la concurrence simplifie le processus d'achat par rapport à d'autres méthodes, mais manque de transparence et de compétitivité en limitant la participation d'autres fournisseurs. Le recours fréquent aux achats de faible valeur augmente les frais de gestion, alors que le regroupement de besoins similaires en une commande permet d'être plus efficace et de réduire les coûts.

43. Le Comité recommande que le Centre renforce l'examen des achats de faible valeur et s'efforce de regrouper les besoins similaires et de remplacer les achats de faible valeur par un contrat ou une commande permanente.

44. Le Centre a accepté cette recommandation.

5. Gestion des ressources humaines

Durée des contrats des consultants et des vacataires

45. Aux paragraphes 5.7 et 5.8 de l'instruction administrative sur les consultants et les vacataires (ITC/AI/2022/01), il est indiqué que la durée du contrat dépend directement du mandat du consultant/vacataire et des tâches décrites dans le contrat et que, pour éviter qu'un même consultant ne soit systématiquement engagé pour exécuter différentes activités inscrites au programme de travail, ou une série de tâches dans le cadre du même projet, aucun consultant ne peut être employé plus de 24 mois au cours d'une même période de 36 mois – qu'elle soit ou non continue.

46. Le Comité a noté que le Centre avait fait appel au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans les cas où la limite de 24 mois sur une période de 36 mois avait été atteinte. En effet, certains consultants qui avaient commencé par un contrat de consultant et de vacataire avaient ensuite été engagés par l'UNOPS ou le PNUD après la limite des 24 mois.

47. Le Comité a analysé les données relatives aux contrats pour 2023 et constaté que sept consultants initialement engagés par le Centre avaient été recrutés par l'UNOPS une fois la limite de 24 mois atteinte.

48. Le Comité a également noté que les recrutements effectués par l'intermédiaire de l'UNOPS et du PNUD entraînaient des frais d'administration supplémentaires. De 2021 à 2023, les frais de gestion annuels payés au PNUD et à l'UNOPS se chiffraient respectivement à 394 211 dollars, 421 493 dollars et 240 266 dollars.

49. Le Centre a expliqué que les projets menés sur une longue période nécessitaient souvent le concours d'experts et de membres du personnel sur une plus longue durée.

50. Le Comité estime que, bien que les consultants professionnels soient utiles au bon déroulement d'un projet, il est nécessaire d'évaluer les besoins en spécialistes et de réduire les coûts.

51. Le Comité recommande que le Centre revoie la politique relative aux consultants et aux vacataires afin de la rendre conforme aux normes de gestion de projet et d'éviter les frais d'administration inutiles.

52. Le Centre a accepté cette recommandation.

Recrutement ouvert des consultants et des vacataires

53. Aux termes du paragraphe 4.1 de l'instruction administrative sur les consultants et les vacataires (ITC/AI/2022/01), il incombe au personnel d'encadrement d'instaurer des procédures de sélection ouvertes, qui peuvent prendre plusieurs formes, notamment l'évaluation de candidats présentant le profil requis, la publication d'un avis de recrutement de consultant/vacataire ou toute autre modalité appropriée. Pour chaque recrutement, on ne ménage aucun effort pour établir une liste préliminaire comportant au minimum trois candidats, issus de zones géographiques aussi diverses que possible. Le coût du voyage peut être pris en considération dans l'octroi des contrats, mais l'équilibre géographique ne doit pas s'en trouver compromis. Lorsque les services d'un vacataire sont requis pour une période supérieure à six mois, un avis de recrutement de vacataire est affiché pendant sept jours ouvrables au minimum.

54. Le Comité a noté qu'un très petit nombre de consultants avaient été recrutés au moyen d'avis de vacance. Entre le 29 mars 2022 et le 31 décembre 2023, le Centre a engagé 2 566 experts, dont seulement 116 (4,52 %) dans le cadre d'un recrutement ouvert. Au total, 95,48 % des demandes de recrutement initial étaient pour une durée inférieure à six mois. Dans la pratique, en 2022 et 2023, 698 consultants qui avaient

été initialement recrutés pour une durée inférieure à six mois avaient finalement été employés plus six mois.

55. Le Centre a expliqué que la publication d'un avis de vacance était requise uniquement lorsque la durée du contrat initialement proposé était supérieure à six mois. Diverses raisons justifiaient le recours à des contrats qui portaient sur une période initiale plus courte, notamment les besoins des projets et les fonds qui y étaient alloués.

56. Le Comité est d'avis que le recrutement ouvert aide à mieux tirer parti de la concurrence pour choisir les consultants et à recruter des consultants plus professionnels. Il est nécessaire d'augmenter la proportion de recrutements ouverts. La plupart des besoins initiaux étant pour une période inférieure à six mois, il convient d'évaluer la rationalité du système.

57. **Le Comité recommande que le Centre procède à un examen de la durée initiale des contrats des consultants et des vacataires afin de déterminer si une période minimale de six mois est la durée optimale à partir de laquelle un avis de vacance est requis, en évaluant les avantages et les éventuels problèmes associés à la modification de ce critère.**

58. Le Centre a accepté cette recommandation.

C. Informations communiquées par l'administration

1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens

59. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, le Centre a comptabilisé en pertes du matériel entièrement amorti dont il a fait don à la suite de la clôture de projets pour un montant de 106 328 dollars et des créances non recouvrables d'un montant de 19 776 dollars.

2. Versements à titre gracieux

60. Le Centre a déclaré n'avoir effectué aucun versement à titre gracieux en 2023.

3. Cas de fraude ou de présomption de fraude et de mauvaise gestion financière

61. Il n'y a eu aucun cas de fraude avérée ou présumée en 2023.

D. Remerciements

62. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier la Directrice exécutive et le personnel du Centre de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Auditeur principal)
(Signé) **Hou Kai**

La Contrôleuse générale par intérim
de la République du Chili
(Signé) **Dorothy Pérez Gutiérrez**

Le Premier président de la Cour des comptes de la France
(Signé) **Pierre Moscovici**

Le 24 juillet 2024

Annexe

État d'application des recommandations jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2022

N°	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse du Centre du commerce international	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommen- dation appliquée	Recommen- dations en cours d'application	Recommen- dation non appliquée	Recommen- dation devenue caduque
1	2018	A/74/5 (Vol. III) , chap. II, par. 48	Incorporer les dispositions standard dans tous les mémorandums d'accord, en particulier une clause de conditionnalité du paiement dans le cas des projets comportant des activités de formation ; envisager d'incorporer la disposition liant les relations futures avec un bénéficiaire à la soumission en temps voulu d'un rapport d'impact à long terme à la satisfaction du Centre.	Le modèle comprend une disposition standard exigeant que le bénéficiaire de la subvention fournisse tous les éléments de preuve nécessaires au versement, dont une liste des participants et d'autres documents financiers pertinents. L'instruction administrative du Centre relative aux subventions est en cours de révision pour inclure un cadre de présentation de rapports. Les dispositions finales seront éventuellement intégrées dans le modèle, si cela est jugé nécessaire.	L'instruction administrative relative aux subventions étant en cours de révision, la recommandation est considérée comme en cours d'application.		X		
2	2019	A/75/5 (Vol. III) , chap. II, par. 26	Se doter d'un plan de continuité des opérations bien étayé et suffisamment mis à l'essai qui permette au Centre d'atténuer efficacement les risques d'interruption des activités en cas de perturbation.	Le plan de continuité des opérations est en cours de mise à jour.	Le plan de continuité des opérations étant en cours de mise à jour, la recommandation est considérée comme en cours d'application.		X		
3	2019	A/75/5 (Vol. III) , chap. II, par. 78	Respecter les dispositions standard du modèle de mémorandum d'accord relatif aux subventions, en particulier la clause de conditionnalité du paiement dans le cas des projets	Le modèle comprend une disposition standard exigeant que le bénéficiaire de la subvention fournisse tous les éléments de preuve nécessaires au versement, dont une liste des participants	L'adoption des mesures correctives n'étant pas terminée, la recommandation est considérée comme en cours d'application.		X		

<i>Exercice sur lequel porte le rapport d'audit</i>						<i>Avis des commissaires aux comptes après vérification</i>			
<i>N°</i>	<i>Rapport</i>	<i>Recommandation du Comité</i>	<i>Réponse du Centre du commerce international</i>	<i>Évaluation du Comité</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>	
4	2020	A/76/5 (Vol. III) , chap. II, par. 60	comportant des activités de formation. Prendre des mesures correctives pour améliorer le respect des directives relatives aux délais de réservation des billets d'avion.	et d'autres documents financiers pertinents. Le Centre met actuellement en place des mécanismes d'application du principe de responsabilité bien définis à tous les niveaux afin d'améliorer le respect des directives relatives aux délais de réservation des billets d'avion.	Au vu des progrès constatés, la recommandation est considérée comme en cours d'application.		X		
5	2021	A/77/5 (Vol. III) , chap. II, par. 19	Régulariser les avances non remboursées pour les 90 accords conclus avec des partenaires d'exécution et clôturés, et revoir régulièrement les accords ayant encore des avances en attente.	Le Centre met en œuvre une stratégie visant à réduire les paiements anticipés et à accorder davantage d'argent aux bénéficiaires et affecte du personnel à l'examen des avances versées aux partenaires d'exécution afin d'analyser leur ancienneté et leur validité. L'analyse du Centre montre que toutes les avances versées aux partenaires d'exécution qui étaient liées à des subventions clôturées ont été remboursées.	Compte tenu de la stratégie mise en œuvre par le Centre, la recommandation est considérée comme appliquée.	X			
6	2021	A/77/5 (Vol. III) , chap. II, par. 26	Examiner régulièrement le solde des subventions et apurer le solde résiduel des subventions clôturées dans un délai raisonnable.	Le Centre a contacté les bailleurs de fonds et les chargés de projet qui géraient les subventions qui avaient été « clôturées ». Les mesures qui en ont résulté ont consisté à restituer les fonds résiduels ou à conserver le solde restant. Un membre du personnel spécialisé dans la gestion financière est chargé d'examiner systématiquement les subventions. Des	Une directive sur l'examen régulier des subventions ayant été élaborée, cette recommandation est considérée comme appliquée.	X			

N ^o	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse du Centre du commerce international	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandations en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
7	2021	A/77/5 (Vol. III) , chap. II, par. 34	Élaborer un plan stratégique complet de gestion prévisionnelle des besoins en personnel couvrant tous les types de personnel, de façon à recenser les talents et les compétences nécessaires au Centre.	Le Centre s'emploie à revoir ses pratiques en matière de financement des effectifs et à élaborer une nouvelle stratégie prévoyant un modèle de gestion du personnel plus stratégique et mieux adapté.	Le Centre ayant commencé à établir un plan de gestion prévisionnelle des besoins en personnel, cette recommandation est considérée comme appliquée.	X			
8	2021	A/77/5 (Vol. III) , chap. II, par. 40	Prendre des mesures pour promouvoir l'achèvement en temps voulu des examens à mi-parcours et garantir l'intégrité des bilans de fin d'année.	Des tableaux de bord ont été créés pour que les responsables aient accès aux informations pertinentes. Afin de renforcer la gestion de la performance des projets, le Centre a notamment décidé de fixer des objectifs obligatoires pour les responsables concernant la mise en place d'indicateurs clés de performance et de proposer des formations au moment opportun à chaque étape du cycle de gestion de la performance.	La mise en œuvre des mesures engagées par le Centre n'étant pas terminée, la recommandation est considérée comme en cours d'application.		X		
9	2021	A/77/5 (Vol. III) , chap. II, par. 47	Réexaminer les modalités actuelles de déploiement d'une présence physique sur le terrain et élaborer des directives sur l'ouverture de bureaux de projet.	Le Centre élabore actuellement une stratégie de collaboration et de communication avec les pays, qui lui permettra d'accroître et de renforcer sa présence physique sur le terrain de manière plus stratégique.	Le Centre élaborant actuellement une stratégie de collaboration et de communication avec les pays, cette recommandation est considérée comme en cours d'application.		X		

N ^o	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse du Centre du commerce international	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandations en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
10	2022	A/78/5 (Vol. III) , chap. II, par. 19	Procéder à un examen plus rigoureux des engagements en cours et respecter les périodes de validité et les procédures administratives connexes définies dans le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU.	Les responsables de la gestion financière du Centre procèdent systématiquement à un examen mensuel des engagements en cours et envoi des rapports trimestriels aux chargés de projet et aux agents certificateurs. Des informations actualisées sur les engagements en cours sont communiquées chaque semaine aux agents certificateurs et aux chargés de projet.	Le Centre ayant mis en place un système d'examen régulier des engagements ouverts, cette recommandation est considérée comme appliquée.	X			
11	2022	A/78/5 (Vol. III) , chap. II, par. 24	Mettre à jour les délégations de pouvoirs pertinentes et en assurer la gestion au moyen du portail en ligne mis en place par l'ONU.		Aucune autre information n'ayant été communiquée à ce sujet, la recommandation est considérée comme en cours d'application.		X		
12	2022	A/78/5 (Vol. III) , chap. II, par. 31	Redoubler d'efforts pour atteindre le niveau d'intervention cible dans les pays prioritaires et renforcer l'application du principe de responsabilité en ce qui concerne la définition des cibles et la communication de l'information au niveau des projets et des sections.	Une liste de contrôle détaillée des éléments d'information à consigner dans le portail de gestion des projets a été envoyée aux chargés de projet, aux concepteurs de projets et aux responsables de la gestion axée sur les résultats, avec copie aux chefs et aux directeurs. Une série d'ateliers a été organisée à l'intention de tous les membres du personnel participant à la communication d'information. Un appui individuel a été mis en place pour les questions et les cas plus complexes liés à la communication de	Compte tenu des mesures prises par le Centre pour atteindre le niveau d'intervention cible et définir des cibles, cette recommandation est considérée comme appliquée.	X			

		<i>Exercice sur lequel porte le rapport d'audit</i>			<i>Avis des commissaires aux comptes après vérification</i>			
<i>N°</i>	<i>Rapport</i>	<i>Recommandation du Comité</i>	<i>Réponse du Centre du commerce international</i>	<i>Évaluation du Comité</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
			l'information, notamment en ce qui concerne les sous-stratégies du Centre. Les chefs ont été priés de veiller à ce que les informations communiquées soient exhaustives et qualitativement vérifiées.					
13	2022	A/78/5 (Vol. III) , chap. II, par. 37	Se conformer scrupuleusement aux directives applicables aux achats de faible valeur, notamment en se gardant d'acquiescer des services récurrents au moyen de la procédure relative aux achats de faible valeur et en téléchargeant les formulaires de contrôle des offres dans le progiciel Umoja.	Le Centre continuera de veiller à ce que ses directives applicables aux achats de faible valeur soient strictement respectées en procédant à des vérifications ponctuelles et en formant le personnel d'encadrement et les agents certificateurs et, le cas échéant, prendra les mesures qui s'imposent à l'encontre des agents certificateurs qui fractionnent un besoin en plusieurs achats de faible valeur.	Étant donné que le Centre assure un suivi des achats de faible valeur chaque année et fournit des rapports annuels, cette recommandation est considérée comme appliquée.	X		
14	2022	A/78/5 (Vol. III) , chap. II, par. 44	Renforcer la gestion des vacances de poste et prendre des mesures pour réduire les délais de recrutement, notamment pour les postes de direction clés, conformément à la cible opérationnelle annuelle.	Le Centre a mené à bien la procédure de sélection pour tous les postes de direction clés.	Le Centre ayant mené à bien la procédure de sélection pour tous les postes de direction clés, cette recommandation est considérée comme appliquée.	X		
15	2022	A/78/5 (Vol. III) , chap. II, par. 50	Prendre des mesures pour renforcer l'application du principe de responsabilité par tous les membres du personnel d'encadrement et veiller à ce que les fonctionnaires suivent les		Aucune autre information n'ayant été communiquée à ce sujet, la recommandation est considérée comme en cours d'application.		X	

N ^o	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse du Centre du commerce international	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandations en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
16	2022	A/78/5 (Vol. III) , chap. II, par. 54	formations obligatoires dans les délais impartis. Réexaminer les cas dans lesquels une indemnité de fonctions est versée depuis plus de deux ans et veiller au respect de l'instruction administrative ITC/AI/2014/13.		Aucune autre information n'ayant été communiquée à ce sujet, la recommandation est considérée comme en cours d'application.		X		
Nombre total de recommandations						16	7	9	–
Pourcentage du nombre total de recommandations						100	44	56	–

Chapitre III

Certification des états financiers

Lettre datée du 31 mars 2024, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Sous-Secrétaire général et Contrôleur

Les états financiers du Centre du commerce international pour l'année terminée le 31 décembre 2023 ont été établis conformément à l'article 6.1 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

Les principales méthodes comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières du Centre du commerce international au cours de la période considérée, lesquelles relèvent de la responsabilité administrative du Secrétaire général.

Je certifie que les états financiers I à V du Centre du commerce international qui figurent ci-après sont corrects pour tous les éléments de caractère significatif.

Le Sous-Secrétaire général et Contrôleur
(*Signé*) Chandramouli **Ramanathan**

Chapitre IV

Rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

A. Introduction

1. La Directrice exécutive a l'honneur de présenter le rapport financier sur les comptes du Centre du commerce international (ITC) pour l'année terminée le 31 décembre 2023.
2. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers. Il offre un aperçu de la situation financière et des résultats du Centre et met en lumière les tendances et les changements importants. Son annexe comprend les renseignements complémentaires qui doivent être portés à l'attention du Comité des commissaires aux comptes en application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

B. Gouvernance

3. Le Centre du commerce international est l'organisme conjoint de coopération technique de l'ONU et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour ce qui touche au développement des échanges et du commerce international. Il est subordonné aux organes directeurs des deux organisations mères. Il s'agit des organes chargés d'approuver les programmes et budgets de l'ONU et de l'OMC, à savoir le Comité du programme et de la coordination, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, l'Assemblée générale et, en ce qui concerne l'OMC, le Comité des questions budgétaires, financières et administratives et le Conseil général. Le Centre est soumis au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU, au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation ainsi qu'au système de contrôle des Nations Unies. Le (la) Directeur(trice) exécutif(ve) du Centre est désigné(e) conjointement par le (la) Directeur(trice) général(e) de l'OMC et le (la) Secrétaire général(e) de la CNUCED, puis nommé(e) par le (la) Secrétaire général(e) de l'ONU.
4. Le programme de travail du Centre du commerce international est examiné chaque année par le Groupe consultatif commun, principal forum consultatif intergouvernemental du Centre, qui est ouvert aux membres de la CNUCED et de l'OMC. Le Conseil général de l'OMC et le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED examinent chaque année le rapport et les recommandations du Groupe consultatif commun. Le Groupe remplit un certain nombre de fonctions essentielles. Il est notamment chargé de tenir les États membres informés des opérations du Centre et de leur permettre de formuler des avis et des commentaires, de donner des conseils au sujet du plan stratégique du Centre et d'annoncer les contributions extrabudgétaires volontaires. Il offre aussi une tribune aux membres de la direction de l'OMC et de la CNUCED pour commenter les résultats obtenus par le Centre.
5. Le Comité consultatif du fonds d'affectation spéciale du Centre du commerce international examine les plans stratégiques et opérationnels du Centre et l'utilisation des fonds mis à disposition par le fonds d'affectation spéciale.

C. Objectifs et stratégies

6. Le Centre s'emploie à améliorer la compétitivité internationale des microentreprises et des petites et moyennes entreprises des pays en développement,

en particulier celles des pays les moins avancés et des pays en transition, en fournissant une assistance technique liée au commerce.

7. Le mandat du Centre repose sur le principe selon lequel le commerce peut être un puissant vecteur d'amélioration des conditions de vie. Le rôle du commerce international est explicitement reconnu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, où il est défini comme « un moteur de la croissance économique pour tous et un moyen de réduire la pauvreté, [qui] contribue au développement durable ». Les États Membres ont convenu de continuer à « soutenir un système commercial multilatéral universel, fondé sur des règles, ouvert, transparent, prévisible, inclusif, non discriminatoire et équitable établi sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, [ainsi qu']une véritable libéralisation des échanges ». Dans ce contexte, la contribution des travaux relatifs à la compétitivité des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, à la création d'emplois et à la génération de revenus réalisés par le Centre est plus importante et plus pertinente que jamais.

8. L'année 2023 a été la deuxième année de mise en œuvre du plan stratégique du Centre pour 2022-2025. L'organisation continue d'exercer son mandat à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable. En stimulant la compétitivité des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, en plaçant la croissance tirée par les échanges au cœur des politiques économiques et sociales des États Membres, et en donnant naissance à des écosystèmes d'affaires dans les pays en développement, le Centre contribue, dans le cadre des travaux qu'il mène auprès des femmes, des jeunes et des personnes en situation de vulnérabilité, à structurer des moyens de subsistance durables et inclusifs par l'intermédiaire du commerce.

D. Aperçu des activités et de l'environnement

9. Conformément à son plan stratégique pour 2022-2025, le Centre contribue à la réalisation des objectifs de développement durable qui intéressent l'humanité, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats (les « cinq piliers »). Il met ses compétences étendues en œuvre dans quatre domaines de service principaux : a) l'amélioration de la capacité des microentreprises et des petites et moyennes entreprises dans le domaine commercial ; b) l'accroissement de la capacité de l'écosystème d'affaires d'appuyer les microentreprises et les petites et moyennes entreprises ; c) l'orientation des politiques et des réglementations pour les rendre plus favorables aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises ; d) l'amélioration de l'information relative aux entreprises, au commerce et aux marchés (biens publics) et la promotion des microentreprises et petites et moyennes entreprises. Il obtient des résultats dans cinq domaines d'action : a) les chaînes de valeur durables et résilientes ; b) le commerce inclusif ; c) le commerce vert ; d) le commerce électronique ; e) l'intégration régionale et les échanges Sud-Sud.

10. En 2023, le Centre prévoyait de fournir une assistance technique liée au commerce d'une valeur de 146,1 millions de dollars. L'assistance fournie a dépassé la cible fixée, puisqu'elle a représenté un montant de 152,7 millions de dollars. Cette assistance a été financée par deux types de fonds : le budget ordinaire et les fonds extrabudgétaires. Le Centre a consacré des dépenses extrabudgétaires d'un montant brut de 112,0 millions de dollars à des services d'assistance technique, de renforcement des capacités et de veille économique. Les dépenses financées au moyen des ressources extrabudgétaires ont été d'un montant d'environ 2,3 % inférieur à celles de l'année précédente. Les dépenses financées au moyen du budget ordinaire ont atteint 40,7 millions de dollars. Les résultats d'ensemble ont été conformes aux

objectifs fixés pour 2023. L'action du Centre continue d'être fortement soutenue par les initiatives des entreprises en matière d'innovation, d'efficience et d'efficacité.

11. En 2023, plus de 538 000 bénéficiaires en ont appris davantage sur les questions relatives au commerce grâce aux outils de veille économique et aux contenus numériques du Centre, ainsi qu'à des manifestations ciblées de sensibilisation et de mise en commun des connaissances. En plus de 60 occasions, le Centre a guidé les décideurs et contribué à l'élaboration de stratégies ou de politiques en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises de pays en développement. Grâce à son travail, près de 500 organisations d'appui aux entreprises publiques et privées ont obtenu de meilleurs résultats et sont mieux à même de servir leurs clients. Plus de 33 000 microentreprises et petites et moyennes entreprises (dont plus de 10 000 dirigées par des femmes) ont adapté leurs activités et renforcé leur compétitivité. Plus de 11 000 microentreprises et petites et moyennes entreprises (dont plus de 4 000 dirigées par des femmes) ont effectué des transactions commerciales internationales avec l'aide du Centre. Celui-ci a continué d'axer la majeure partie de ses activités (plus de 40 %) sur l'Afrique subsaharienne, conformément à son engagement prioritaire en faveur des pays les plus vulnérables. En 2023, 38 % des dépenses extrabudgétaires engagées dans les pays ont été consacrées aux pays les moins avancés, et plus de 75 % aux pays prioritaires dans leur ensemble, à savoir les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement, les pays d'Afrique subsaharienne et les pays en proie à un conflit ou sortant d'un conflit.

12. En 2023, le Centre a continué de tirer parti des enseignements et des meilleures pratiques pour lutter contre la triple crise planétaire que constituent les changements climatiques, la pollution et la perte de biodiversité. Il a également continué d'agir dans les pays en situation de fragilité qui sont souvent touchés par les conflits et l'instabilité. Il a assuré le maintien des modalités d'intervention hybrides en fournissant des services sur le terrain et en renforçant les compétences numériques par le biais de son Académie du commerce pour les PME avec l'aide des partenaires d'exécution dans les pays et en association avec d'autres organismes des Nations Unies. Parmi les biens publics mis à la disposition par le Centre, on peut citer les outils d'analyse de marché, qui comptent plus de 1,4 million d'utilisateurs enregistrés. Le Centre a continué à développer l'Observatoire africain du commerce, un portail en ligne qui constitue l'un des cinq instruments opérationnels de la Zone de libre-échange continentale africaine. Les produits d'information commerciale du Centre, tels que les briefings commerciaux, ont permis de sensibiliser le public à des sujets importants liés au commerce, allant de la réglementation de l'Union européenne en matière de déforestation à l'analyse du potentiel d'exportation de produits clés pour la transition énergétique. Dans son rapport phare intitulé *Perspectives de la compétitivité des PME 2023, Les petites entreprises dans des contextes fragiles : de la survie à la croissance*, le Centre a souligné qu'il fallait compléter le soutien direct apporté aux microentreprises et petites et moyennes entreprises par des réformes qui favorisent la paix et la stabilité et améliorent l'environnement économique.

13. Dans son rapport annuel de synthèse des évaluations de 2023, le Centre a montré que la plupart de ses interventions avaient contribué de manière positive aux objectifs de développement national des États Membres et éclairé les stratégies à mettre en œuvre pour optimiser l'incidence des prochaines activités. Les partenariats et les activités de renforcement des capacités ont contribué à inscrire les résultats dans la durée, et des améliorations pourraient être apportées en ce qui concerne la création de synergies au niveau national. Le Centre s'emploie donc à mettre en œuvre sa stratégie de collaboration avec les pays, l'idée étant de renforcer sa présence dans les pays et de mieux se coordonner avec eux ainsi que d'optimiser sa participation aux équipes de pays des Nations Unies.

14. En 2023, le Centre a géré les risques de manière proactive et assuré la continuité du dialogue engagé avec les parties prenantes. Sa direction a procédé à des évaluations régulières des risques institutionnels et a revu et actualisé son cadre de gestion globale des risques. Dans plusieurs pays où il déploie des programmes, le Centre a fait face à des risques liés aux conditions instables et à la fragilité socioéconomique, ce qui l'a conduit à classer les risques externes ayant trait à la sûreté et à la sécurité du personnel ainsi qu'à la cybersécurité comme des risques élevés dans son inventaire des risques. Il a continué à suivre de près l'évolution de la situation et les mesures d'atténuation des risques prises dans ces deux domaines.

15. Le Centre a mené plusieurs initiatives visant à accroître l'efficacité et l'efficacités, dont les résultats ont été mesurés à l'aune d'un certain nombre d'indicateurs clés. Il a une fois de plus atteint la neutralité en matière d'émission de carbone. En ce qui concerne l'égalité des genres, le pourcentage de femmes occupant des postes à responsabilité a atteint 50 %, soit la cible qui était fixée. Le Centre a atteint un taux de 94 % par rapport au Plan d'action 2.0 à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes, comme le montrent les cibles qu'il a atteintes ou dépassées. Il est parvenu à mobiliser des ressources extrabudgétaires d'un montant total de 292 millions de dollars pour 2024 et au-delà.

16. Le Centre a continué à travailler en étroite collaboration avec la CNUCED, notamment dans le domaine du commerce électronique, ainsi qu'avec l'OMC en renforçant la capacité des pays en développement, notamment les pays les moins avancés, de participer efficacement aux négociations sur la facilitation des investissements et en appuyant l'accession de plusieurs d'entre eux à l'OMC. Il a noué des rapports avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, dont il est membre, et des équipes de pays des Nations Unies. Il est signataire de 49 plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et a contribué à l'élaboration de nombreux plans de travail conjoints nationaux. L'OMC, la CNUCED et le Centre ont continué à collaborer sur des biens publics mondiaux accessibles à toutes et à tous, tels que le Global Trade Helpdesk, qui sert de guichet unique pour les informations commerciales.

17. À la cinquante-septième réunion annuelle du Groupe consultatif commun, qui s'est tenue à Genève le 20 juillet 2023, les États Membres ont souligné le rôle essentiel que le Centre jouait en renforçant la résilience des petites entreprises, en créant un environnement commercial propice et en fournissant des données et des renseignements aux entreprises et aux décideurs, notamment dans le cadre de l'initiative One Trade Africa, qui vise à mettre en œuvre la Zone de libre-échange continentale africaine, et de l'initiative SheTrades, qui soutient des milliers de productrices et femmes chefs d'entreprise. Les représentants ont mis l'accent sur les initiatives menées par le Centre, telles que le programme « Growth for rural advancement and sustainable progress » au Pakistan, qui aide les microentreprises et petites et moyennes entreprises rurales à investir dans les technologies vertes, le modèle des Alliances pour l'action, qui crée des partenariats dans les chaînes de valeur agricoles, et l'initiative Climate Smart Network, qui met en relation les microentreprises et petites et moyennes entreprises ayant des références en matière d'intelligence climatique avec des acheteurs potentiels. Les membres ont également souligné qu'il fallait veiller à ce que personne ne soit laissé de côté dans le commerce et salué les travaux du Centre, dans la mesure où ils avaient des effets sur la vie des gens, créaient des débouchés commerciaux dans le monde entier, notamment pour les pays les moins avancés et les groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les réfugiés, et aidaient les pays en développement à tirer parti des débouchés commerciaux bilatéraux et multilatéraux. L'accent a également été mis sur

l'importance considérable qu'il y avait à réduire la fracture numérique, améliorer la compétitivité numérique et faciliter le transfert de technologies. À ce sujet, les représentants ont demandé au Centre d'accroître son soutien aux microentreprises et petites et moyennes entreprises dans les pays en développement.

E. Vue d'ensemble des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

18. Les états I à V présentent les résultats financiers des activités du Centre et la situation financière de celui-ci au 31 décembre 2023. On trouvera dans les notes y relatives des explications sur les conventions comptables et règles d'information financière du Centre ainsi que des renseignements complémentaires sur les montants indiqués dans les états.

Produits

Résultats financiers

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022
Total des produits	159 525	155 946
Total des charges	158 784	158 451
Excédent/(déficit)	741	(2 505)

19. En 2023, le montant total des produits s'est élevé à 159,525 millions de dollars (155,946 millions en 2022). Ce montant se décompose comme suit : contributions volontaires de donateurs (108,098 millions de dollars, soit 67,8 % du montant total des produits) ; contributions statutaires (40,326 millions de dollars, soit 25,3 %) ; produits des placements (5,854 millions, soit 3,7 %) ; autres transferts et allocations (3,145 millions de dollars, soit 2,0 %) ; produits divers (2,102 millions de dollars, soit 1,3 %). Les contributions volontaires comprennent aussi une contribution en nature d'un montant de 3,564 millions de dollars, qui représente la différence entre la valeur de marché et le montant effectivement payé par le Centre pour la location du bâtiment qu'il occupe.

20. Les contributions volontaires qui procèdent d'accords passés avec des donateurs sont comptabilisées en produits au moment de la signature de l'accord, sauf dans les cas où celui-ci prévoit des dispositions exigeant des résultats particuliers et une obligation de restitution. Les contributions volontaires couvrent souvent des périodes pluriannuelles, puisqu'elles constituent des engagements s'étalant habituellement sur la durée des projets, en général trois ou quatre ans. Ainsi, une partie des produits comptabilisés au cours des années précédentes finance les activités de l'année considérée ou celles des années à venir, sauf s'il s'agit d'accords assortis de conditions.

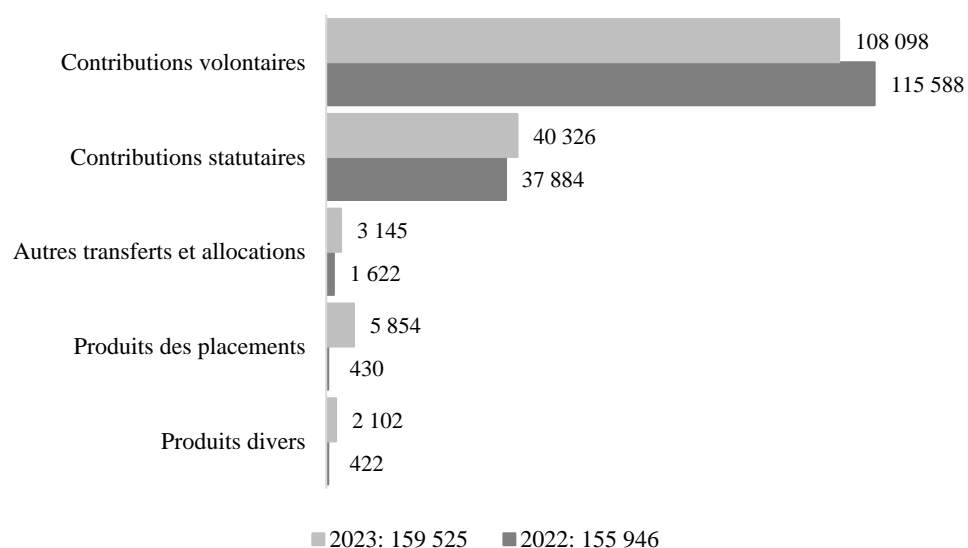
21. Les contributions reçues au titre d'accords non assortis de conditions, d'un montant de 48,500 millions de dollars, procédaient principalement de la signature d'accords pluriannuels avec l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la République de Corée, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Suisse, et comprenaient aussi les autres transferts et allocations reçus au titre d'accords interorganisations et des initiatives multidonateurs financées au moyen du Fonds d'affectation spéciale destiné au Cadre intégré renforcé et des fonds d'affectation

spéciale pluripartenaires. Au titre de 2023, un montant de 59,692 millions de dollars a été comptabilisé en produits en vertu d'accords assortis de conditions.

Figure IV.I

Ventilation des produits, par catégorie et par année

(En milliers de dollars des États-Unis)

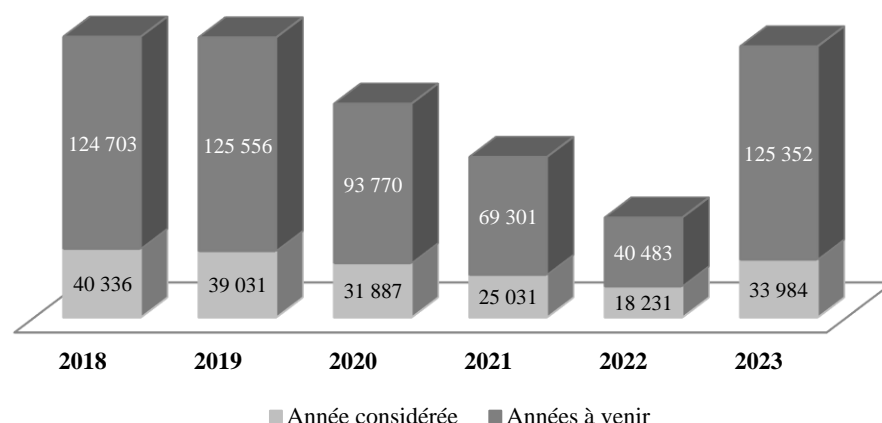


22. En glissement annuel, la valeur totale des accords pluriannuels de contribution volontaire et d'autres transferts et allocations signés avec des donateurs s'est élevée à 159,336 millions en 2023, contre 58,714 millions de dollars en 2022, 94,332 millions de dollars en 2021, 125,657 millions en 2020, 164,587 millions en 2019 et 165,039 millions en 2018, comme le montre la figure IV.II.

Figure IV.II

Répartition des accords de contribution volontaire et d'autres transferts et allocations (assortis ou non de conditions) signés avec des donateurs, selon l'année d'imputation

(En milliers de dollars des États-Unis)

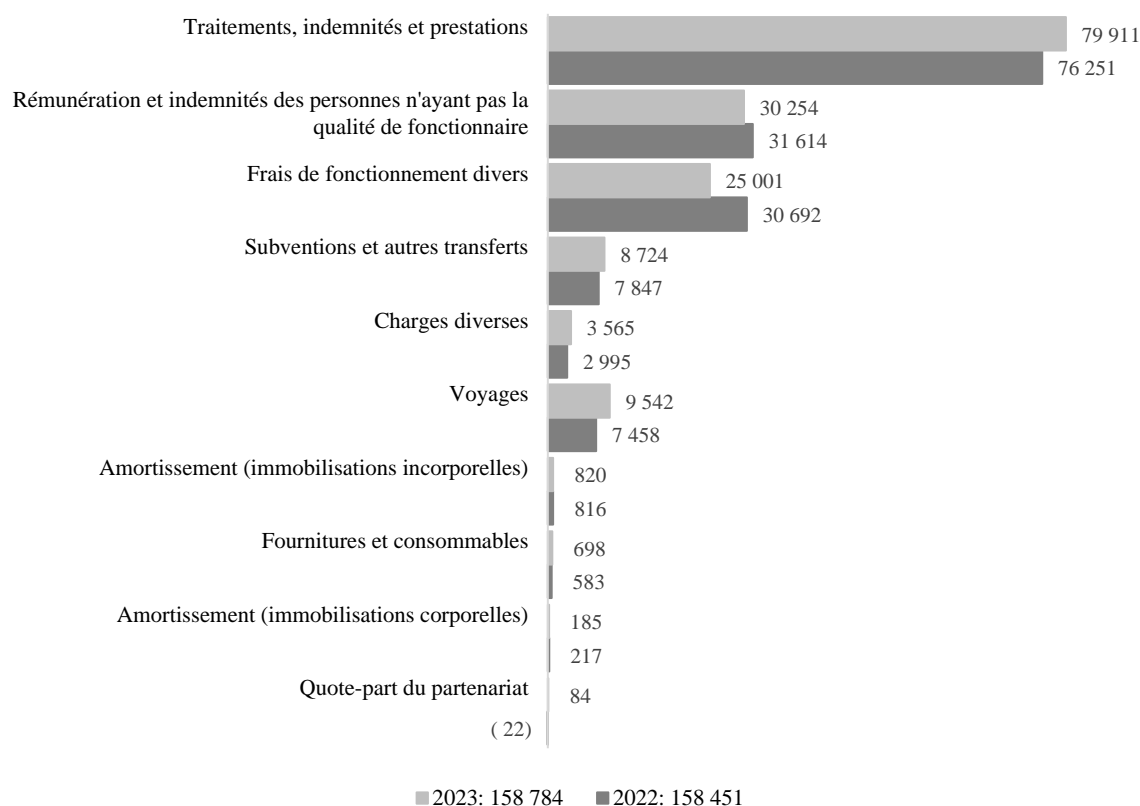


Charges

23. Le total des charges pour l'année terminée le 31 décembre 2023 s'est établi à 158,784 millions de dollars (contre 158,451 millions de dollars en 2022). Ce montant se décompose comme suit : charges de personnel (79,911 millions de dollars, soit 50,3 % du montant total des charges) ; rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire (30,254 millions de dollars, soit 19,1 %) ; frais de fonctionnement divers (25,001 millions de dollars, soit 15,7 %) ; voyages (9,542 millions de dollars, soit 6,0 %) ; subventions et autres transferts (8,724 millions de dollars, soit 5,5 %) ; charges diverses, y compris la quote-part du partenariat (3,649 millions de dollars, soit 2,3 %) ; amortissements (1,005 million de dollars, soit 0,6 %) ; fournitures et consommables (0,698 million de dollars, soit 0,4 %). Les charges de personnel comprennent un montant de 5,870 millions de dollars correspondant aux coûts financiers et aux coûts des services rendus au cours de la période qui concernent les engagements au titre des prestations définies (subventionnement de l'assurance maladie après la cessation de service, paiement du reliquat de jours de congé annuel et prestations liées au rapatriement). Conformément à la politique établie par le Contrôleur de l'ONU, les dépenses d'appui aux programmes sont facturées sur la base d'un taux allant de 7,0 % à 14,0 % des coûts de mise en œuvre des activités relatives aux projets. Ces coûts sont inclus dans les dépenses afférentes aux projets.

Figure IV.III
Ventilation des charges, par catégorie et par année

(En milliers de dollars des États-Unis)



24. Le montant total des charges de personnel, qui comprennent la rémunération et les indemnités des fonctionnaires et des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, s'est établi à 110,165 millions de dollars (contre 107,865 millions de dollars en 2022), ce qui représente 69,4 % des charges totales de l'année, une proportion relativement constante par rapport à 2022 (68,1 %). Les frais de fonctionnement divers se sont élevés à 25,001 millions de dollars (contre 30,692 millions de dollars en 2022), soit 15,7 % du total des charges de l'année. La diminution de 18,5 % par rapport à l'année précédente est due à la baisse des ressources demandées au titre des services contractuels, de l'acquisition de biens et de la location de locaux pour des activités de projet, conformément aux budgets des projets. Les subventions et autres transferts, d'un montant de 8,724 millions de dollars (contre 7,847 millions de dollars en 2022), ont augmenté de 11,2 % en raison du renforcement de la décentralisation des activités de projet en faveur des homologues locaux. Les charges afférentes aux voyages se sont élevées à 9,542 millions de dollars (contre 7,458 millions de dollars en 2022), soit 6,0 % du total des charges au titre de 2023. L'augmentation de 27,9 % par rapport à 2022 s'explique par la poursuite de la mise en œuvre des projets du Centre et la multiplication des interactions avec les bénéficiaires de ces projets. À la rubrique Fournitures et consommables, on note une augmentation de 19,7 % par rapport à 2022 (2023 : 0,698 million de dollars) ; 2022 : 0,583 million de dollars) en raison d'une hausse naturelle de la consommation. Pour ce qui est des amortissements, on note une diminution de 2,7 % par rapport à 2022 (2023 : 1,005 million de dollars) ; 2022 : 1,033 million de dollars). Les charges diverses, y compris la quote-part du partenariat, se sont chiffrées à 3,649 millions de

dollars (2022 : 2,973 millions de dollars). L'écart à la hausse de 22,7 % correspond à l'augmentation du passif du Centre au titre de sa quote-part du partenariat ainsi qu'à l'augmentation de la valeur en dollars de l'aide au logement, qui est libellée en francs suisses. Les résultats d'ensemble sont conformes aux objectifs fixés pour 2023.

Résultats des activités

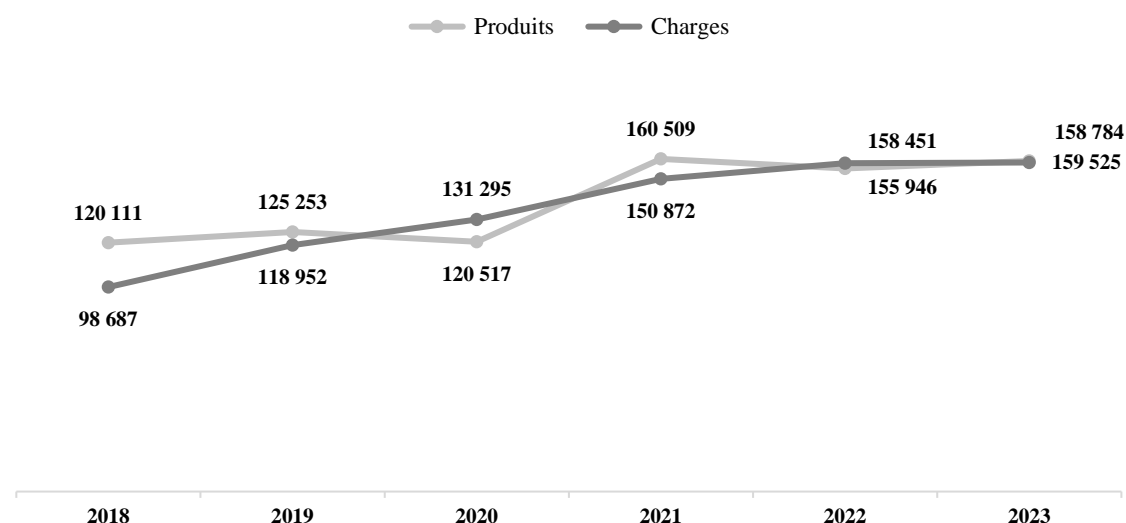
25. L'excédent net pour 2023 s'est élevé à 741 millions de dollars (contre un déficit net de 2,505 millions de dollars en 2022). Les produits provenant de contributions volontaires liées à des accords qui comportent une clause de restitution si les fonds ne sont pas dépensés selon les modalités fixées par le donateur sont inscrits au passif. À mesure que le Centre s'acquitte des obligations prévues par l'accord, la valeur comptable de l'élément de passif diminue et un produit d'un montant égal à cette diminution est comptabilisé.

26. La comptabilisation des produits provenant d'accords non assortis de conditions au moment de la signature des accords a faussé les résultats annuels du Centre, puisque les produits peuvent être comptabilisés plusieurs années avant les charges. Les changements prévus au niveau des normes comptables qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2026 (la norme IPSAS 47 (Produits) remplacera les normes IPSAS 23 et IPSAS 9) modifieront l'impact de la comptabilisation immédiate des produits sur la performance financière du Centre dans les années à venir.

Figure IV.IV

Variation des produits et des charges

(En milliers de dollars des États-Unis)



Actif

27. Au 31 décembre 2023, l'actif s'élevait à 374,096 millions de dollars, contre 331,071 millions de dollars au 31 décembre 2022.

28. Les principaux éléments d'actif étaient la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements (159,523 millions de dollars, soit 42,6 % du montant total de l'actif, contre 146,403 millions en 2022), ainsi que les contributions volontaires dues par les donateurs au titre de projets de coopération technique (198,867 millions de dollars, soit 53,2 %, contre 168,794 millions en 2022). Le reste de l'actif se composait d'autres éléments d'actif et d'immobilisations corporelles et incorporelles.

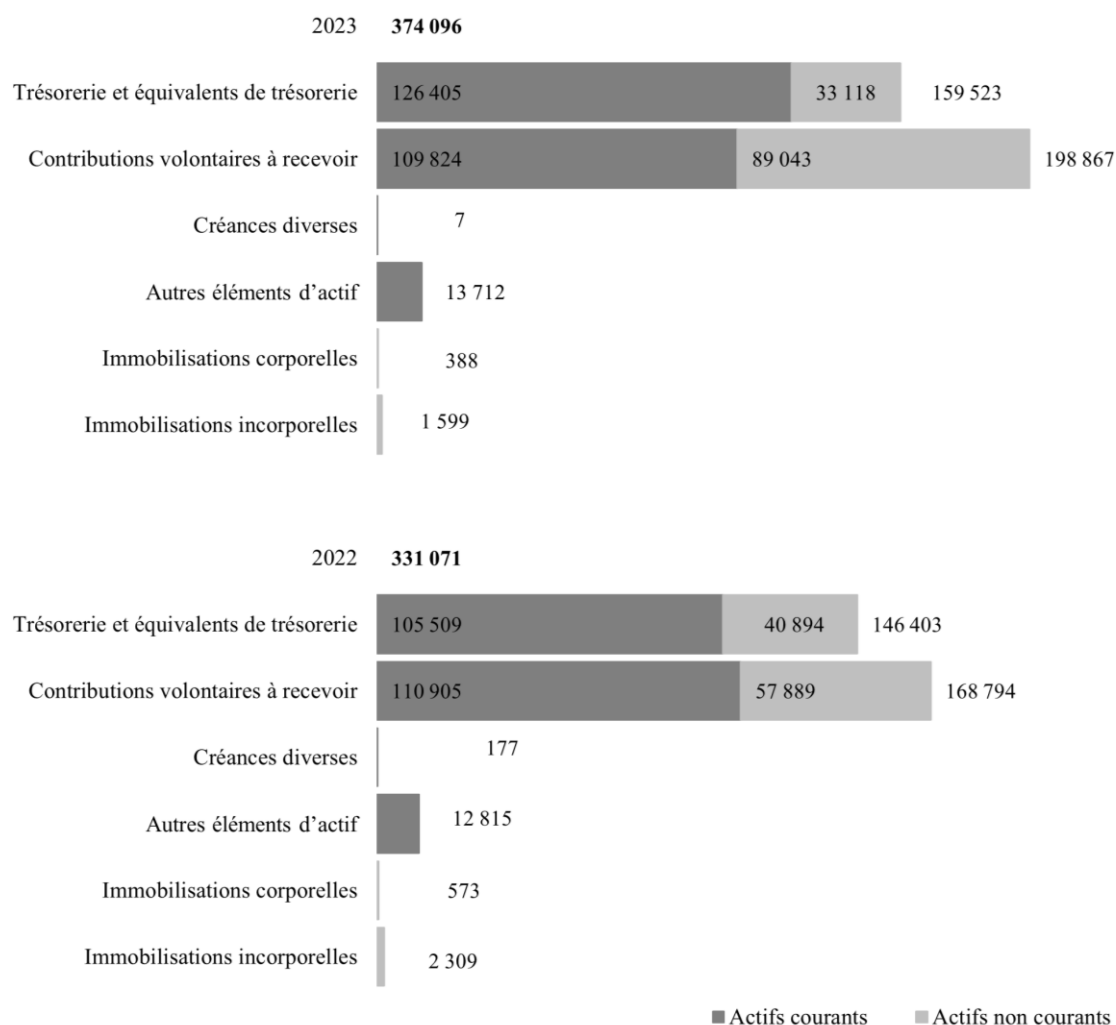
29. Le montant total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements au 31 décembre 2023, soit 159,523 millions de dollars, était détenu par le fonds de gestion centralisée des liquidités de l'ONU et par les bureaux principaux et extérieurs. La hausse de 13,120 millions de dollars par rapport au solde détenu à la fin de 2022 s'explique principalement par l'augmentation du nombre d'accords signés et par le montant important des premiers versements reçus. En 2023, les nouveaux accords pluriannuels relatifs aux contributions volontaires se sont élevés à 159,336 millions de dollars (contre 58,714 millions de dollars en 2022).

30. En application des normes IPSAS, les créances au titre des contributions volontaires peuvent être intégralement comptabilisées dès la signature d'un accord, y compris les sommes à recevoir au cours d'exercices ultérieurs. Au 31 décembre 2023, le montant total à recevoir s'établissait à 198,867 millions de dollars : 109,824 millions de dollars devraient être versés en 2024 et le solde (soit 89,043 millions de dollars) après 2024.

31. Le montant des contributions volontaires à recevoir toutes catégories confondues a augmenté de 30,073 millions de dollars. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation du nombre d'accords signés (voir figure IV.II). Comme le montre la figure ci-après, les contributions volontaires à recevoir à court terme ont diminué, passant de 110,905 millions de dollars à 109,824 millions de dollars, tandis que les contributions volontaires à recevoir à long terme ont augmenté, passant de 57,889 millions de dollars à 89,043 millions de dollars.

Figure IV.V
Récapitulatif de l'actif, par année

(En milliers de dollars des États-Unis)



Passif

32. Au 31 décembre 2023, le passif s'élevait à 386,739 millions de dollars, contre 339,103 millions de dollars au 31 décembre 2022.

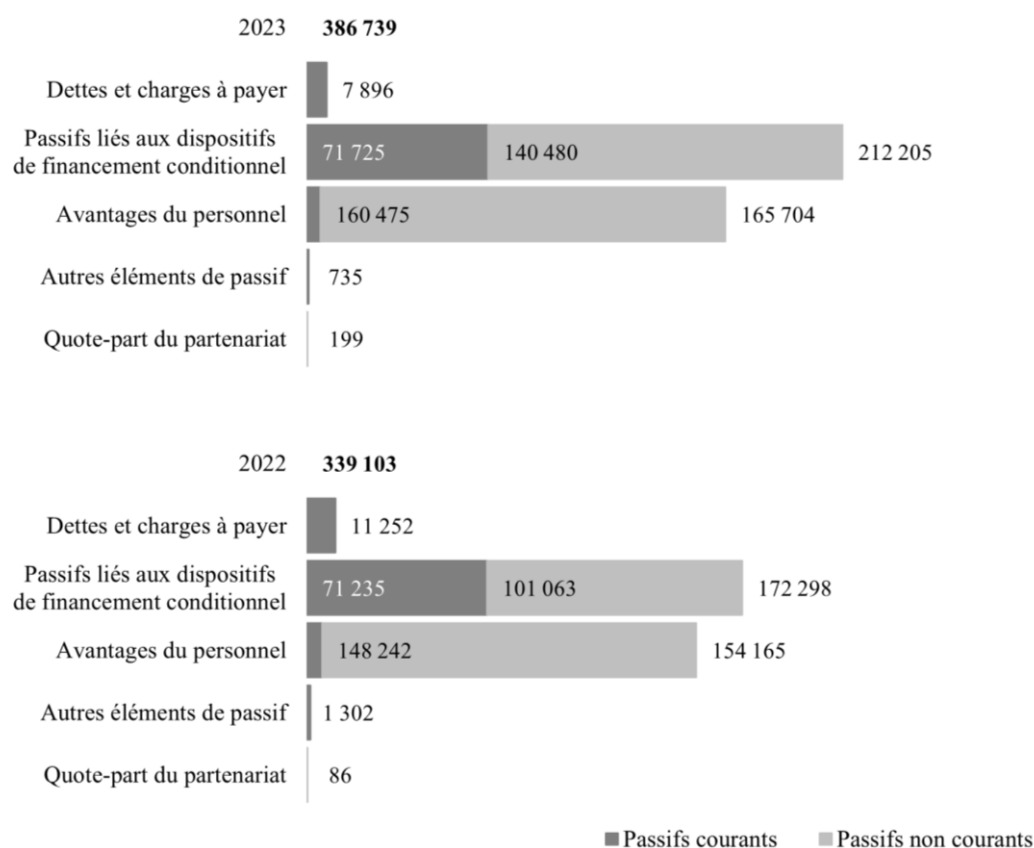
33. Le montant des éléments de passif tenant à des accords assortis de conditions s'est élevé à 212,205 millions de dollars en 2023 (contre 172,298 millions de dollars en 2022), ce qui représente une augmentation nette de 39,907 millions de dollars et correspond à 54,9 % du total du passif. Les éléments de passif relatifs à ce type d'accord correspondent à la part des contributions, principalement de l'Union européenne, qui n'a pas été comptabilisée en produits parce qu'au 31 décembre 2023, le Centre n'avait pas encore exécuté les services visés. Un certain nombre de projets pluriannuels financés par l'Union européenne signés en 2023 sont entrés dans la phase de mise en œuvre durant l'année, ce qui a entraîné une augmentation des engagements conditionnels. De nouveaux accords conditionnels pluriannuels portant sur un montant d'environ 109,016 millions de dollars ont été signés en 2023, tandis qu'un montant d'environ 59,692 millions de dollars a été comptabilisé en produits sur l'année, le Centre s'étant acquitté des obligations prévues.

34. Les prestations dues au personnel (fonctionnaires et retraités) ont constitué un autre poste important du passif en 2023. Elles se sont élevées à 165,704 millions de dollars, soit 42,8 % du total du passif (pour plus de détails, voir la note 12 relative aux états financiers). Il s'agissait principalement des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (149,990 millions de dollars, soit 90,5 % du montant total des passifs liés aux avantages du personnel). L'augmentation de 11,539 millions de dollars des engagements au titre des avantages du personnel se décompose comme suit : une perte actuarielle nette de 6,414 millions de dollars, comptabilisée directement en actif net, un montant de 5,870 millions de dollars représentant le coût des services rendus au cours de la période et les coûts financiers au titre des prestations définies, qui est comptabilisé en charges au titre des dépenses de personnel, et une baisse de 0,745 million de dollars du montant au titre des traitements, indemnités, prestations et congés dans les foyers.

Figure IV.VI

Récapitulatif du passif, par année

(En milliers de dollars des États-Unis)

**Passif net**

35. Le passif net a augmenté, passant de 8,032 millions de dollars en 2022 à 12,643 millions de dollars en 2023, soit une hausse de 4,611 millions de dollars qui s'explique principalement par : a) une perte actuarielle nette de 6,414 millions de dollars ; b) un excédent net pour l'exercice de 0,741 million de dollars ; c) la participation du Centre à des initiatives cofinancées relatives à la sûreté et à la sécurité, qui relèvent d'un accord juridiquement contraignant, la quote-part du partenariat comptabilisée en passif net en 2023 par la méthode de la mise en

équivalence s'élevant à 0,029 million de dollars ; d) l'effet net de l'adoption de la norme IPSAS 41 en 2023 en ce qui concerne les variations de la juste valeur des placements comptabilisées directement en actif net, qui se chiffre à 1,091 million de dollars. Les réserves de fonctionnement, qui font partie de l'actif net, sont passées de 15,424 millions de dollars en 2022 à 20,271 millions de dollars en 2023.

Situation de trésorerie

36. Au 31 décembre 2023, la situation de trésorerie était saine, puisque le Centre disposait de suffisamment d'actifs liquides pour faire face à ses passifs courants. Le montant total des actifs liquides s'élevait à 236,236 millions de dollars (22,058 millions de dollars de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, 104,347 millions de placements à court terme et 109,831 millions de créances), alors que le total des passifs courants s'établissait à 85,585 millions de dollars et le montant total du passif à 386,739 millions de dollars. Le montant total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements du Centre s'établissait à 159,523 millions de dollars.

37. Le tableau ci-après présente, pour 2023 et 2022, une synthèse des principaux indicateurs de liquidité au 31 décembre.

<i>Indicateurs de liquidités</i>	<i>2023</i>	<i>2022</i>
Actifs liquides/passifs courants (ratio de liquidité générale)	2,8:1	2,4:1
Liquidités/passifs courants (ratio de liquidité immédiate)	1,5:1	1,2:1
Actifs liquides/total de l'actif	0,6:1	0,7:1
Liquidités disponibles, en équivalent-mois	9,6	8,0

38. Le ratio de liquidité générale mesure la capacité du Centre à honorer ses engagements à court terme au moyen des liquidités dont il dispose. Le ratio de 2,8 : 1 signifie que les liquidités sont 2,8 fois supérieures au total des passifs courants et suffiraient donc à régler l'intégralité des obligations à court terme si cela se révélait nécessaire. Lorsque l'on exclut les créances de l'analyse, le ratio de couverture des passifs courants est de 1,5, ce qui indique que le Centre peut encore honorer ces passifs au moyen de ses actifs réalisables immédiatement, tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme. Au 31 décembre 2023, les actifs liquides du Centre représentaient 63 % du total de l'actif, et la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme suffisaient à couvrir pendant 10 mois ses dépenses, estimées en moyenne à 13,148 millions de dollars par mois.

39. À la date de clôture, le montant des engagements au titre des avantages du personnel s'élevait à 165,704 millions de dollars. Le montant total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements, qui s'établit à 159,523 millions de dollars, représente 96,3 % de ces engagements, dont on ne s'attend pas à ce qu'ils soient couverts immédiatement. Les engagements au titre des régimes à prestations définies relatifs au budget ordinaire n'ont pas été financés. Le Centre met de l'argent de côté pour les primes de rapatriement et les engagements en matière d'assurance maladie après la cessation de service pour le personnel dont les postes sont financés au moyen de ressources extrabudgétaires. La valeur actuarielle de ces engagements était couverte à hauteur de 38 % au 31 décembre 2023.

Comparaison avec le budget

40. Le budget initial étant libellé en francs suisses, le budget définitif tient compte des fluctuations du taux de change entre le franc suisse et le dollar des États-Unis qui

sont intervenues entre la date d'adoption du budget initial et la date de clôture, et des crédits définitifs approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies. La note 17 présente la comparaison et le rapprochement des montants réels et des montants budgétés.

41. L'état comparatif des montants budgétés et des montants réels (état V) compare le budget définitif aux montants réels, calculés selon la même méthode comptable que celle qui est appliquée au budget. La comparaison n'est effectuée que pour le budget ordinaire, qui est rendu public.

42. Selon la norme IPSAS 24 (Présentation de l'information budgétaire dans les états financiers), les écarts supérieurs à 10 % entre le budget définitif et le montant réel des charges doivent être justifiés. À la fin de 2023, aucun écart de ce type n'avait été constaté, sauf dans le cas des produits divers, supérieurs de 51 % (0,325 million de dollars) au budget. Cette augmentation est principalement due au montant des intérêts bancaires perçus en raison de la hausse des taux d'intérêt.

F. Risques et incertitudes

43. L'évolution du paysage du financement externe s'explique en partie par les répercussions de la situation économique mondiale sur les États Membres. Parmi les principaux changements, on peut citer l'intensification de la concurrence, la redéfinition des priorités de l'aide publique au développement, ainsi que la décentralisation des décisions relatives à l'allocation des ressources en faveur des pays dans lesquels le Centre déploie des programmes et l'influence croissante des nouveaux acteurs du développement. En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de la planification des activités du Centre : a) les ressources extrabudgétaires restent stables ; b) la situation politique, économique et sociale des pays dans lesquels le Centre déploie des programmes reste propice aux interventions de développement ; c) les conditions du commerce international et des investissements ne se détériorent pas de manière significative par rapport à 2023.

44. En 2022, la valeur des accords de contribution volontaire signés avec des donateurs avait diminué. En 2023, elle était presque revenue au niveau de 2018, année où elle avait atteint un niveau record. (2018 : 165 millions de dollars ; 2022 : 58,7 millions de dollars ; 2023 : 159,3 millions de dollars). À l'avenir, le Centre continuera d'étudier les possibilités de diversifier et d'augmenter ses sources de revenus.

45. En 2023, les engagements au titre des avantages du personnel ont représenté 165,704 millions de dollars, soit 42,8 % du total du passif. En réponse aux incertitudes quant à l'évolution à venir de ces engagements et avec pour objectif de constituer une réserve pour les couvrir, le Centre continue d'appliquer un ensemble de mesures financières et non financières, notamment des transferts discrétionnaires.

Annexe

Renseignements complémentaires

1. On trouvera dans la présente annexe les renseignements complémentaires que la Directrice exécutive est tenue de communiquer.

Comptabilisation en pertes de montants en espèces et de créances

2. En application de l'alinéa a) de la règle de gestion financière 106.7, un montant de 0,020 million de dollars correspondant à des créances irrécouvrables a été comptabilisé en pertes en 2023.

Comptabilisation en pertes de biens

3. En application de l'alinéa a) de la règle de gestion financière 106.7, des immobilisations corporelles composées de quatre éléments entrant dans la catégorie des véhicules, d'un coût d'acquisition total de 0,106 million de dollars, ont été comptabilisées en pertes car il a été fait don de ces véhicules à la fin d'un projet.

Versements à titre gracieux

4. Aucun versement à titre gracieux n'a été fait en 2023.

Chapitre V

États financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

Centre du commerce international

I. État de la situation financière au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Complément d'information	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 4	22 058	21 802
Placements	Note 5	104 347	83 707
Contributions volontaires à recevoir	Note 6	109 824	110 905
Créances diverses	Note 6	7	177
Autres éléments d'actif	Note 7	13 712	12 815
Total des actifs courants		249 948	229 406
Actifs non courants			
Placements	Note 5	33 118	40 894
Contributions volontaires à recevoir	Note 6	89 043	57 889
Immobilisations corporelles	Note 8	388	573
Immobilisations incorporelles	Note 9	1 599	2 309
Total des actifs non courants		124 148	101 665
Total de l'actif		374 096	331 071
Passif			
Passifs courants			
Dettes et charges à payer	Note 10	7 896	11 252
Passifs au titre d'accords conditionnels	Note 11	71 725	71 235
Autres éléments de passif	Note 11	735	1 302
Avantages du personnel	Note 12	5 229	5 923
Total des passifs courants		85 585	89 712
Passifs non courants			
Passifs au titre d'accords conditionnels	Note 11	140 480	101 063
Avantages du personnel	Note 12	160 475	148 242
Quote-part du partenariat	Note 19	199	86
Total des passifs non courants		301 154	249 391
Total du passif		386 739	339 103
Total net de l'actif et du passif		(12 643)	(8 032)
Actif net			
Déficit cumulé		(32 914)	(23 456)
Réserves opérationnelles	Note 14	20 271	15 424
Total de l'actif net		(12 643)	(8 032)

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Centre du commerce international**II. État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2023**

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Complément d'information</i>	<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>
Produits				
Contributions statutaires	Note 15		40 326	37 884
Contributions volontaires	Note 15		108 098	115 588
Autres transferts et allocations	Note 15		3 145	1 622
Produits divers	Note 15		2 102	422
Produit des placements	Note 15		5 854	430
Total des produits			159 525	155 946
Charges				
Traitements, indemnités et prestations	Note 16		79 911	76 251
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	Note 16		30 254	31 614
Voyages	Note 16		9 542	7 458
Subventions et autres transferts	Note 16		8 724	7 847
Fournitures et accessoires	Note 16		698	583
Amortissement d'immobilisations corporelles	Note 8		185	217
Amortissement d'immobilisations incorporelles	Note 9		820	816
Frais de fonctionnement divers	Note 16		25 001	30 692
Charges diverses	Note 16		3 565	2 995
Quote-part du partenariat	Note 19		84	(22)
Total des charges			158 784	158 451
Excédent/(déficit) pour l'exercice			741	(2 505)

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Centre du commerce international**III. État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2023**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Excédent cumulé – fonds réservés à des fins particulières</i>	<i>Réserves</i>	<i>Total</i>
Actif net au 1^{er} janvier 2022	(56 947)	13 208	(43 739)
Engagements au titre des avantages du personnel : gain actuariel (note 12)	38 165	–	38 165
Déficit pour l'exercice	(2 505)	–	(2 505)
Transferts (note 14)	(2 216)	2 216	–
Quote-part des variations constatées dans l'actif net du partenariat (note 19)	47	–	47
Total des variations constatées dans l'actif net	33 491	2 216	35 707
Actif net au 31 décembre 2022	(23 456)	15 424	(8 032)
Engagements au titre des avantages du personnel : perte actuarielle (note 12)	(6 414)	–	(6 414)
Excédent pour l'exercice	741	–	741
Transferts (note 14)	(4 847)	4 847	–
Quote-part des variations constatées dans l'actif net du partenariat (note 19)	(29)	–	(29)
Variations de la juste valeur des investissements comptabilisés directement dans l'actif net (note 15)	1 091	–	1 091
Total des variations constatées dans l'actif net	(9 458)	4 847	(4 611)
Actif net au 31 décembre 2023	(32 914)	20 271	(12 643)

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Centre du commerce international**IV. État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement			
Excédent/(déficit) pour l'exercice		741	(2 505)
<i>Variations sans effet de trésorerie</i>			
Amortissement	Notes 8 et 9	1 005	1 033
Engagements au titre des avantages du personnel : perte/gain actuariel(le)	Note 12	(6 414)	38 165
Perte sur sortie d'actifs	Notes 8 et 9	—	32
Perte/gain sur la quote-part du partenariat	Note 19	(29)	47
Moins-value latente tenant à la réévaluation des placements du fonds de gestion centralisée des liquidités	Note 15	1 091	—
<i>Variations de l'actif</i>			
(Augmentation)/diminution des contributions volontaires à recevoir	Note 6	(30 073)	50 564
Diminution/(augmentation) des créances diverses	Note 6	170	(51)
(Augmentation)/diminution des autres éléments d'actif	Note 7	(897)	(4 002)
<i>Variations du passif</i>			
(Diminution)/augmentation des dettes et charges à payer	Note 10	(3 356)	456
Augmentation/(diminution) des engagements au titre des avantages du personnel	Note 12	11 539	(32 024)
Augmentation/(diminution) des passifs au titre d'accords conditionnels	Note 11	39 907	(66 115)
(Diminution)/augmentation des autres éléments de passif	Note 11	(567)	700
Augmentation/(diminution) des provisions	Note 13	—	(212)
Augmentation/(diminution) de la quote-part du partenariat	Note 19	113	(69)
Produits des placements présentés parmi les activités d'investissement	Note 15	(5 854)	(430)
Flux net de trésorerie provenant du/utilisés pour le fonctionnement		7 376	(14 411)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Part au prorata des augmentations nettes du fonds de gestion centralisée des liquidités	Note 5	(12 864)	18 319
Produits des placements présentés parmi les activités d'investissement	Note 15	5 854	430
Acquisitions d'immobilisations corporelles	Note 8	—	(215)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	Note 9	(110)	(113)
Flux net de trésorerie utilisés pour le/provenant du fonctionnement		(7 120)	18 421
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		256	4 010
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice		21 802	17 792
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice	Note 4	22 058	21 802

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Centre du commerce international

V. État comparatif des montants budgétés et des montants réels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Budget rendu public		Montants réels (méthode comptable applicable au budget) ^c (en pourcentage) ^d	Différence
	Budget annuel initial ^a	Budget annuel définitif ^b		
Produits				
Contributions statutaires de l'Organisation des Nations Unies	19 675	19 675	20 179	2,6
Contributions statutaires de l'Organisation mondiale du commerce	19 675	19 675	20 179	2,6
Produits divers	216	216	325	50,5
Total des produits	39 566	39 566	40 683	2,8
Charges				
Postes	31 002	31 002	31 742	2,4
Autres objets de dépense	8 564	8 564	8 941	4,4
Total des charges	39 566	39 566	40 683	2,8
Excédent pour l'exercice	—	—	—	—

^a Le budget annuel initial correspond au budget approuvé par l'Assemblée générale (résolution 77/263) ou au budget approuvé par le Conseil général de l'OMC (WT/BFA/198 et WT/GC/M/194), le montant le moins élevé étant retenu.

^b Le budget annuel final est identique au budget initial, car aucune décision de l'Assemblée générale ou du Conseil général de l'OMC n'a nécessité un ajustement des ressources demandées.

^c Les montants réels correspondent aux dépenses financées au moyen de la dotation provenant du budget ordinaire et des recettes accessoires.

^d Différence entre les dépenses réelles (établies selon la méthode comptable applicable au budget) et le budget définitif ; les différences significatives supérieures à 10 % sont expliquées dans le rapport financier de la Directrice exécutive.

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Centre du commerce international

Notes relatives aux états financiers

Note 1

Entité présentant l'information financière

Le Centre du commerce international et ses activités

1. Le Centre du commerce international, organisme conjoint de coopération technique de l'ONU et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), s'occupe du volet entreprises du développement du commerce. Son mandat découle des priorités définies par les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce du 19 mars 1964 et de la résolution 2297 (XXII) de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1967. Depuis le 1^{er} janvier 1968, le Centre est placé sous l'égide de l'Accord général, de l'OMC et de l'ONU. Dans sa résolution 1819 (LV) du 9 août 1973, le Conseil économique et social a réaffirmé que le Centre était le point central des activités d'assistance et de coopération technique intéressant la promotion des échanges, dans le cadre du dispositif des Nations Unies pour l'assistance aux pays en voie de développement.

2. L'objectif auquel le Centre du commerce international contribue est de favoriser une croissance et un développement durables et inclusifs en œuvrant à l'intensification des échanges et du commerce international pour les microentreprises et petites et moyennes entreprises des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays en transition, en augmentant les capacités commerciales de ces entreprises et en créant un environnement économique favorable et des écosystèmes institutionnels renforcés pour ces entreprises. Les travaux du Centre sont axés sur la demande et sur les clients. Le Centre fournit un appui sur mesure, aligné sur les objectifs nationaux, afin d'accroître les débouchés pour ses clients (microentreprises, petites et moyennes entreprises, organisations de soutien aux entreprises et décideuses et décideurs politiques dans les pays en développement et les pays les moins avancés), d'améliorer la compétitivité, de réduire la pauvreté et de renforcer les économies.

3. À la tête du Centre, le (la) Directeur(trice) exécutif(ve) est nommé(e) par le (la) Directeur(trice) général(e) de l'OMC et le (la) Secrétaire général(e) de la CNUCED, auquel(les) il (elle) rend compte. Le Comité de direction du Centre comprend le (la) Directeur(trice) exécutif(ve), le (la) Directeur(trice) exécutif(ve) adjoint(e), les responsables des cinq divisions du Centre, le (la) Conseiller(ère) principal(e) au sein du Bureau du (de la) Directeur(trice) exécutif(ve) et le (la) Chef de la planification stratégique, du suivi et de la gouvernance. Le programme de travail du Centre est examiné chaque année par le Groupe consultatif commun, principal forum consultatif intergouvernemental du Centre, qui est ouvert aux membres de la CNUCED et de l'OMC. Le Conseil général de l'OMC et le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED examinent chaque année le rapport et les recommandations du Groupe consultatif commun. La CNUCED et l'OMC sont représentées au Groupe consultatif conjoint chargé de superviser les travaux du Centre et mènent des activités conjointes d'assistance technique avec le Centre.

4. Le budget ordinaire du Centre est financé à parts égales par l'ONU et l'OMC. Ses projets de coopération technique sont financés au moyen des contributions volontaires versées par des donateurs à des fonds d'affectation spéciale et des contributions versées au titre d'autres accords interorganisations et initiatives multidonateurs. Le Centre est considéré comme une entité comptable distincte et n'est pas soumis à un contrôle commun aux fins de la présentation de l'information financière conformément aux normes IPSAS.

5. Le Centre participe à une activité cofinancée en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. Dans ses états financiers, sa part dans l'activité est comptabilisée par mise en équivalence.
6. Le Centre a son siège à Genève et loue des bureaux dans 32 pays.

Note 2

Référentiel comptable et autorisation de la publication des états financiers

7. Les comptes du Centre du commerce international sont tenus conformément au Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies adopté par l'Assemblée générale, aux règles de gestion financière établies par le Secrétaire général en application dudit règlement et aux instructions administratives publiées par le (la) Secrétaire général(e) adjoint(e) chargé(e) du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ou par le (la) Contrôleur(se). Établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice conformément aux normes IPSAS, les états financiers du Centre donnent une image fidèle de l'actif, du passif, des produits et des charges de l'entité. Ils se composent comme suit :

- a) État I : état de la situation financière ;
- b) État II : état de la performance financière ;
- c) État III : état des variations de l'actif net ;
- d) État IV : état des flux de trésorerie présentés selon la méthode indirecte ;
- e) État V : état comparatif des montants budgétés et des montants réels ;
- f) Récapitulatif des principales méthodes comptables et autres notes explicatives ;
- g) Des éléments de comparaison pour l'ensemble des montants présentés dans les états financiers I à IV et, le cas échéant, des éléments de comparaison pour les éléments narratifs et les renseignements présentés dans les notes.

Continuité d'activité

8. Les états financiers ont été établis sur la base de la continuité d'activité et les méthodes comptables récapitulées dans la note 3 ont été appliquées de façon uniforme aux fins de l'établissement et de la présentation desdits états. L'hypothèse de continuité d'activité se justifie par le fait que l'Assemblée générale et le Conseil général de l'OMC ont ouvert des crédits au budget ordinaire de l'exercice 2024, par la tendance positive observée ces dernières années dans l'encaissement des contributions statutaires et dans le versement des contributions volontaires, et par le fait que l'Assemblée générale et le Conseil général de l'OMC n'ont pas pris la décision de mettre fin aux activités du Centre.

Monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière

9. Le dollar des États-Unis est la monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière du Centre. Sauf indication contraire, les états financiers sont établis en milliers de dollars.
10. Le budget ordinaire du Centre est établi et approuvé en francs suisses.
11. Les sommes afférentes aux opérations en monnaies autres que la monnaie de fonctionnement (monnaies étrangères) sont converties en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération. Ce taux est très proche des taux de change au comptant en vigueur à la date de l'opération. La valeur des actifs et passifs en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au

taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la fin de l'année. Lorsqu'elle est établie selon la méthode de la juste valeur, la valeur des éléments non monétaires exprimée en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les éléments non monétaires évalués au coût historique dans une monnaie étrangère ne sont pas convertis en fin d'année.

12. Le montant net des écarts de change résultant du règlement d'opérations en monnaies autres que la monnaie de fonctionnement du Centre et de la conversion de la valeur d'actifs et de passifs monétaires libellés en monnaie étrangère aux taux de change en vigueur à la date de clôture est comptabilisé en résultat.

Principe de l'importance relative et recours à des appréciations et à des estimations

13. L'importance relative est un principe essentiel qui régit la conception des méthodes comptables et l'établissement des états financiers. De façon générale, un élément est considéré important si le fait de l'omettre ou d'en tenir compte influe sur les conclusions ou les décisions des utilisateurs des états financiers.

14. L'établissement d'états financiers conformes aux normes IPSAS suppose de recourir à des estimations, à des appréciations et à des hypothèses concernant le choix et l'application des méthodes comptables et les montants qui sont constatés pour certains éléments d'actif et de passif, certains produits et certaines charges. Les estimations comptables et les hypothèses sur lesquelles elles reposent sont régulièrement examinées et les éventuelles révisions sont constatées au cours de l'exercice durant lequel elles se produisent et de tout exercice à venir qui en subirait les effets. Les principales estimations et hypothèses susceptibles d'entraîner des ajustements significatifs dans les années à venir comprennent les charges à payer, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, la dépréciation des actifs, l'évaluation actuarielle des avantages du personnel, le classement des instruments financiers et des actifs et passifs éventuels et les taux d'inflation et d'actualisation servant au calcul de la valeur actualisée des provisions.

Base d'évaluation

15. Les états financiers ont été établis sur la base du coût historique, exception faite des placements détenus par le fonds de gestion centralisée des liquidités, comptabilisés à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette, et des dérivés détenus à la juste valeur par le biais du résultat. Ils portent sur une période de 12 mois allant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Autorisation de la publication des états financiers

16. Les présents états financiers ont été certifiés par le Sous-Secrétaire général et Contrôleur, et approuvés par le Secrétaire général de l'ONU. Conformément à l'article 6.2 du Règlement financier, les états financiers arrêtés au 31 décembre 2023 devaient être communiqués par le Secrétaire général au Comité des commissaires aux comptes au plus tard le 31 mars 2024. Conformément à l'article 7.12 du Règlement financier, les rapports du Comité doivent être transmis à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en même temps que les états financiers audités.

Adoption de la norme IPSAS 41

17. Le 1^{er} janvier 2023, le Centre a adopté la norme IPSAS 41 (Instruments financiers), publiée en août 2018. La norme IPSAS 41 a remplacé la norme IPSAS 29 (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation) et améliore considérablement la pertinence des informations relatives aux actifs et passifs financiers. Les améliorations consistent en l'ajout :

- a) de règles de classification et d'évaluation des actifs financiers simplifiées ;
- b) d'un modèle prévisionnel de dépréciation ;
- c) d'un modèle flexible de comptabilité de couverture.

18. Les changements découlant de la première application de la norme prennent effet à cette date, et il n'est donc pas nécessaire de retraiter les montants de l'exercice précédent. Par conséquent, les actifs financiers, les passifs financiers, les produits à recevoir d'opérations avec ou sans contrepartie directe et le produit des placements au 31 décembre 2022 présentés dans ces états financiers ont été comptabilisés conformément aux méthodes comptables en vigueur pour les états financiers de 2022.

Nouveaux principes de classification et d'évaluation des actifs financiers

19. La norme IPSAS 41 institue une méthode de classification des actifs financiers fondée sur des principes et prévoit l'utilisation de deux critères : le modèle de gestion que suit l'entité pour ses actifs financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels relatifs à l'actif considéré. En fonction de ces critères, les actifs financiers sont classés dans les catégories suivantes : actifs financiers évalués au coût amorti, actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette et actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

20. Le 1^{er} janvier 2023, du fait de l'application des nouveaux critères, tous les placements des fonds de gestion centralisée des liquidités, qui relevaient précédemment de la catégorie des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat, ont été reclassés dans la catégorie des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette. La réserve de juste valeur est comprise dans les excédents/(déficits) cumulés de l'actif net.

Nouveau modèle de dépréciation

21. La norme IPSAS 41 institue un modèle prévisionnel de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'actif financier. Les pertes de crédit attendues tiennent compte des défaillances possibles et de l'évolution de la qualité de crédit des actifs financiers. Le nouveau modèle de dépréciation s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette.

22. On trouvera dans le tableau ci-dessous les catégories d'évaluation prévues dans la norme IPSAS 29 et appliquées dans les états financiers de 2022 et les nouvelles catégories d'évaluation prévues par la norme IPSAS 41 et applicables aux actifs financiers et aux créances du Centre à compter du 1^{er} janvier 2023. Les catégories d'évaluation des passifs financiers du Centre n'ont pas été modifiées.

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Actifs financiers</i>	<i>Catégorie d'évaluation appliquée avant l'adoption de la norme IPSAS 41</i>	<i>Valeur comptable nette au 31 décembre 2022</i>	<i>Catégorie d'évaluation prévue par la norme IPSAS 41</i>	<i>Valeur comptable nette au 1^{er} janvier 2023</i>
Part au prorata des placements à court terme des fonds de gestion centralisée des liquidités (note 5)	Juste valeur par le biais du résultat	83 707	Juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette	83 707
Part au prorata des placements à long terme des fonds de gestion centralisée des liquidités (note 5)	Juste valeur par le biais du résultat	40 894	Juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette	40 894
Total partiel (actifs financiers reclassés de la juste valeur par le biais du résultat à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette)	Juste valeur par le biais du résultat	124 601	Juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette	124 601
Trésorerie et équivalents de trésorerie (fonds investis) (note 5)	Coût amorti	21 792	Coût amorti	21 792
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus par le Centre (note 5)	Coût amorti	10	Coût amorti	10
Contributions volontaires à recevoir (note 6)	Coût amorti	168 794	Coût amorti	168 794
Total partiel (actifs financiers détenus au coût amorti)		190 596		190 596

Positions officielles attendues des autorités comptables internationales

23. Les positions officielles attendues du Conseil des normes comptables internationales du secteur public qui devraient avoir une incidence sur les états financiers du Centre et continuent par conséquent de faire l'objet d'un suivi concernent les éléments suivants :

a) Ressources naturelles : le Conseil des normes IPSAS a approuvé l'exposé-sondage 86, intitulé « Exploration for and evaluation of mineral resources » (exploration et évaluation des ressources minérales), qui donne des orientations sur le traitement comptable des frais d'exploration et d'évaluation des ressources minérales, et l'exposé-sondage 87, intitulé « Stripping costs in the production phase of a surface mine » (frais de décapage dans la phase de production d'une mine à ciel ouvert), qui viendrait modifier la norme IPSAS 12 (Stocks) et fixe des orientations sur la comptabilisation des frais d'enlèvement des déchets dans une exploitation minière à ciel ouvert. Le Conseil a approuvé des critères de comptabilisation révisés et des propositions d'évaluation initiale, conformément à l'ouvrage *Conceptual Framework for General Purpose Financial Reporting by Public Sector Entities* et aux normes IPSAS relatives aux actifs corporels. Il a également décidé que les orientations relatives aux ressources naturelles devraient faire l'objet d'une norme IPSAS distincte ;

b) Location-financement dans le secteur public : le Conseil des normes IPSAS poursuivra l'examen des questions de location-financement propres au secteur public, notamment s'agissant des contrats de location à des conditions avantageuses, dans le cadre de son projet de norme concernant les ententes assimilables à des contrats de location. Il a décidé de mettre au point un exposé-sondage distinct regroupant des orientations indicatives sur les dernières ententes visées par la demande d'information relative aux contrats de location à des conditions avantageuses et aux autres ententes assimilables à des contrats de location. Ce nouvel

exposé-sondage viendra compléter l'exposé-sondage 84 et mettra à jour les normes IPSAS les plus récentes portant sur les produits et les charges de transfert ;

c) Le Conseil des normes IPSAS a examiné les objectifs, le champ d'application et les fondements conceptuels du projet de norme applicable au secteur public sur les informations à fournir en lien avec les changements climatiques. Il a mis l'accent sur les particularités du secteur public, notamment sur son objectif principal, à savoir la prestation de services, son rôle d'orientation et de réglementation et ses diverses responsabilités à différents niveaux de l'administration ; Il a demandé un retour d'information sur les questions techniques et autres qui devaient être examinées en mars 2024, notamment sur les sections relatives à la gouvernance, à la stratégie et à la gestion des risques du projet de norme ;

d) Dans l'exposé-sondage 85, intitulé « Improvements to IPSAS, 2023 » (améliorations des normes IPSAS – 2023), le Conseil des normes IPSAS propose d'apporter des améliorations mineures aux normes IPSAS fondées sur la comptabilité d'exercice, qui découlent des publications du Conseil des normes comptables internationales. Les propositions figurant dans l'exposé-sondage peuvent être modifiées à la lumière des observations reçues avant d'être publiées sous leur forme définitive. Les observations devaient être communiquées avant le 18 décembre 2023 ;

e) Les membres du Conseil des normes IPSAS se sont mis d'accord sur un document de consultation relatif à la présentation des états financiers dans lequel serait envisagée la possibilité d'utiliser différentes méthodes de présentation dans les normes IPSAS. La diversification des méthodes de présentation se justifie par la flexibilité accrue qu'elle offrirait aux entités du secteur public, qui pourraient ainsi choisir la méthode la plus pertinente pour leurs utilisateurs. Lors de séances en petits groupes, les membres du Conseil, des conseillers techniques, des observateurs et des membres du personnel ont examiné des questions relatives à la catégorisation et aux totaux partiels dans l'état de la performance financière.

Nouvelles normes IPSAS

24. Le Conseil des normes IPSAS a publié les normes ci-après, et on s'attend à ce qu'elles aient les effets suivants sur les états financiers du Centre, y compris ceux de la période de comparaison :

Norme	Conséquences prévues pour la première année d'application
IPSAS 43	La norme IPSAS 43 (Contrats de location) a remplacé la norme IPSAS 13 (Contrats de location) et vise à faire coïncider les directives avec la norme IFRS 16. Elle comporte une nouvelle définition des termes « contrat » et « contrat de location » et prescrit un modèle de comptabilisation et d'évaluation du droit d'utilisation pour tous les contrats de location, à l'exception des contrats de location de courte durée et des contrats de location d'actifs de faible valeur, qui en sont exempts. Elle donne également des orientations supplémentaires sur l'application du modèle des risques et avantages pour les bailleurs. L'application de cette norme est obligatoire à partir de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2025. Les effets de la norme IPSAS 43, publiée en janvier 2022, continueront d'être évalués avant le 1 ^{er} janvier 2025, date d'entrée en vigueur de la norme.
IPSAS 44	La norme IPSAS 44 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées), qui s'inscrit dans le prolongement de la norme IFRS 5, définit les modalités de comptabilisation des actifs détenus en vue de la vente et les modalités de présentation des activités abandonnées et de communication de l'information y relative. L'application de cette norme est obligatoire à partir de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2025. Le Centre évaluera les effets de la norme IPSAS 44,

Norme	Conséquences prévues pour la première année d'application
	<p>publiée en mai 2022, de façon à être prêt à l'appliquer à compter du 1^{er} janvier 2025, date fixée pour l'entrée en vigueur. Compte tenu des définitions arrêtées et du champ d'application de la norme, les dispositions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation ne devraient pas, à première vue, avoir d'incidence significative sur le Centre ; en effet, les modifications relatives à la présentation des activités abandonnées et la communication de l'information y relative ne s'appliqueront qu'aux activités qui seront effectivement abandonnées à compter du 1^{er} janvier 2025.</p>
IPSAS 45	<p>La norme IPSAS 45 (Immobilisations corporelles) remplace la norme IPSAS 17 (Immobilisations corporelles). Publiée en mai 2023, elle prévoit la comptabilisation des biens patrimoniaux, auxquels la norme 17 ne s'appliquait pas, contient des guides d'application et de mise en œuvre des dispositions concernant les infrastructures et prend en compte les effets de l'évaluation des immobilisations corporelles prévue dans la norme IPSAS 46. Ses effets seront évalués avant le 1^{er} janvier 2025, date d'entrée en vigueur de la norme.</p>
IPSAS 46	<p>Première norme du Conseil des normes IPSAS consacrée à l'évaluation, la norme IPSAS 46 (Évaluation) se fonde sur la norme IFRS 13 (Évaluation de la juste valeur), à laquelle viennent s'ajouter des éléments spécifiques au secteur public, notamment la base d'évaluation de la valeur opérationnelle actuelle. Les effets de la norme IPSAS 46, publiée en mai 2023, seront évalués avant le 1^{er} janvier 2025, date d'entrée en vigueur de la norme. Le Centre ne devrait pas revenir sur son choix d'appliquer le principe comptable du coût historique aux immobilisations corporelles et incorporelles à la suite de l'adoption de cette norme.</p>
IPSAS 47	<p>La norme IPSAS 47 (Produits) remplace les trois normes suivantes relatives aux produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la norme IPSAS 9 (Produits des opérations avec contrepartie directe) ; b) la norme IPSAS 11 (Contrats de construction) ; c) la norme IPSAS 23 [Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts)]. <p>La norme IPSAS 47 est fondée sur l'ouvrage <i>Conceptual Framework for General Purpose Financial Reporting by Public Sector Entities</i> du Conseil des normes IPSAS et présente deux modèles comptables applicables en fonction de l'existence ou non d'un accord contraignant. Lorsqu'un tel accord existe, les produits sont comptabilisés selon la méthode préconisée dans la norme IFRS 15 (Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients).</p> <p>L'application de cette norme est obligatoire à partir de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2026. Les effets de la norme IPSAS 47, publiée en mai 2023, seront évalués avant le 1^{er} janvier 2026, date d'entrée en vigueur de la norme.</p>
IPSAS 48	<p>La norme IPSAS 48 (Charges de transfert) donne des orientations sur le traitement comptable des charges de transfert. Fondée sur l'ouvrage <i>Conceptual Framework for General Purpose Financial Reporting by Public Sector Entities</i>, elle présente deux modèles comptables applicables en fonction de l'existence ou non d'un accord contraignant.</p> <p>L'application de cette norme est obligatoire à partir de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2026. Les effets de la norme IPSAS 48, publiée en mai 2023, seront évalués avant le 1^{er} janvier 2026, date d'entrée en vigueur de la norme.</p>
IPSAS 49	<p>La norme IPSAS 49 (Régimes de retraite) correspond à la Norme comptable internationale 26 (Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite) et donne des directives concernant le traitement comptable et les rapports financiers des régimes de retraite du secteur public, dont l'objectif principal est de verser des prestations aux retraités du secteur public. Elle s'appliquera à tout régime de retraite qui établit</p>

Norme	Conséquences prévues pour la première année d'application
	<p>des états financiers selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Elle ne couvre pas d'autres formes d'avantages sociaux comme les indemnités de fin de contrat de travail ou les régimes d'assurance maladie et de protection sociale.</p> <p>L'application de cette norme est obligatoire à partir de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2026. Les effets de la norme IPSAS 49, approuvée en septembre 2023, seront évalués en détail avant le 1^{er} janvier 2026, date d'entrée en vigueur de la norme.</p>

Note 3

Principales méthodes comptables

Actif

Actifs financiers

Classement

25. Le Centre classe ses actifs financiers comme suit :

- a) Trésorerie et équivalents de trésorerie (y compris ceux détenus par le fonds de gestion centralisée des liquidités) au coût amorti ;
- b) Placements (détenus par le fonds principal de gestion centralisée des liquidités administré par la Trésorerie de l'ONU, qui investit centralement ces montants pour le compte du Centre) à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette ;
- c) Créances au coût amorti.

26. Le Centre détermine la catégorie dont relèvent ses actifs financiers au moment de leur comptabilisation initiale.

27. Le fonds principal comprend les dépôts à vue et à terme et les placements à court terme et à long terme des entités participantes, qui sont gérés par la Trésorerie de l'ONU. La part du fonds principal détenue par le Centre est indiquée dans les notes relatives aux états financiers et dans l'état de la situation financière, dans lequel elle est comptabilisée au titre des placements évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette ou au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie lorsque l'échéance initiale est inférieure à trois mois. Des informations détaillées sur la composition du fonds principal figurent dans les états financiers de l'ONU.

Comptabilisation et évaluation des actifs financiers placés dans le fonds principal

28. Depuis la mise en application de la norme IPSAS 41, les actifs financiers placés dans le fonds principal ont été reclassés dans la catégorie des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette, à la suite d'une évaluation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et en raison du modèle que suit l'Organisation pour la gestion de ces actifs, qui consiste à la fois à percevoir des flux de trésorerie contractuels et à vendre les actifs financiers. Ils sont constatés à leur juste valeur à chaque date de clôture, les gains ou pertes résultant des variations de cette valeur étant comptabilisés en situation nette l'exercice durant lequel ils se produisent.

Comptabilisation et évaluation des créances

29. Les créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables non cotés sur un marché actif. Les créances du Centre comprennent les

contributions à recevoir et les créances diverses. Elles sont constatées à la valeur nominale, minorée des montants considérés irrécouvrables, lesquels font l'objet d'une provision pour pertes de crédit attendues. Lorsqu'elles sont d'un montant significatif, les créances à long terme relatives aux contributions volontaires arrivant à échéance dans plus de 12 mois sont comptabilisées à la valeur actualisée selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation des créances

30. Le Centre utilise un modèle prévisionnel de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'actif financier. Les pertes de crédit attendues tiennent compte des défaillances possibles et de l'évolution de la qualité de crédit des actifs financiers. Le nouveau modèle de dépréciation s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette.

Contributions volontaires à recevoir

31. Les contributions volontaires à recevoir présentent des caractéristiques distinctes de celles des contributions conventionnelles classées parmi les actifs financiers, notamment :

a) Variabilité des montants : compte tenu de la nature de ces contributions, les montants associés aux contributions volontaires à recevoir peuvent varier en fonction des besoins de financement futurs liés à l'exécution des projets et des intentions des donateurs ;

b) Date d'échéance flexible : les dates d'échéance pour les contributions volontaires à recevoir sont extrêmement souples et peuvent être ajustées selon l'état d'avancement des projets.

32. En raison de la variabilité des montants promis et de la flexibilité des dates annoncées, il est particulièrement difficile de formuler une estimation raisonnable de la correction de valeur pour pertes des contributions volontaires à recevoir. Selon les tendances observées jusqu'à présent, le montant des contributions volontaires comptabilisées en pertes par rapport à la valeur globale des contributions volontaires à recevoir est relativement faible. L'Organisation évalue donc la correction de valeur pour pertes de ces contributions au cas par cas ; il la fixe à 100 % pour les créances non acquittées qu'il estime irrécouvrables.

Produits à recevoir d'opérations avec contrepartie directe : créances diverses

33. Les créances diverses comprennent essentiellement les sommes à recevoir pour les biens et services fournis à d'autres entités, les sommes à recevoir au titre des contrats de location simple et les sommes à recevoir du personnel. Les créances sur d'autres entités des Nations Unies entrent également dans cette catégorie.

34. Les créances diverses sont regroupées par catégorie de clients présentant des caractéristiques homogènes, telles que les mêmes habitudes de règlement des dettes. L'évolution des soldes impayés est évaluée sur plusieurs années afin de déterminer le taux de transition historique. Le taux de transition est réévalué à la fin de chaque exercice et appliqué au solde de l'exposition pour déterminer la correction de valeur pour pertes.

Avances ou paiements anticipés

35. Les avances sont comptabilisées à l'actif jusqu'à ce que les biens soient livrés ou les services rendus conformément aux accords contraignants conclus avec les

fournisseurs ou aux dispositions du Statut et Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies relatives aux avances. Le Centre les comptabilise en charges à la réception de la preuve de la livraison des biens ou de la prestation des services.

36. Le Centre avance des fonds à des partenaires d'exécution (notamment d'autres entités des Nations Unies et des organismes d'appui au commerce) pour leur permettre de fournir des services à une population cible conformément aux accords contraignants qu'ils ont conclus avec lui. Le partenaire d'exécution informe le Centre des progrès accomplis dans la mise en œuvre du projet ou programme sur lequel porte l'accord signé. Les charges sont comptabilisées à la réception des relevés de dépenses ou des rapports sur la prestation de services. Conformément à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes, la part nette des avances non versées avant la fin de l'année est passée en charges, sauf pour les subventions sur lesquelles le Centre exerce un contrôle effectif.

Immobilisations corporelles

37. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique minoré du cumul des amortissements et des dépréciations. Le coût historique comprend le prix d'acquisition, tous les coûts directement imputables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état, et l'estimation initiale des frais de démantèlement de l'actif et de remise en état du site. Les actifs relevant de la catégorie des immobilisations corporelles mais qui ne sont pas placés sous le contrôle direct du Centre sont comptabilisés en charges au moment de leur acquisition. On estime que le Centre contrôle un actif s'il peut tirer des avantages économiques futurs de son utilisation dans la poursuite de ses objectifs et s'il peut interdire ou limiter l'accès de tiers à cet actif.

38. Les actifs corporels sont portés en immobilisations lorsque leur coût est supérieur ou égal au seuil de 5 000 dollars dans le cas du matériel et à 100 000 dollars dans le cas des améliorations locatives. Aucun seuil n'est appliqué pour les véhicules, les bâtiments préfabriqués, les systèmes de communication par satellite, les groupes électrogènes et les équipements de réseau.

Coûts ultérieurs

39. Les dépenses engagées après l'acquisition initiale d'un actif ne sont portées en immobilisations que s'il est probable que des avantages économiques ou un potentiel de service associés au bien considéré en découleront et que ces coûts ultérieurs peuvent être évalués de façon fiable.

Amortissement des immobilisations corporelles

40. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité estimée, selon la méthode de l'amortissement linéaire. Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations corporelles.

41. À l'instar d'autres estimations comptables et hypothèses sur lesquelles celles-ci reposent, les durées d'utilité estimées sont régulièrement examinées. Les changements d'estimation comptable résultent de nouvelles informations ou données d'expérience obtenues ou d'une évolution de la situation, telle qu'un ajustement de la consommation périodique d'un actif à la suite d'une évaluation de l'état actuel de cet actif et des avantages futurs escomptés qui lui sont associés. Ces modifications sont comptabilisées comme des changements d'estimation comptable. Un changement d'estimation comptable est comptabilisé en résultat de façon prospective au cours de l'exercice pendant lequel il se produit et des exercices futurs concernés. Cette

constatation prospective s'applique aux transactions, autres événements et conditions à compter de la date du changement d'estimation.

42. Comme suite aux recommandations que le Comité des commissaires aux comptes a adressées à plusieurs entités des Nations Unies s'agissant de revoir la durée d'utilité de toutes les catégories d'actifs, le Groupe de travail des normes comptables, qui fait rapport aux entités du système des Nations Unies, a mené une enquête à l'échelle du système sur la durée d'utilité des actifs. À la suite de cette enquête, les durées d'utilité mises à jour ont été appliquées aux immobilisations corporelles du Centre de façon prospective à compter du 1^{er} janvier 2023. L'examen des durées d'utilité estimées effectué en 2022 visait à déterminer si, sur la base des données d'Umoja et de ce qui avait été constaté par le passé, la révision des hypothèses relatives à la durée d'utilité des actifs devant être acquis permettrait d'obtenir des informations plus pertinentes et plus fiables à l'avenir. Le tableau ci-après indique la nouvelle durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations corporelles :

<i>Catégorie d'actifs</i>	<i>Sous-catégorie d'actifs</i>	<i>Durée d'utilité estimée</i>
Matériel informatique et matériel de communication	Matériel informatique	Entre 4 et 5 ans ^a
	Matériel de communication	Entre 7 et 8 ans ^a
	Matériel audiovisuel	Entre 7 et 10 ans ^a
Véhicules	Véhicules légers	Entre 6 et 7 ans ^a
Matériel et outillage	Matériel léger du génie et matériel léger de construction	Entre 5 et 8 ans ^a
	Matériel médical	Entre 5 et 6 ans ^a
	Matériel de sécurité et de sûreté	Entre 5 et 6 ans ^a
Mobilier et agencements	Matériel de bureau	Entre 4 et 5 ans ^a
	Mobilier	10
	Agencements et aménagements	Entre 7 et 10 ans ^a
Améliorations locatives	Travaux de construction mineurs	5 ans (ou durée du bail restant à courir, si celle-ci est plus courte)

^a Les durées d'utilité estimées de ces sous-catégories d'actifs ont été prolongées en 2023, comme suite à la révision des durées estimées pendant lesquelles les sous-catégories d'actifs sont censées pouvoir être utilisées.

43. Les immobilisations corporelles sont soumises au moins une fois par an à un test de dépréciation et les dépréciations éventuelles sont constatées en charges. La valeur résiduelle et la durée d'utilité des actifs sont réexaminées au moins une fois par an et ajustées si nécessaire.

44. Il y a gain ou perte sur sortie ou transfert d'immobilisations corporelles lorsque les produits des cessions ou des transferts diffèrent de la valeur comptable de l'immobilisation considérée. De tels écarts sont comptabilisés en produits divers ou en charges diverses.

Immobilisations incorporelles

45. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique, minoré du cumul des amortissements et des dépréciations. Les logiciels acquis à l'extérieur sont portés en immobilisations si leur coût (notamment d'acquisition et

d'installation) est supérieur à 5 000 dollars. Les logiciels développés en interne sont portés en immobilisations si leur coût total, comprenant les frais directement imputables tels que les frais de personnel, de sous-traitants et de consultants, mais non les frais de recherche et de maintenance, est égal ou supérieur à 100 000 dollars.

Amortissement des immobilisations incorporelles

46. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilité estimée, selon la méthode de l'amortissement linéaire. Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations incorporelles :

<i>Catégorie</i>	<i>Durée d'utilité estimée (années)</i>
Logiciels développés en interne	5

47. Les immobilisations incorporelles sont soumises, au moins une fois par an, à un test de dépréciation et les dépréciations éventuelles sont constatées en charges.

Passif

Passifs financiers

48. Les passifs financiers sont classés dans la catégorie Autres passifs financiers. Ils comprennent les dettes, les transferts à payer, les fonds non dépensés détenus en vue de futurs remboursements et d'autres éléments de passif.

49. Les passifs financiers ainsi classés sont initialement constatés à la juste valeur puis évalués à leur coût amorti. Ceux dont la duration est inférieure à 12 mois sont constatés à leur valeur nominale. Le Centre réévalue le classement des passifs financiers à chaque date de clôture et cesse de comptabiliser ceux de ces éléments pour lesquels ses obligations contractuelles sont éteintes, ont été levées ou annulées, ou ont expiré. L'adoption de la norme IPSAS 41 n'entraîne aucun changement dans le classement et l'évaluation des passifs financiers du Centre.

50. Les dettes et charges à payer se rapportent à l'achat de biens et services reçus mais non réglés à la date de clôture. Elles sont constatées au montant facturé minoré des remises consenties à la date de clôture. Les dettes sont évaluées à leur valeur nominale si elles sont classées comme des passifs courants, ou à leur juste valeur si elles sont classées comme des passifs non courants.

Avantages du personnel

51. Le Centre comptabilise les avantages du personnel suivants :

Avantages à court terme du personnel

52. Les avantages à court terme du personnel comprennent les prestations liées à une première ou à une nouvelle affectation (prime d'affectation), les prestations périodiques journalières, hebdomadaires ou mensuelles (traitements, prestations et indemnités), les absences rémunérées (congrés de maladie, congé de maternité ou de paternité) et d'autres avantages à court terme (indemnité pour frais d'études, remboursement d'impôts, indemnisation en cas de décès et paiement des voyages au titre du congé dans les foyers) accordés, en fonction des services fournis, au personnel employé durant la période considérée. Ils doivent normalement être réglés dans les 12 mois suivant la date de clôture et sont comptabilisés à leur valeur nominale sur la base des droits acquis et des barèmes de rémunération en vigueur. Tous les avantages qui sont acquis mais n'ont pas été payés à la date de clôture sont assimilés à des passifs courants. Certains membres du personnel ont droit à un congé dans le pays

d'origine tous les 12 mois et d'autres, tous les 24 mois ; cet avantage est donc classé, selon les normes IPSAS, comme une prestation soit à court terme, soit à long terme. Pour des raisons pratiques, le Centre a cependant décidé de le traiter intégralement comme une prestation à court terme. Les montants des prestations et les éventuels passifs y afférents seront donc calculés, présentés et communiqués conformément aux indications relatives aux avantages à court terme du personnel.

Avantages postérieurs à l'emploi

53. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement après la cessation de service et les pensions servies par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Régimes à prestations définies

54. Les avantages suivants relèvent de régimes à prestations définies : l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement, les prestations servies par la Caisse commune des pensions du personnel (avantages postérieurs à l'emploi) et le versement en compensation des jours de congé accumulés à la cessation de service (autres avantages à long terme). Le montant du passif comptabilisé au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi correspond à la valeur actuelle à la date de clôture des engagements au titre des prestations définies. Dans un régime à prestations définies, le Centre assume les risques actuariels du fait qu'il est tenu de payer les prestations convenues. Le passif lié à ces régimes est constaté à la valeur actualisée des engagements afférents aux prestations. Les variations du passif, à l'exception de celles dues aux écarts actuariels, sont comptabilisées l'exercice où elles se produisent. Le Centre a choisi de constater directement en situation nette les variations du passif lié aux régimes à prestations définies qui sont dues aux écarts actuariels. À la fin de l'année considérée, il ne détenait pas d'actifs d'un régime à prestations définies au sens de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel).

55. Les engagements au titre des régimes à prestations définies sont calculés par un(e) actuaire indépendant(e) selon la méthode des unités de crédit projetées. Leur valeur actuelle est déterminée par actualisation du montant estimatif des futurs décaissements au moyen du taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie ayant des échéances proches de celles des paiements prévus par les différents régimes.

Assurance maladie après la cessation de service

56. L'assurance maladie après la cessation de service offre une couverture des frais médicaux nécessaires engagés par les anciens fonctionnaires qui remplissent les conditions requises et les personnes à leur charge. À la cessation de service, les fonctionnaires et les personnes à leur charge peuvent choisir de s'affilier à un régime d'assurance maladie à prestations définies du Centre pour autant qu'ils remplissent certaines conditions, notamment avoir été affiliés pendant 10 ans à un régime d'assurance maladie des Nations Unies pour les fonctionnaires recrutés après le 1^{er} juillet 2007 et pendant 5 ans pour ceux recrutés avant cette date. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service correspondent à la valeur actualisée du subventionnement par le Centre des primes d'assurance maladie des retraités et aux droits à prestations acquis par les fonctionnaires en activité. Leur évaluation consiste notamment à prendre en compte les primes de tous les participants pour calculer les engagements résiduels du Centre. Les primes payées par les retraités sont déduites du montant brut des engagements, de même qu'une partie des primes

des fonctionnaires en activité, pour parvenir au montant des engagements résiduels du Centre, conformément aux ratios de partage des coûts approuvés par l'Assemblée générale.

Prestations liées au rapatriement

57. À la cessation de service, les fonctionnaires qui remplissent certaines conditions, dont celle de résider en dehors de leur pays de nationalité au moment où ils cessent leurs fonctions, ont droit à une prime de rapatriement dont le montant est fonction de l'ancienneté, ainsi qu'au remboursement des frais de voyage et de déménagement. Un passif est constaté à partir du moment où le ou la fonctionnaire commence à travailler pour le Centre et il est comptabilisé à la valeur actualisée du montant estimé nécessaire pour régler les droits à prestations.

Congé annuel

58. Les engagements au titre des congés annuels se rapportent à des jours de congé accumulés qui ouvrent droit à un règlement pécuniaire du reliquat à la cessation de service. Le Centre comptabilise au passif la valeur actuarielle totale à la date de clôture des reliquats de congés payés de tous les fonctionnaires, à concurrence de 60 jours (18 jours pour le personnel temporaire). La détermination des engagements au titre des congés annuels se fait selon la méthode du dernier entré, premier sorti, le personnel étant appelé à faire valoir ses droits à congé acquis pendant la période considérée avant les jours de congé accumulés au cours des périodes antérieures. Dans la pratique, les jours de congé accumulés sont pris plus de 12 mois après la fin de la période pendant laquelle ils ont été acquis ; globalement, le nombre de jours de congé accumulés augmente, laissant prévoir que des reliquats de congé donneront lieu à des versements compensatoires au moment de la cessation de service, ce qui constitue le véritable passif du Centre. Les prestations liées aux jours de congé accumulés correspondant à la sortie de ressources économiques pour le Centre à la cessation de service sont donc classées comme autres avantages à long terme ; en revanche, la part des jours de congé accumulés qui devrait donner lieu à paiement dans les 12 mois qui suivent la date de clôture est considérée comme un passif courant. Conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel), les autres avantages à long terme doivent être évalués de la même façon que les avantages postérieurs à l'emploi. Par conséquent, le Centre évalue ses engagements au titre des jours de congé accumulés de la même façon qu'un avantage postérieur à l'emploi relevant d'un régime à prestations définies, faisant l'objet d'évaluations actuarielles.

59. Les charges à payer au titre des avantages postérieurs à l'emploi (assurance maladie après la cessation de service, prime de rapatriement et jours de congé annuel accumulés) figurent comme engagements au titre des avantages du personnel dans l'état de la situation financière et l'état des variations de l'actif net.

Indemnisations prévues à l'appendice D du Règlement du personnel

60. L'appendice D du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies régit l'indemnisation en cas de maladie, de blessure ou de décès imputables à l'exercice de fonctions officielles au service de l'Organisation. La valeur de ces engagements est calculée par des actuaires.

Autres avantages à long terme du personnel

61. Les autres engagements au titre d'avantages à long terme du personnel correspondent à des prestations, telles que le paiement des jours de congé accumulés, qui ne sont pas intégralement dues dans les 12 mois suivant la fin de l'année où les services y ouvrant droit ont pris fin. Les jours de congé accumulés en sont un exemple.

Indemnités de fin de contrat de travail

62. Les indemnités de fin de contrat de travail ne sont comptabilisées en charges que lorsque le Centre est manifestement tenu, en vertu d'un plan explicite détaillé et sans possibilité réelle de s'y soustraire, soit de mettre fin à l'emploi d'un(e) fonctionnaire avant la date normale de départ à la retraite, soit d'accorder des prestations de fin d'emploi à titre d'incitation à un départ volontaire. Les indemnités dues dans les 12 mois sont constatées au montant qu'il est prévu de verser. Pour celles qui sont dues plus de 12 mois après la date de clôture, le montant des engagements est actualisé dès lors que l'actualisation a un effet significatif.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

63. Le Centre est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeur à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

64. Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. Le Centre, comme les autres organisations affiliées et la Caisse, est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). Les cotisations versées par le Centre à la Caisse pendant l'exercice sont constatées en charges.

Provisions

65. Les provisions sont des passifs comptabilisés au titre de dépenses futures dont l'échéance ou le montant est incertain, dès lors que, par suite d'un événement passé, le Centre a une obligation actuelle (juridique ou implicite) qu'il devra probablement éteindre, et dont le montant peut être estimé de manière fiable. Elles correspondent à l'estimation la plus fiable du montant jugé nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif, le montant de la provision équivaut à la valeur actualisée du montant nécessaire pour éteindre l'obligation.

Contrats de location simple

66. Les contrats de location prévoyant que le bailleur continue d'assumer une part importante des risques et de bénéficier d'une bonne part des avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont classés dans la catégorie des contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du bail. Les accords de cession de droits d'utilisation sont assimilés à des contrats de location simple ou à des contrats de location-financement selon que l'évaluation qui leur est consacrée montre que le contrôle de l'actif sous-jacent a été transféré ou non au Centre. Le seuil de comptabilisation et d'évaluation des cessions de droits d'utilisation dans les états financiers est de 5 000 dollars par an et par cession de droits d'utilisation. Lorsque l'accord de cession de droits

d'utilisation sans contrepartie est assimilé à un contrat de location simple, un montant correspondant à la valeur locative annuelle ou de biens analogues est comptabilisé en charges et en produits.

Passifs éventuels et actifs éventuels

Passifs éventuels

67. Un passif éventuel est soit une obligation potentielle qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui sont partiellement indépendants de la volonté du Centre ou dont la valeur ne peut pas être estimée de manière fiable. Les provisions et les passifs éventuels sont évalués en permanence afin de déterminer si la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service augmente ou diminue. Si cette probabilité augmente, une provision est constatée dans les états financiers de l'année au cours de laquelle ce changement se produit. Si la probabilité diminue, il est fait état d'un passif éventuel dans les notes relatives aux états financiers.

Actifs éventuels

68. Tout actif éventuel qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui sont partiellement indépendants de la volonté du Centre est signalé dans les notes lorsqu'il est plus probable qu'improbable que des avantages économiques en découleront pour le Centre.

Produits

Produits et créances sans contrepartie directe

69. Conformément aux dispositions administratives concernant le Centre (voir [A/59/405](#)), le budget du Centre est financé à parts égales par l'OMC et l'ONU. Les contributions obligatoires de l'ONU et de l'OMC au budget ordinaire sont comptabilisées au début de l'année pour laquelle elles ont été mises en recouvrement. Les produits sont déterminés sur la base du budget annuel de l'ONU et du budget biennal de l'OMC. Si l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil général de l'OMC approuvent des montants différents, le Centre doit mettre en recouvrement le montant le plus bas.

70. Les contributions volontaires sont constatées comme produits à la signature d'un accord contraignant qui ne fixe pas de résultats précis à atteindre et n'impose pas la restitution des avoirs à l'entité contributrice si ces résultats ne sont pas obtenus. Dans les cas où l'accord contient de telles dispositions, les contributions volontaires sont inscrites au passif jusqu'à ce que les conditions soient remplies, puis comptabilisées en produits.

71. Les montants totaux se rapportant à des accords de contribution volontaire, des annonces de contributions et d'autres promesses de dons pluriannuels et non assortis de conditions sont constatés en produits au moment où l'accord devient contraignant, sauf en ce qui concerne le Programme des administrateurs auxiliaires. Dans le cas de ce dernier, les produits relatifs aux contributions annoncées ou reçues qui concernent les contrats des administrateurs auxiliaires pour les années à venir sont inscrits en produits constatés d'avance.

72. Le Centre bénéficie d'une subvention de la Fondation des immeubles pour les organisations internationales, dont le montant, qui représente la différence entre la valeur de marché et le montant effectivement payé pour la location des locaux, est

comptabilisé pour chaque année financière couverte par la période de location. La valeur de marché est évaluée sur la base des données relatives à la Suisse publiées sur un site immobilier indépendant.

73. Les contributions en nature sous forme de biens d'une valeur supérieure au seuil de comptabilisation, soit 5 000 dollars par contribution, sont comptabilisées à l'actif et en produits dès lors qu'il est probable que des avantages économiques ou un potentiel de service en découleront pour le Centre et que leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable. Les contributions en nature sont initialement constatées à leur juste valeur à la date de réception, calculée par référence aux valeurs du marché observables ou sur la base d'évaluations indépendantes. Le Centre a choisi de ne pas comptabiliser les contributions en nature lorsqu'il s'agit de services ; il signale cependant dans les notes relatives aux états financiers celles dont la valeur dépasse le seuil de 5 000 dollars.

74. Les dépenses d'appui aux programmes sont imputées aux fonds extrabudgétaires au titre du recouvrement des coûts indirects et équivalentes à un pourcentage des coûts directs ; il s'agit par-là d'éviter que les coûts additionnels engagés à l'appui des activités financées par des contributions extrabudgétaires ne soient imputés sur les contributions du Centre. Elles ne sont pas prises en compte pour l'établissement des états financiers. Les charges convenues avec le donateur sont comprises dans les contributions volontaires.

Produits d'opérations avec contrepartie directe

75. Les produits de la vente de publications sont comptabilisés à la réception par le client. Les produits provenant de droits de licence sont comptabilisés sur la durée de la licence. Les produits provenant de services fournis à des gouvernements et à d'autres entités sont comptabilisés à mesure qu'ils sont exécutés conformément aux accords conclus.

Produit des placements

76. Les produits des placements comprennent la part revenant au Centre des produits nets du fonds principal de gestion centralisée des liquidités géré par la Trésorerie de l'ONU, qui investit les fonds de manière centralisée pour le compte du Centre, ainsi que d'autres intérêts créditeurs. Le montant net des produits des fonds de gestion centralisée des liquidités s'obtient après prise en considération des plus-values et moins-values sur cession de placements, qui représentent la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable. Après déduction des coûts de transaction qui sont directement imputables aux activités de placement, le montant net des produits est réparti au prorata entre tous les participants aux fonds, en fonction de leurs soldes moyens quotidiens. Les plus-values et moins-values latentes sur les titres sont comptabilisées à l'actif net conformément à la norme IPSAS 41.

Charges

77. Une charge désigne une réduction des avantages économiques ou du potentiel de service au cours de l'exercice considéré, sous la forme de sorties ou de consommation d'actifs ou d'adjonction de passifs, ayant pour effet de réduire le montant de l'actif net ; elle est constatée selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque les biens sont vendus ou les services fournis, quelles que soient les conditions de paiement. Les subventions aux utilisateurs finaux jusqu'à concurrence de 30 000 dollars sont considérées comme des transferts et une charge est constatée lorsque le Centre a une obligation contraignante de payer.

Information sectorielle

78. Un secteur est une activité ou un groupe d'activités pour lequel il convient de présenter séparément l'information financière afin d'évaluer les résultats obtenus antérieurement par l'entité au regard de ses objectifs et de décider de l'attribution future des ressources. Organisme commun de l'OMC et de l'ONU, le Centre s'attache à promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises à l'international. Son action consiste à aider les petites et moyennes entreprises des pays en développement et des économies en transition à devenir plus compétitives et à accéder aux marchés internationaux pour les échanges commerciaux et les investissements, de manière à accroître les revenus et à créer des possibilités d'emploi, en particulier pour les femmes, les jeunes et les collectivités démunies. Le Centre relève donc d'un seul secteur opérationnel au regard des normes IPSAS.

Partenariat

79. Un partenariat est une entreprise sur laquelle deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint. Les parties sont liées par un accord contraignant qui confère à deux parties ou plus le contrôle conjoint de l'entreprise. Aux termes de la norme IPSAS 37 (Partenariats), les partenariats peuvent être classés comme :

a) Entreprise commune, auquel cas les coparticipants (qu'ils soient ou non détenteurs du contrôle conjoint de l'entreprise) doivent comptabiliser leur part des actifs, passifs, produits et charges conformément aux normes IPSAS applicables à ces éléments ;

b) Coentreprise, auquel cas les parties au partenariat ont des droits sur l'actif net de celui-ci, et l'entité doit comptabiliser sa participation en utilisant la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation est initialement comptabilisée à son coût historique, puis ajustée en fonction des variations de la quote-part de l'entité dans l'actif net postérieures à l'acquisition. L'entité rend compte dans l'état de la performance financière de sa part de l'excédent ou du déficit enregistré par le partenariat. Cette participation est comptabilisée dans les actifs non courants sauf si l'entité a une situation nette négative, auquel cas elle est comptabilisée comme passif non courant.

Information concernant les parties liées

80. Dans les notes relatives aux états financiers, le Centre indique l'identité des parties liées pouvant exercer un contrôle ou une influence notable sur lui dans le cadre de la prise des décisions financières ou opérationnelles ainsi que les opérations effectuées avec ces parties, sauf s'il s'agit d'opérations pouvant s'inscrire dans des relations courantes et relevant de conditions de concurrence normale. Il fait également état de certaines opérations effectuées avec les principaux dirigeants et les membres de leur famille.

Réserves de fonctionnement

81. La réserve de fonctionnement des fonds d'affectation spéciale du Centre est constituée pour compenser les retards dans le versement des contributions volontaires et pour combler les déficits de ces fonds, compte étant tenu des risques financiers et des besoins liés aux opérations des fonds d'affectation spéciale du Centre. Une réserve de fonctionnement d'un montant équivalant à 20 % du montant estimé des produits à percevoir au titre du remboursement des dépenses d'appui est également constituée au sein du fonds d'appui aux programmes, conformément à l'instruction administrative [ST/AI/286](#). Ces deux réserves figurent dans l'état de la situation financière et dans l'état des variations de l'actif net, dans une rubrique distincte.

Note 4
Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Fonds principal de gestion centralisée des liquidités	22 048	21 792
Trésorerie détenue par les bureaux principaux et extérieurs	10	10
Total (trésorerie et équivalents de trésorerie)	22 058	21 802

82. La trésorerie requise pour décaissement immédiat est conservée dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités. Les bureaux principaux et extérieurs conservent des éléments de trésorerie pour satisfaire leurs besoins financiers immédiats. La proportion de la trésorerie et des placements tient aux décisions d'investissement prises par la Trésorerie de l'ONU. Des informations détaillées sur la composition du fonds principal figurent dans les états financiers de l'ONU.

Note 5
Instruments financiers et gestion du risque financier

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022 ^a
Actifs financiers		
Juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette^b		
1. Placements : fonds principal de gestion centralisée des liquidités (à court terme)*	104 347	83 707
2. Placements : fonds principal de gestion centralisée des liquidités (à long terme)*	33 118	40 894
Total (juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette)	137 465	124 601
Éléments de trésorerie, équivalents de trésorerie et créances détenus au coût amorti		
3. Trésorerie et équivalents de trésorerie : fonds principal de gestion centralisée des liquidités (note 4)*	22 048	21 792
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie : divers (note 4)	10	10
5. Créances et dettes (note 6)	198 867	168 794
Total des actifs financiers (coût amorti)	220 925	190 596
Total des actifs financiers (valeur comptable)	358 390	315 197
*Part des actifs financiers détenus dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités revenant au Centre du commerce international (1 + 2 + 3)	159 513	146 393
Passifs financiers détenus au coût amorti		
Dettes et charges à payer (note 10)	7 896	11 252
Total des passifs financiers (valeur comptable)	7 896	11 252

^a Les chiffres ont été retraités conformément à la nouvelle présentation.^b Les actifs financiers étaient détenus à la juste valeur par le biais du résultat en 2022.

83. L'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements à court et à long terme s'explique par la hausse du nombre d'accords signés et le montant important des premiers versements reçus. En 2023, les nouveaux accords pluriannuels relatifs aux contributions volontaires se sont élevés à 159,336 millions de dollars (contre 58,714 millions de dollars en 2022).

84. Le Centre procède directement à des investissements et place une partie de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités administré par la Trésorerie de l'ONU. Ce fonds comprend les soldes des comptes bancaires d'opérations en diverses monnaies et les placements en dollars des États-Unis.

85. Le regroupement a un effet bénéfique sur le rendement global et sur le risque : il permet de faire des économies d'échelle et de répartir sur plusieurs échéances les risques liés à la courbe des taux. La répartition des éléments composant les fonds (trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et placements à long terme) et celle des produits sont proportionnelles à la part du capital revenant à chaque entité participante.

86. Au 31 décembre 2023, le Centre du commerce international participait au fonds principal de gestion centralisée des liquidités, qui détenait un actif total de 11 548,7 millions de dollars (contre 11 873,8 millions de dollars en 2022), dont un montant de 159,5 millions dû au Centre (contre 146,4 millions de dollars en 2022), comprenant des placements à court et à long terme de 137,5 millions de dollars (124,6 millions de dollars en 2022) et un montant de 22 millions de dollars en trésorerie et équivalents de trésorerie (21,8 millions de dollars en 2022). La part des produits revenant au Centre était de 6,4 millions de dollars (contre 0,620 million de dollars en 2022) (voir note 15).

Actif et passif du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au 31 décembre : récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette^a		
Placements à court terme	7 554 712	6 789 427
Placements à long terme	2 397 703	3 316 889
Total (juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette)^a	9 952 415	10 106 316
Éléments de trésorerie, équivalents de trésorerie et créances détenus au coût amorti		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 485 897	1 707 288
Produits des placements à recevoir	110 348	60 265
Total des actifs financiers (coût amorti)	1 596 245	1 767 553
Total des actifs financiers (valeur comptable)	11 548 660	11 873 869
Passif (fonds de gestion centralisée des liquidités)		
Montant dû au Centre	159 513	146 393
Montant dû aux autres participants	11 389 147	11 727 476
Total du passif	11 548 660	11 873 869
Actif net	—	—

^a En 2022, juste valeur par le biais du résultat.

Produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités : récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Produit des placements	488 377	178 646
Plus-values/(moins-values) latentes	–	(137 034)
Produits des placements provenant du fonds principal de gestion centralisée des liquidités^a	488 377	41 612
Gains/(pertes) de change	9 194	(7 670)
Frais bancaires	(808)	(772)
Gains/(pertes) d'exploitation du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	8 386	(8 442)
Produits du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	496 763	33 170

^a La plus-value latente de 0,495 million de dollars résultant de la réévaluation à la valeur de marché du fonds principal de gestion centralisée des liquidités est comptabilisée à l'actif net pour 2023, conformément à la norme IPSAS 41. En 2022, la moins-value latente correspondante de 1,586 million de dollars avait été comptabilisée en produits des placements provenant du fonds principal de gestion centralisée des liquidités.

Gestion du risque financier

87. Les activités du Centre l'exposent à différents types de risque financier, à savoir le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité. La Trésorerie de l'ONU est chargée de gérer les placements et les risques pour le fonds principal de gestion centralisée des liquidités et de procéder aux placements conformément aux directives de l'ONU pour la gestion des placements.

88. L'objectif de la gestion des placements est de préserver le capital et de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins opérationnels tout en obtenant un rendement concurrentiel par rapport au marché. La priorité est donnée à la qualité, à la sécurité et à la liquidité des placements plutôt qu'au taux de rendement.

89. Un comité des placements évalue périodiquement la performance des placements et le degré de conformité avec les directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à celles-ci.

Gestion du risque financier : risque de crédit

90. Le risque de crédit correspond au risque de subir une perte financière si une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements et dépôts auprès d'établissements financiers et les impayés. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit à la date d'établissement du solde. Les créances du Centre ne sont pas adossées à des garanties.

91. Les directives pour la gestion des placements prescrivent de suivre en permanence la notation des émetteurs et contreparties. Les placements dans le fonds principal peuvent notamment comprendre des dépôts bancaires et des effets de commerce ainsi que des titres émis par des entités supranationales, des organismes d'État ou des États, d'échéance inférieure ou égale à cinq ans. Le fonds principal de

gestion centralisée des liquidités n'investit ni dans les produits dérivés, par exemple les titres adossés à des créances mobilières ou hypothécaires, ni dans les actions.

92. Les directives pour la gestion des placements prescrivent de ne pas investir dans des titres d'émetteurs dont la notation du crédit est insuffisante et fixent un ratio d'emprise maximal pour tel ou tel émetteur. Ces conditions étaient remplies à la date des placements.

93. Les notations utilisées pour le fonds principal de gestion centralisée des liquidités sont celles données par les principales agences de notation : S&P Global, Moody's et Fitch pour les obligations, les certificats de dépôt et les instruments à intérêts précomptés, et la notation de viabilité de Fitch pour les dépôts à terme. Les notations à la fin de l'année sont indiquées dans le tableau ci-après.

Ventilation des placements du fonds de gestion centralisée des liquidités au 31 décembre, par notation du crédit

(Pourcentage établi sur la base de la valeur comptable)

Fonds principal de gestion centra- lisée des liquidités									
Notations au 31 décembre 2023					Notations au 31 décembre 2022				
Obligations (notations à long terme)					Obligations (notations à long terme)				
	AAA	AA+/AA-/AA		s.o.	S&P	AAA/AAAu	AA+u/AA+/AA		s.o.
S&P Global	37,1	62,9			Global	33,8	65,9		0,3
	AAA	AA+/AA/AA-	A.	s.o./non noté		AAA	AA+/AA/AA-	A.	s.o./non noté
Fitch	28,4	53,5	1,3	17,0	Fitch	61,9	22,5	0,2	15,4
	Aaa	Aa1/Aa2/Aa3		s.o.		Aaa	Aa1/Aa2/Aa3		s.o.
Moody's	61,9	30,5		7,6	Moody's	66,7	30,9		2,4
Effets de commerce/certificats de dépôt (notation à court terme)					Effets de commerce/certificats de dépôt (notation à court terme)				
	A-1+/A-1				S&P	A-1+/A-1			
S&P Global	100,0				Global	100,0			
	F1+/F1			Non noté		F1+/F1			Non noté
Fitch	98,8			1,2	Fitch	97,7			2,3
	P-1/P2					P-1/P2			
Moody's	100,0				Moody's	100,0			
Dépôts à terme (note de viabilité de Fitch)					Dépôts à terme (note de viabilité de Fitch)				
	aa/aa-	a+/a/a-				aa/aa-	a+/a/a-		
Fitch	23,8	76,2			Fitch	35,9	64,1		

Abréviation : s.o. = sans objet.

94. La Trésorerie de l'ONU suit de près les notations et, étant donné que les investissements ne portent que sur des titres de qualité, l'administration ne s'attend pas à ce que les émetteurs manquent à leurs obligations, sauf en ce qui concerne les éventuels placements ayant subi une dépréciation.

Risque de crédit : contributions à recevoir et créances diverses

95. Une grande partie des contributions à recevoir sont dues par des gouvernements souverains et des entités supranationales, notamment des entités des Nations Unies qui présentent un risque de crédit peu élevé. L'exposition maximale des actifs

financiers au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces derniers. À la date de clôture, les créances du Centre n'étaient adossées à aucune garantie.

Risque de crédit : correction de valeur pour pertes

96. Le Centre utilise l'approche simplifiée pour évaluer la perte de crédit attendue sur la durée de vie à chaque date de clôture. La correction de valeur pour pertes est établie sur la base du taux de perte historique et du solde de l'exposition en fin d'année pour chaque catégorie d'actifs financiers. Les pertes approuvées par l'Administration en application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation et les reprises de dépréciations de créances sont comptabilisées directement en résultats.

Gestion du risque financier : risque de liquidité

97. Le risque de liquidité correspond à la probabilité que le Centre ne puisse dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements à mesure qu'ils deviennent exigibles. Le Centre établit des prévisions de trésorerie en collaboration avec l'Office des Nations Unies à Genève et suit les prévisions glissantes relatives aux besoins de liquidités de façon à pouvoir couvrir ses besoins opérationnels.

98. Lorsque le Centre détient des montants de trésorerie excédentaires par rapport à ses besoins en fonds de roulement, ceux-ci sont transférés au fonds principal de gestion centralisée des liquidités géré par la Trésorerie de l'ONU. Ce fonds est exposé à un risque de liquidité, car les participants peuvent opérer des retraits dans des délais très courts. Il conserve par conséquent des liquidités et des titres négociables en quantité suffisante pour que les participants puissent faire face à leurs engagements au moment où ceux-ci arrivent à échéance. La majeure partie de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements est disponible dans un délai d'un jour pour répondre aux besoins opérationnels. Le risque de liquidité du fonds principal est donc considéré comme faible.

Gestion du risque financier : risque de taux d'intérêt

99. Le risque de taux d'intérêt est le risque de fluctuation de la juste valeur des instruments financiers ou des flux de trésorerie futurs sous l'effet de variations des taux d'intérêt. En règle générale, la valeur d'un titre à taux fixe diminue à mesure que le taux d'intérêt augmente, et inversement. Le risque de taux d'intérêt est habituellement mesuré en fonction de la duration, exprimée en années, de chaque titre à taux fixe. Plus la duration est longue, plus le risque de taux est élevé.

100. C'est principalement par l'intermédiaire du fonds principal de gestion centralisée des liquidités que le Centre est exposé au risque de taux d'intérêt, le fonds administrant des instruments financiers porteurs d'intérêts, à savoir les placements, la trésorerie et les équivalents de trésorerie à taux fixe. À la date de clôture, les placements du fonds principal de gestion centralisée des liquidités comprenaient principalement des titres à échéance plutôt courte, la duration maximale étant de moins de quatre ans (cinq ans en 2022). La duration moyenne des titres était de 0,65 année (contre 0,77 année en 2022), ce qui est considéré comme un indicateur de risque peu élevé.

101. Le tableau ci-après illustre la façon dont la juste valeur du fonds principal de gestion centralisée des liquidités à la date de clôture évoluerait si le rendement global des placements variait en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Les placements étant comptabilisés à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette, la variation de la juste valeur correspond à l'augmentation ou à la diminution de l'actif net. On voit dans le tableau l'incidence de déplacements vers le haut ou vers le bas

de la courbe des rendements pouvant aller jusqu'à 200 points de base (100 points de base = 1 %). Ces déplacements de points de base n'ont toutefois qu'une valeur indicative.

Analyse de la sensibilité du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt au 31 décembre 2023

Déplacements de la courbe des rendements (points de base)	-200	-150	-100	-50	0	+50	+100	+150	+200
(En millions de dollars des États-Unis)									
Augmentation/(diminution) de la juste valeur									
Total (fonds principal de gestion centralisée des liquidités)	144,78	108,58	72,38	36,19	0	(36,19)	(72,37)	(108,55)	(144,73)

Analyse de la sensibilité du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt au 31 décembre 2022

Déplacements de la courbe des rendements (points de base)	-200	-150	-100	-50	0	+50	+100	+150	+200
(En millions de dollars des États-Unis)									
Augmentation/(diminution) de la juste valeur									
Total (fonds principal de gestion centralisée des liquidités)	168,98	126,73	84,48	42,24	0	(42,23)	(84,46)	(126,69)	(168,91)

Autres risques de marché : risque de prix

102. Le fonds principal de gestion centralisée des liquidités n'est pas exposé à des risques de prix significatifs, car il n'emprunte pas de titres, n'en vend pas à découvert et n'en achète pas sur marge, ce qui limite les risques de perte de capitaux.

Classification comptable et fiabilité de l'estimation de la juste valeur

103. Tous les placements sont comptabilisés à leur juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette. La valeur nominale de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est une approximation de leur juste valeur.

104. Les différents niveaux sont définis comme suit :

- a) Niveau 1 : cours sur des marchés actifs, non corrigés, d'actifs ou de passifs identiques ;
- b) Niveau 2 : éléments d'évaluation autres que les cours de marché relevant du niveau 1, qui sont obtenus soit directement (cours), soit indirectement (dérivé des cours) pour l'actif ou le passif considéré ;
- c) Niveau 3 : éléments d'évaluation de l'actif ou du passif considéré ne reposant pas sur des données de marché observables (éléments non observables).

105. La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur les cours de marché à la date de clôture et déterminée par le dépositaire indépendant sur la base d'évaluations de titres obtenues auprès de tierces parties. Un marché est dit actif lorsque les cours sont communiqués rapidement et régulièrement par une bourse, un courtier ou une maison de courtage, une association professionnelle, un service de cotation ou un organisme de réglementation et que ces

cours sont déterminés par des opérations se produisant effectivement et régulièrement dans des conditions normales de concurrence. La valeur des actifs financiers composant le fonds principal de gestion centralisée des liquidités est calculée sur la base du cours acheteur.

106. La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif est calculée au moyen de techniques d'évaluation consistant à tirer le meilleur parti des données de marché observables. Si toutes les données nécessaires pour calculer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est classé au niveau 2.

107. Le tableau ci-après présente, à la date de clôture, les justes valeurs des actifs détenus dans le fonds de gestion centralisée des liquidités, classées par niveau de fiabilité. Il n'y avait ni actif ni passif financier classé au niveau 3 et comptabilisé à la juste valeur, et le montant des actifs financiers transférés d'un niveau à un autre n'a pas été significatif.

Fiabilité de l'estimation de la juste valeur des placements au 31 décembre : fonds principal de gestion centralisée des liquidités

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023			31 décembre 2022		
	Niveau 1	Niveau 2	Total	Niveau 1	Niveau 2	Total
Actifs financiers à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette^a						
Obligations émises par des entreprises	118 115	—	118 115	65 200	—	65 200
Obligations émises par des organismes d'État (hors États-Unis)	2 468 680	—	2 468 680	1 974 662	—	1 974 662
Obligations émises par des institutions supranationales	770 234	—	770 234	789 587	—	789 587
Bons du Trésor américain	1 185 059	—	1 185 059	1 348 056	—	1 348 056
Obligations souveraines (hors États-Unis)	97 824	—	97 824	96 713	—	96 713
Effets de commerce	—	510 193	510 193	—	1 747 461	1 747 461
Certificats de dépôt	—	2 982 310	2 982 310	—	2 654 637	2 654 637
Dépôts à terme	—	1 820 000	1 820 000	—	1 430 000	1 430 000
Total (fonds principal de gestion centralisée des liquidités)	4 639 912	5 312 503	9 952 415	4 274 218	5 832 098	10 106 316

^a Les actifs financiers étaient détenus à la juste valeur par le biais du résultat en 2022.

Gestion du risque financier : risque de change

108. On entend par risque de change le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent au gré des variations des taux de change. Le Centre mène ses activités à l'échelle internationale, ce qui l'expose au risque de change, principalement par rapport au franc suisse. Il doit gérer ce risque en veillant à ce que l'ONU et l'OMC lui versent leurs contributions en francs suisses, c'est-à-dire la monnaie dont il se sert pour financer ses besoins opérationnels au titre du budget ordinaire. Les actifs et passifs financiers du Centre sont pour l'essentiel libellés en dollars des États-Unis, ce qui réduit le risque de change auquel il est exposé. Les passifs financiers, y compris les fonds reçus par anticipation et les fonds détenus pour le compte de donateurs, sont comptabilisés en dollars des États-Unis, même si une partie peut être remboursée en monnaie locale à la demande du donateur.

Pour atténuer le risque de change lié à des projets de coopération technique, le Centre prévoit dans les accords passés avec les donateurs des clauses selon lesquelles il n'assumera aucune charge financière supérieure aux sommes versées par les donateurs calculées dans sa monnaie de fonctionnement.

Exposition au risque de change au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Dollar des États-Unis</i>	<i>Franc suisse</i>	<i>Euro</i>	<i>Livre sterling</i>	<i>Couronne suédoise</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
Fonds principal de gestion centralisée des liquidités	157 627	185	1 267	128	—	306	159 513
Contributions volontaires à recevoir	90 928	13 735	73 299	4 075	15 333	1 497	198 867
Créances diverses	—	7	—	—	—	—	7
Total des actifs financiers	248 555	13 927	74 566	4 203	15 333	1 803	358 387

Exposition au risque de change au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Dollar des États-Unis</i>	<i>Franc suisse</i>	<i>Euro</i>	<i>Livre sterling</i>	<i>Couronne suédoise</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
Fonds principal de gestion centralisée des liquidités	144 991	198	1 066	—	—	138	146 393
Contributions volontaires à recevoir	78 602	9 553	51 287	11 672	15 210	2 470	168 794
Créances diverses	177	—	—	—	—	—	177
Total des actifs financiers	223 770	9 751	52 353	11 672	15 210	2 608	315 364

109. Si, au 31 décembre 2023, le dollar des États-Unis s'était affaibli ou renforcé de 10 % par rapport aux autres monnaies dans lesquelles le Centre détenait des liquidités dans le fonds de gestion centralisée des liquidités, des contributions volontaires à recevoir et des créances diverses, le résultat net pour l'année, toutes choses étant égales par ailleurs, aurait été supérieur ou inférieur de 10,983 millions de dollars (2022 : 9,159 millions de dollars), principalement du fait des écarts de change résultant de la conversion de créances libellées en euros, en francs suisses et dans d'autres devises. L'actif net aurait évolué à la hausse ou à la baisse dans les mêmes proportions.

Note 6 Créances

110. Les contributions volontaires courantes à recevoir correspondent aux contributions confirmées qui doivent être versées dans les 12 mois à compter de la date de clôture, alors que les contributions volontaires non courantes à recevoir sont celles qui doivent être versées plus de 12 mois après cette date.

111. Le montant des contributions volontaires courantes et non courantes à recevoir a augmenté en raison d'une hausse du nombre de nouveaux accords pluriannuels signés au cours de l'année. Les accords de contribution volontaire et d'allocations (assortis ou non de conditions) signés avec des donateurs se sont élevés à 159,336 millions de dollars en 2023 (2022 : 58,714 millions de dollars).

112. Le montant des contributions volontaires non courantes à recevoir, qui s'élevait à 89,043 millions de dollars (contre 57,889 millions de dollars en 2022), correspond à la valeur actualisée des créances qui seront reçues dans les années à venir.

Contributions volontaires à recevoir

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Contributions courantes	109 824	110 905
Contributions non courantes	89 043	57 889
Total des contributions volontaires à recevoir	198 867	168 794

113. Les créances diverses comprennent les créances liées à un prêt de personnel interinstitutions, les créances liées aux ventes et d'autres créances diverses ou accessoires. Des créances liées à un prêt de personnel interinstitutions, d'un montant de 0,147 million de dollars à la fin de 2022, ont été encaissées en 2023.

Créances diverses

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022 ^a
Créances liées à un prêt de personnel interinstitutions	—	147
Autres	7	30
Total des créances diverses	7	177

^a Les chiffres ont été retraités conformément à la nouvelle présentation.

Note 7

Autres éléments d'actif

114. Les avances versées aux partenaires d'exécution sont accordées dans le cadre d'accords juridiquement contraignants comportant des obligations qui n'ont pas encore été exécutées à la date de clôture. Les charges sont comptabilisées lorsque les obligations prévues par l'accord sont honorées. Conformément à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes, la part nette des avances non versées avant la fin de l'année est passée en charges, sauf pour les subventions sur lesquelles le Centre exerce un contrôle effectif. Aucune avance de ce type n'a été passée en charges en 2023. La diminution des avances versées aux partenaires d'exécution s'explique par l'exécution de projets décentralisés en faveur des homologues locaux. L'augmentation des avances versées aux fournisseurs tient aux besoins opérationnels et aux clauses contractuelles.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Avances aux partenaires d'exécution	10 988	11 349
Avances au Programme des Nations Unies pour le développement	482	12
Avances aux fournisseurs	1 051	393

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Avances au personnel	1 012	952
Sommes à recouvrer auprès du personnel	26	2
Autres	153	122
Total partiel (autres éléments d'actif courants)	13 712	12 830
Correction de valeur pour pertes	–	(15)
Total (autres éléments d'actif)	13 712	12 815

Correction de valeur pour pertes

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Au 1 ^{er} janvier	(15)	(15)
Comptabilisation en pertes au cours de l'exercice	15	–
Au 31 décembre	–	(15)

115. En application de l'alinéa a) de la règle de gestion financière 106.7, un montant de 15 222 dollars correspondant à des créances irrécouvrables liées à des avances au titre des voyages et à des dettes a été comptabilisé en pertes en 2023. Des créances diverses d'un montant de 4 554 dollars liées à des avances au titre des voyages et à des dettes n'ayant pas fait précédemment l'objet d'une dépréciation ont également été comptabilisées en pertes en 2023.

Note 8

Immobilisations corporelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Véhicules	Matériel informatique et matériel de communication	Mobilier et agencements	Matériel et outillage	Améliorations locatives	Total
Coût au 1^{er} janvier 2023	495	845	416	398	1 054	3 208
Entrées	–	–	–	–	–	–
Sorties	(106)	–	–	–	–	(106)
Coût au 31 décembre 2023	389	845	416	398	1 054	3 102
Cumul des amortissements au 1^{er} janvier 2023	321	684	256	321	1 054	2 635
Amortissement	66	79	23	17	–	185
Sorties	(106)	–	–	–	–	(106)
Cumul des amortissements au 31 décembre 2023	281	763	279	338	1 054	2 714
Valeur nette comptable						
1^{er} janvier 2023	174	161	160	77	–	573
31 décembre 2023	108	82	137	60	–	388

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Véhicules	Matériel informatique et matériel de communication	Mobilier et agencements	Matériel et outillage	Améliorations locatives	Total
Coût au 1^{er} janvier 2022	475	822	317	398	1 054	3 066
Entrées	51	65	99	—	—	215
Sorties	(31)	(42)	—	—	—	(73)
Coût au 31 décembre 2022	495	845	416	398	1 054	3 208
Cumul des amortissements au 1^{er} janvier 2022	273	605	235	293	1 054	2 459
Amortissement	73	95	21	28	—	217
Sorties	(25)	(16)	—	—	—	(41)
Cumul des amortissements au 31 décembre 2022	321	684	256	321	1 054	2 635
Valeur nette comptable						
1^{er} janvier 2022	202	218	82	105	—	607
31 décembre 2022	174	161	160	77	—	573

116. Conformément à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes, le Centre procède chaque année à un examen de la valeur résiduelle des actifs entièrement amortis encore en service, ainsi qu'à un test de dépréciation. Les tests réalisés au 31 décembre 2023 n'ont entraîné aucune dépréciation de matériel ni mis en évidence la nécessité de comptabiliser une valeur résiduelle. Toutefois, des actifs frappés d'obsolescence ont été comptabilisés en pertes au cours de l'année pour un montant total de 0,106 million de dollars (contre 0,073 million de dollars en 2022).

Note 9

Immobilisations incorporelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Logiciels développés en interne	Logiciels en cours de développement	Total
Coût au 1^{er} janvier 2023	7 134	70	7 204
Entrées	110	—	110
Transferts	70	(70)	—
Coût total au 31 décembre 2023	7 314	—	7 314
Cumul des amortissements au 1^{er} janvier 2023	4 895	—	4 895
Amortissement	820	—	820
Cumul des amortissements au 31 décembre 2023	5 715	—	5 715
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2023	2 239	70	2 309
Valeur nette comptable au 31 décembre 2023	1 599	—	1 599

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Logiciels développés en interne</i>	<i>Logiciels en cours de développement</i>	<i>Total</i>
Coût au 1^{er} janvier 2022	6 251	840	7 091
Entrées	–	113	113
Transferts	883	(883)	–
Coût total au 31 décembre 2022	7 134	70	7 204
Cumul des amortissements au 1^{er} janvier 2022	4 079	–	4 079
Amortissement	816	–	816
Cumul des amortissements au 31 décembre 2022	4 895	–	4 895
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2022	2 172	840	3 012
Valeur nette comptable au 31 décembre 2022	2 239	70	2 309

117. Les immobilisations incorporelles du Centre consistent en une série d'outils en ligne et de bases de données grâce auxquels ses bénéficiaires peuvent rendre le commerce mondial plus transparent et faciliter l'accès à de nouveaux marchés. Le montant total des dépenses de recherche-développement en 2023 s'est élevé à 0,263 million de dollars : un montant de 0,153 million de dollars a été comptabilisé en charges en 2023, et un montant de 0,110 million de dollars a été comptabilisé comme actifs élaborés en interne. Un projet de développement en interne lancé en 2022 a été achevé au cours de l'exercice. Au 31 décembre 2023, le Centre avait 18 immobilisations incorporelles. Les valeurs nettes comptables de ces immobilisations, qui s'élèvent au total à 1,599 million de dollars, n'étaient pas suffisamment significatives individuellement pour qu'il en soit fait état dans les notes relatives aux états financiers du Centre.

Note 10 Dettes et charges à payer

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2023</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Montants dus à des donateurs	1 436	3 762
Dettes fournisseurs et autres dettes	3 752	5 473
Charges à payer au titre de biens et services	2 708	2 017
Total des dettes et autres charges à payer	7 896	11 252

118. Les sommes dues à des donateurs sont constituées du solde non dépensé des contributions au titre des projets clôturés en attente de remboursement ou de reprogrammation, des intérêts créditeurs des contributions non assorties de conditions qui doivent être versés aux donateurs, et des soldes dus à l'ONU et à l'OMC au titre de paiements excédentaires ou d'économies concernant les contributions statutaires. La baisse s'explique par le remboursement aux donateurs des soldes non utilisés de projets clôturés au cours des années précédentes.

119. Les dettes fournisseurs et les autres dettes correspondent principalement à des sommes dues à des fournisseurs privés et à des consultants. La baisse s'explique

principalement par le calendrier de réception des factures pour les biens livrés et les services fournis.

Note 11

Passifs au titre d'accords conditionnels

120. Le Centre inscrit au passif les contributions financières volontaires assorties de conditions. Les donateurs assortissent l'utilisation de leurs contributions de conditions qui comportent à la fois une obligation d'exécution imposant d'utiliser les donations d'une manière spécifique et une obligation ayant force exécutoire de les rembourser si elles n'ont pas été utilisées de la manière spécifiée. Le montant inscrit au passif est le solde de la contribution resté inutilisé à la date de clôture. À mesure que le Centre s'acquitte des conditions associées aux contributions volontaires en dépensant les fonds de la manière spécifiée, la valeur comptable du passif diminue et un produit d'un montant égal à cette diminution est comptabilisé.

121. Les passifs courants et non courants liés aux dispositifs de financement assortis de conditions s'élèvent à 212,205 millions de dollars (contre 172,298 millions de dollars en 2022) et se composent principalement de tels dispositifs conclus avec l'Union européenne et d'autres donateurs. Le montant des passifs liés aux accords conditionnels a augmenté en raison des nouveaux accords pluriannuels signés au cours de l'année (2023 : 109,016 millions de dollars ; 2022 : 8,323 millions de dollars), tandis que le montant des produits comptabilisés au cours de l'année a diminué (2023 : 59,692 millions de dollars ; 2022 : 66,122 millions de dollars).

Passifs au titre d'accords conditionnels

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Passifs courants	71 725	71 235
Passifs non courants	140 480	101 063
Total des passifs au titre d'accords conditionnels	212 205	172 298

Autres éléments de passif

122. Le Centre inscrit au passif tout montant reçu à titre de contribution volontaire antérieurement à la conclusion d'un accord avec le donateur concernant l'emploi de sa contribution, ainsi que les contributions en attente de la programmation des activités spécifiques d'un projet.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance		
Encaissements courants	735	1 302
Encaissements non courants	—	—
Total des fonds reçus par anticipation et des produits comptabilisés d'avance	735	1 302

Note 12
Avantages du personnel

123. Les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et des avantages postérieurs à l'emploi sont constitués conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU, et les montants des passifs correspondants sont calculés par des actuaires indépendants. Les évaluations actuarielles complètes concernant l'assurance maladie après la cessation de service, les congés annuels et les prestations liées au rapatriement sont généralement effectuées tous les deux ans, des évaluations par extrapolation étant effectuées entre celles-ci. La dernière évaluation actuarielle complète a été arrêtée au 31 décembre 2023, et les données se rapportant à l'évaluation complète de 2021 ont également servi de base à l'évaluation arrêtée le 31 décembre 2022.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Passifs courants		
Traitements, indemnités et autres prestations	499	1 211
Congés annuels accumulés	590	528
Congé dans les foyers	890	923
Prime de rapatriement	989	797
Assurance maladie après la cessation de service	2 261	2 464
Total partiel des passifs courants	5 229	5 923
Passifs non courants		
Congés annuels accumulés	4 992	5 294
Prime de rapatriement	7 754	7 369
Assurance maladie après la cessation de service	147 729	135 579
Total partiel des passifs non courants	160 475	148 242
Total des passifs liés aux avantages du personnel	165 704	154 165

124. La méthode utilisée pour estimer le montant de chaque élément de passif est la suivante :

a) *Congé dans les foyers*. Les fonctionnaires recrutés sur le plan international ont droit au remboursement du coût de leur voyage de retour dans leur pays la deuxième année suivant l'embauche et tous les deux ans par la suite. Le passif comptabilisé représente la valeur des droits à congé dans les foyers accumulés par les fonctionnaires, mais non encore utilisés à la date de clôture. Les passifs au titre des congés dans les foyers sont considérés comme un avantage à court terme et comptabilisés sur la base de leur valeur non actualisée ;

b) *Congés annuels accumulés*. Les autres avantages à long terme comprennent les jours de congé accumulés. Les engagements au titre des congés annuels se rapportent à des jours de congé accumulés qui ouvrent droit à un règlement pécuniaire du reliquat à la cessation de service. Le Centre comptabilise au passif la valeur actuarielle totale à la date de clôture des reliquats de congés payés de tous les fonctionnaires, à concurrence de 60 jours (18 jours pour le personnel temporaire). La détermination des engagements au titre des congés annuels se fait selon la méthode du dernier entré, premier sorti, le personnel étant appelé à faire valoir ses droits à congé acquis pendant la période considérée avant les jours de congé accumulés au

cours des périodes antérieures. Les passifs au titre des congés annuels accumulés correspondent à $1/261^{\text{e}}$ du traitement net majoré de l'indemnité de poste pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et à $1/261^{\text{e}}$ du traitement net pour les agents des services généraux et des catégories apparentées. La part des jours de congé accumulés qui devrait donner lieu à paiement dans les 12 mois suivant la date de clôture est considérée comme un passif courant. Les jours restants sont comptabilisés en tant qu'avantages du personnel à long terme et donnent lieu à une évaluation actuarielle ;

c) *Prime de rapatriement et remboursement des frais de voyage.* Conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU, les fonctionnaires recrutés sur le plan international ont droit à une prime au moment de la cessation de service, calculée sur la base du nombre d'années de service hors de leur pays, le minimum étant d'une année. Cette prime est calculée sur la base du traitement net pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. En outre, les fonctionnaires recrutés sur le plan international ont droit, après la cessation de service, au remboursement des frais de leur voyage de retour et du transport de leurs effets personnels pour eux-mêmes, leur conjoint et leurs enfants à charge. La part des prestations liées au rapatriement qui devrait donner lieu à paiement dans les 12 mois suivant la date de clôture est considérée comme un passif courant. Les engagements au titre des prestations liées au rapatriement sont comptabilisés en tant qu'avantages du personnel à long terme et donnent lieu à une évaluation actuarielle. À la cessation de service, les fonctionnaires ont droit à une prime de rapatriement à condition d'avoir été en fonctions pendant au moins cinq ans dans un lieu d'affectation ne se trouvant pas dans leur pays de nationalité ;

d) *Assurance maladie après la cessation de service.* Les fonctionnaires (ainsi que leurs conjoints, enfants à charge et survivants) qui partent à la retraite à l'âge de 55 ans ou plus ont droit à la couverture de l'assurance maladie après la cessation du service s'ils peuvent faire état d'au moins 5 années de service pour les fonctionnaires embauchés avant le 1^{er} juillet 2007 et de 10 années de service pour les fonctionnaires embauchés après cette date, durant lesquelles ils ont cotisé à un plan d'assurance maladie. Les fonctionnaires embauchés après le 1^{er} juillet 2007 qui peuvent faire état de plus de 5 ans mais de moins de 10 ans de cotisations ont droit à une couverture non subventionnée jusqu'à la dixième année d'affiliation, puis subventionnée par la suite. L'engagement du Centre au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est calculé comme l'engagement résiduel subsistant après déduction des cotisations des retraités et d'une portion des cotisations des fonctionnaires en activité conformément aux ratios de partage des coûts autorisés par l'Assemblée générale, qui stipulent que la part du Centre dans cet engagement ne peut excéder la moitié de l'engagement brut total. Le régime d'assurance maladie après la cessation de service est financé selon la méthode de financement par répartition, c'est-à-dire que les prestations sont couvertes au fur et à mesure qu'elles sont fournies aux retraités. L'augmentation des coûts tient notamment à l'évolution démographique, à l'allongement de l'espérance de vie et à la hausse du coût des soins de santé. Pour remédier à l'augmentation des coûts de l'assurance maladie, l'Organisation a adopté diverses initiatives de maîtrise des coûts au fil des ans, tout en veillant à ce que les participants continuent de bénéficier d'une assurance permettant de répondre à leurs besoins en matière de santé. Les coûts de l'assurance maladie sont maîtrisés par la manière dont les régimes d'assurance sont structurés et par l'examen régulier des conditions et prestations offertes par ceux-ci. Afin de gérer les risques inhérents au financement, l'Organisation des Nations Unies réalise périodiquement une étude de financement concernant le régime d'assurance maladie après la cessation de service, l'objectif étant d'analyser et d'examiner des moyens d'améliorer l'efficacité ainsi que

de maîtriser les coûts et les engagements mis à sa charge au titre de l'assurance maladie ;

e) L'âge réglementaire du départ à la retraite est de 65 ans pour les fonctionnaires recrutés par l'Organisation des Nations Unies à compter du 1^{er} janvier 2014, et de 60 ou 62 ans pour ceux qui ont été recrutés avant cette date. L'Assemblée générale a décidé que, le 1^{er} janvier 2018 au plus tard, les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies porteraient à 65 ans l'âge réglementaire du départ à la retraite des fonctionnaires recrutés avant le 1^{er} janvier 2014, en tenant compte des droits acquis des intéressés. Cette modification a été mise en œuvre le 1^{er} janvier 2018 et elle a une incidence sur les calculs futurs des engagements au titre des avantages du personnel.

125. Pour 2023, le montant brut de l'engagement au titre de l'ensemble des régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi calculé par l'actuaire s'élève à 238,393 millions de dollars (220,147 millions de dollars en 2022) ; déduction faite des cotisations à la charge des participants, soit 74,078 millions de dollars (68,116 millions de dollars en 2022), le montant net de l'engagement du Centre s'établit à 164,315 millions de dollars (152,031 millions de dollars en 2022). Cette augmentation de 12,284 millions de dollars résulte d'une perte actuarielle nette de 6,414 millions de dollars (contre un gain actuariel de 38,165 millions de dollars en 2022) comptabilisée directement en actif net, et d'un montant de 5,870 millions de dollars (6,116 millions en 2022) au titre des coûts des services rendus au cours de la période et des intérêts nets des prestations, comptabilisés en frais de personnel.

Variation des engagements au titre des avantages du personnel relevant de régimes à prestations définies

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prime de ra- patriement</i>	<i>Congés annuels accumulés</i>	<i>Total</i>
Montant des engagements au 31 décembre 2022	138 043	8 166	5 822	152 031
Coût des services rendus au cours de la période	5 172	269	678	6 119
Coût financier	2 792	399	287	3 478
Prestations versées (déduction faite des cotisations des participants)	(2 364)	(819)	(544)	(3 727)
Pertes/(gains) sur engagements dus à l'incidence des hypothèses financières	9 718	134	133	9 985
<i>Variation du taux d'actualisation</i>	20 053	134	133	20 320
<i>Évolution du coût des prestations par personne</i>	(3 665)	—	—	(3 665)
<i>Évolution du taux d'inflation des frais médicaux</i>	(478)	—	—	(478)
<i>Évolution du panier de devises</i>	(6 192)	—	—	(6 192)
Pertes/(gains) sur engagements dus à la modification des hypothèses démographiques	(4 868)	(22)	(4)	(4 894)
Pertes/(gains) sur engagements dus aux ajustements liés à l'expérience	1 497	616	(790)	1 323
Montant des engagements au 31 décembre 2023	149 990	8 743	5 582	164 315

126. Le coût financier et le coût des services rendus au cours de la période relatifs aux engagements au titre des prestations définies de l'assurance maladie après la cessation de service, des prestations liées au rapatriement et des jours de congé

accumulés sont comptabilisés en frais de personnel. Les écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies résultant de modifications des hypothèses actuarielles ou d'ajustements liés à l'expérience, notamment d'ajustements concernant d'autres avantages à long terme, sont comptabilisés directement en actif net.

127. L'écart actuariel total comptabilisé directement en actif net, qui figure dans l'état des variations de l'actif net de 2023 et 2022, est présenté dans le tableau ci-dessous :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Assurance mala- die après la cessa- tion Prime de rapatrie- de service ment</i>	<i>Congés annuels accumulés</i>	<i>Total</i>
Gain/(perte) en 2023	(6 347)	(728)	661
Gain/(perte) en 2022	34 926	1 848	1 391
			38 165

Évaluation actuarielle : hypothèses

128. Chaque année, le Centre examine et sélectionne les hypothèses et méthodes qui seront employées par les actuaires pour évaluer le montant des charges et des primes afférentes aux régimes d'assurance maladie après la cessation de service, qui sont détaillées ci-après :

<i>Hypothèse</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prime de rapa- triement</i>	<i>Congés annuels accumulés</i>
Taux d'actualisation (au 31 décembre 2023)	2,04	4,95	4,99
Taux d'actualisation (au 31 décembre 2022)	2,04	5,14	5,16
Taux d'inflation des frais de voyage (au 31 décembre 2023)		2,30	
Taux d'inflation des frais de voyage (au 31 décembre 2022)		2,50	
Taux d'évolution tendanciel du coût des soins de santé (au 31 décembre 2023)	8,00 s'approchant de 2,35 dans 4 ans		
Taux d'évolution tendanciel du coût des soins de santé (au 31 décembre 2022)	4,25 s'approchant de 2,55 dans 6 ans		
Taux d'augmentation des traitements	En fonction de l'âge et calculé séparément pour les administrateurs et les agents des services généraux		
Durée estimée des engagements (en années)	24	9	9

129. Pour les évaluations actuarielles de 2023, Aon Hewitt a élaboré les courbes des rendements utilisées pour le calcul des taux d'actualisation applicables au dollar des États-Unis et au franc suisse. Cette démarche est conforme à la décision que le Groupe de travail des normes comptables – créé sous les auspices du Réseau Finances et budget du Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination – a prise afin d'harmoniser les hypothèses actuarielles utilisées dans tout le système des Nations Unies et à la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/71/815, par. 26) approuvée par l'Assemblée générale à la section IV de sa résolution 71/272 B.

130. Le coût des prestations par personne au titre des régimes d'assurance maladie après la cessation de service a été actualisé pour tenir compte de l'évolution récemment observée en ce qui concerne les prestations et affiliations. Les hypothèses concernant le coût des prestations par personne à l'âge de 65 ans sont présentées dans le tableau ci-après.

Coût des prestations par personne

(En dollars des États-Unis)

Régime	2023	2022
Régimes proposés hors États-Unis		
UNSMIS	6 093	7 155
Cigna WWP/FMIP/SMIP/GKK	3 494	3 808
MIP administré par le PNUD	1 438	2 140

Abréviations : FMIP = full medical insurance plan (régime d'assurance médicale complet) ; GKK = Wiener Gebietskrankenkasse ; HIP = régime Health Insurance Plan of New York ; HMO = health maintenance organization (réseau de soins coordonné) ; MIP = medical insurance plan (régime d'assurance médicale des fonctionnaires recrutés localement) ; SMIP = supplemental medical insurance plan (régime d'assurance médicale complémentaire des fonctionnaires recrutés localement) ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; UNSMIS = Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies ; WWP = worldwide plan (plan mondial).

131. L'hypothèse retenue pour le taux d'évolution tendanciel du coût des soins de santé tient compte de l'augmentation prévue à court terme des coûts des régimes d'assurance maladie après la cessation de service et de la conjoncture économique. L'hypothèse élaborée par Aon Hewitt quant à l'évolution en francs suisses de ces coûts a été utilisée pour l'évaluation de 2023.

132. Pour l'évaluation au 31 décembre 2023 des engagements au titre des prestations liées au rapatriement, Aon Hewitt a retenu un taux d'inflation des frais de voyage fondé sur les projections de l'inflation aux États-Unis sur les 20 prochaines années.

133. Pour les engagements au titre des reliquats de congés payés, l'hypothèse retenue a été celle d'une augmentation annuelle égale à 8,1 jours la première année de service, à 4,1 jours les deuxième et troisième années, à 1,9 jour de la quatrième à la huitième année, à 1,0 jour de la neuvième à la quinzième année, et 0,4 jour par la suite, à concurrence de 60 jours pour les fonctionnaires et de 18 jours pour le personnel temporaire.

134. Les hypothèses relatives au taux de mortalité avant la retraite, à la liquidation des droits et aux départs à la retraite sont conformes à celles que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies utilise pour sa propre évaluation actuarielle. Conformément aux recommandations du Groupe de travail des normes comptables, on a utilisé la table de mortalité pondérée par personne fournie par Buck, une société de conseil spécialisée dans les retraites et les avantages du personnel, pour calculer les hypothèses relatives à la mortalité après la retraite utilisées dans les évaluations de décembre 2022 et de 2023.

135. Le tableau ci-après présente la répartition par monnaie utilisée pour/ayant servi à déterminer les taux d'actualisation et les taux tendanciels de variation des frais médicaux applicables à chaque régime. En ce qui concerne les monnaies autres que le dollar des États-Unis, l'euro ou le franc suisse, le dollar des États-Unis a été retenu aux fins du calcul des taux.

(En pourcentage)

Régime de prestations		Dollar des États-Unis	Franc suisse	Euro
Assurance maladie après la cessation de service	Cigna WWP	73	6	21
	MIP administré par le PNUD	95	—	5
	UNSMIS	12	75	13
Prime de rapatriement		100	—	—
Congé annuel		100	—	—

Abréviations : MIP = medical insurance plan (régime d'assurance médicale des fonctionnaires recrutés localement) ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; UNSMIS = Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies ; WWP = worldwide plan (plan mondial).

Analyse de sensibilité

136. Les principales hypothèses financières utilisées dans l'évaluation des engagements au titre des prestations définies au 31 décembre 2023 sont les suivantes :

- a) le taux d'évolution tendanciel des soins de santé, c'est-à-dire le taux auquel le coût des soins de santé devrait augmenter à l'avenir ;
- b) la courbe d'actualisation ;
- c) le coût des prestations par personne ;
- d) le taux de mortalité.

137. L'analyse de sensibilité porte sur l'évolution des engagements résultant des taux relatifs à chacune des principales hypothèses, toutes autres hypothèses demeurant constantes.

138. Si l'hypothèse tendancielle relative au coût des soins de santé ou au taux d'actualisation venait à varier de 0,5 point de pourcentage, l'évaluation des engagements au titre des prestations définies s'établirait comme indiqué ci-dessous.

(En milliers de dollars des États-Unis)

2023	Augmentation		Diminution	
Variation de 0,5 point de pourcentage de l'évolution tendancielle attendue du coût des soins de santé				
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies (assurance maladie après la cessation de service)	12,85	19 268	(10,96)	(16 437)
Incidence cumulée sur le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier (assurance maladie après la cessation de service)	1,11	1 658	(0,89)	(1 337)

(En milliers de dollars des États-Unis)

2022	Augmentation		Diminution	
Variation de 0,5 point de pourcentage de l'évolution tendancielle attendue du coût des soins de santé				
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies (assurance maladie après la cessation de service)	14,61	20 173	(12,36)	(17 061)
Incidence cumulée sur le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier (assurance maladie après la cessation de service)	1,46	2 009	(1,19)	(1 643)

(En milliers de dollars des États-Unis)

2023	Augmentation	Diminution
Variation de 0,5 point de pourcentage de l'évolution tendancielle attendue du taux d'actualisation		
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies (assurance maladie après la cessation de service)	(16 906)	20 083
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies (prime de rapatriement)	(335)	360
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies (congés annuels)	(222)	238

(En milliers de dollars des États-Unis)

2022	Augmentation	Diminution
Variation de 0,5 point de pourcentage de l'évolution tendancielle attendue du taux d'actualisation		
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies (assurance maladie après la cessation de service)	(13 219)	14 694
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies (prime de rapatriement)	(345)	362
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies (congés annuels)	(263)	277

139. L'analyse de sensibilité au coût des prestations pour l'âge de 65 ans est présentée ci-dessous.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Scénario	Engagements au titre des prestations définies liées à l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2023		Incidence
Central	149 990		—
Hausse de 1 point de pourcentage	151 487		1 497
Baisse de 1 point de pourcentage	148 494		(1 496)

140. L'analyse de sensibilité à l'évolution de l'espérance de vie est résumée ci-après.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Scénario	Engagements au titre des prestations définies liées à l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2023		Incidence
Central	149 990		—
Augmentation de 1 an	158 776		8 786
Diminution de 1 an	141 515		(8 475)

Valeur actualisée des engagements au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds général		Dépenses d'appui au programme		Ressources extrabudgétaires		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Assurance maladie après la cessation de service	97 295	94 847	12 116	9 875	40 579	33 321	149 990	138 043
Contributions courantes	1 581	1 726	185	181	495	557	2 261	2 464
Contributions non courantes	95 714	93 121	11 931	9 694	40 084	32 764	147 729	135 579
Prime de rapatriement	3 644	3 902	432	529	4 667	3 735	8 743	8 166
Contributions courantes	517	471	53	53	419	273	989	797
Contributions non courantes	3 127	3 431	379	476	4 248	3 462	7 754	7 369
Congés annuels accumulés	2 638	2 822	406	456	2 538	2 544	5 582	5 822
Contributions courantes	346	341	34	33	210	154	590	528
Contributions non courantes	2 292	2 481	372	423	2 328	2 390	4 992	5 294
Total	103 577	101 571	12 954	10 860	47 784	39 600	164 315	152 031

**Valeur historique actualisée des engagements au titre des régimes à prestations
définies au 31 décembre**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022	2021	2020	2019
Assurance maladie après la cessation de service	149 990	138 043	167 077	164 795	155 948
Prestations liées au rapatriement	8 743	8 166	10 125	8 754	7 906
Congé annuel	5 582	5 822	6 878	5 076	4 640
Total	164 315	152 031	184 080	178 625	168 494

**Financement des engagements au titre des prestations définies (ressources
extrabudgétaires)**

141. Depuis le 1^{er} janvier 2017, le Centre prélève une cotisation égale à 3 % du traitement brut, indemnité de poste comprise, sur tous les postes extrabudgétaires, pour couvrir ses engagements relatifs aux fonctionnaires occupant ce type de poste qui partent à la retraite, le but étant de constituer une réserve pour couvrir ses engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. Cette cotisation a été portée à 6 % au 1^{er} janvier 2019.

142. Le Centre prélève une cotisation égale à 8 % du traitement brut hors contributions du personnel pour tous les postes extrabudgétaires, notamment le fonds d'appui aux programmes, en vue de constituer une réserve pour couvrir ses engagements au titre de la prime de rapatriement.

143. Le tableau suivant résume l'état de financement des engagements à valeur actuarielle relatifs aux ressources extrabudgétaires au 31 décembre 2023.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Montant à imputer sur les ressources extrabudgétaires, y compris le fonds d'appui aux programmes	Passif	Part provisionnée	Part non provisionnée	Financement des engagements (pourcentage)
Assurance maladie après la cessation de service et frais de rapatriement	57 794	22 827	34 967	39
Congé annuel	2 944	–	2 944	–
Total	60 738	22 827	37 911	38

144. Les engagements au titre des régimes à prestations définies relatifs au budget ordinaire n'ont pas été financés. Le budget correspondant est fourni en fonction des demandes de remboursement des années précédentes.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

145. Les Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies stipulent que le Comité mixte fait procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte a pour pratique de la faire réaliser tous les deux ans selon la méthode des groupes avec entrants. Cette évaluation a essentiellement pour objectif de déterminer si ses avoirs actuels et le montant estimatif de ses avoirs futurs permettront à la Caisse de faire face à ses engagements.

146. Le Centre est tenu de verser des cotisations à la Caisse, au taux fixé par l'Assemblée générale, qui est actuellement de 7,9 % pour les participants et de 15,8 % pour l'organisation. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, il doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Chacune des organisations affiliées contribue à le combler en proportion du montant total des cotisations qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation.

147. La dernière évaluation actuarielle de la Caisse a été arrêtée au 31 décembre 2021, et l'évaluation au 31 décembre 2023 est en cours. Aux fins de l'établissement des états financiers de 2022, la Caisse a considéré que les données sur la participation arrêtées au 31 décembre 2021 s'appliquaient au 31 décembre 2022.

148. L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021 a donné un taux de couverture des engagements de 117,0 % (contre 107,1 % en 2019). Si l'on fait abstraction du système d'ajustement des pensions, le taux de couverture était de 158,2 % (contre 144,4 % en 2019).

149. Ayant examiné l'équilibre actuariel de la Caisse, l'Actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2021, d'effectuer les versements prévus en cas de déficit à l'article 26 des Statuts de la Caisse, car la valeur actuarielle des avoirs était supérieure à celle de la totalité des obligations de la Caisse. Qui plus est,

la valeur de marché des actifs était elle aussi supérieure à la valeur actuarielle de la totalité des charges à payer à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué les dispositions de l'article 26.

150. Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel constaté soit en cours d'activité, soit parce que la Caisse viendrait à cesser son activité, le montant que chaque organisation affiliée serait tenue de verser pour combler un déficit actuariel serait calculé en proportion de ses cotisations par rapport au total des cotisations versées à la Caisse pendant les trois années précédant l'évaluation. Le montant total des cotisations versées à la Caisse pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle (2020, 2021 et 2022) s'élevait à 8 937,68 millions de dollars, dont 0,32 % provenant du Centre.

151. En 2023, les cotisations versées à la Caisse par le Centre se sont élevées à environ 10,752 millions de dollars (contre 10,132 millions de dollars en 2022). En 2024, elles devraient être du même ordre qu'en 2023.

152. Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin ; toutefois, ladite part ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

153. Le Comité des commissaires aux comptes audite chaque année les comptes de la Caisse des pensions et en rend compte au Comité mixte et à l'Assemblée générale. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés sur son site Web (www.unjspf.org).

Note 13 Provisions

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier	—	212
Dotation/(reprise de provision) de l'année en cours	—	(212)
Solde de clôture au 31 décembre	—	—

154. Aucun nouveau montant n'a été provisionné en 2023.

Note 14 Réserves de fonctionnement

155. Le tableau ci-après présente les variations des réserves de fonctionnement. La hausse de la réserve de fonctionnement des fonds d'affectation spéciale s'explique par l'augmentation des intérêts perçus sur les contributions des donateurs dans les cas où le Centre a été autorisé à garder les intérêts ou les soldes résiduels (2023 : 5,017 millions de dollars ; 2022 : 1,996 million de dollars).

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds d'affecta- tion spéciale	Fonds d'appui au programme	Total
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2022	11 467	1 741	13 208
Solde des contributions des donateurs et intérêts cré- diteurs	1 996	–	1 996
Ajustement de 20 %, conformément à l'instruction administrative ST/AI/286	–	220	220
Solde de clôture au 31 décembre 2022	13 463	1 961	15 424
Solde des contributions des donateurs et intérêts cré- diteurs	5 017	–	5 017
Ajustement de 20 %, conformément à l'instruction administrative ST/AI/286	–	(170)	(170)
Solde de clôture au 31 décembre 2023	18 480	1 791	20 271

Note 15 Produits

Contributions statutaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Organisation des Nations Unies	20 179	19 073
Organisation mondiale du commerce	20 179	19 073
Total partiel	40 358	38 147
Remboursements aux donateurs (excédent d'années antérieures et économies réalisées)	(32)	(263)
Total des contributions statutaires (déduction faite des remboursements)	40 326	37 884

156. Les contributions statutaires correspondent aux contributions versées par l'ONU et l'OMC. Conformément à la résolution [2297 \(XXII\)](#) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1967, et à la décision des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, en date du 22 novembre 1967, ainsi qu'aux dispositions administratives entre l'ONU et l'OMC que l'Assemblée a approuvées dans sa décision 53/411 B et dans sa résolution [59/276](#), le budget ordinaire du Centre est établi en francs suisses et financé à parts égales par l'ONU et l'OMC.

157. Ces contributions sont calculées sur la base d'un cycle budgétaire annuel pour l'ONU et d'un cycle budgétaire biennal pour l'OMC ajusté pour tenir compte de l'évolution des taux de change et de l'inflation, et comptabilisées en date du premier jour de l'année à laquelle elles se rapportent. Elles sont mises en recouvrement soit en totalité, si l'exercice budgétaire est d'un an, soit proportionnellement au nombre d'années couvertes par l'exercice. Lorsque les budgets et les ouvertures de crédits sont approuvés pour plusieurs années, la mise en recouvrement des contributions est échelonnée sur les différentes années. Les contributions statutaires sont considérées comme n'étant pas assorties de conditions. Lorsque des mises en recouvrement interviennent plusieurs fois par an, les produits sont eux aussi comptabilisés au

moment où leur versement est exigible. L'augmentation des contributions statutaires par rapport à l'année précédente est due au taux de change favorable du dollar des États-Unis par rapport au franc suisse tout au long de 2023, le budget étant adopté en francs suisses alors que les contributions sont reçues mensuellement et converties en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération.

158. Si, dans sa résolution 77/267, l'Assemblée générale a décidé de mettre fin à la période d'expérimentation du cycle budgétaire annuel et prié le Secrétaire général de continuer de présenter le budget-programme de l'Organisation des Nations Unies selon un cycle annuel, l'OMC conserve quant à elle un cycle budgétaire biennal. Les nombreux changements intervenus dans les processus budgétaires de l'ONU et de l'OMC au cours des dernières années offrent une occasion unique de rationaliser les dispositions administratives existantes tout en répondant aux exigences des décisions programmatiques des États Membres de l'ONU et des membres de l'OMC. Les changements concernent, dans le cas de l'ONU, le passage d'un cycle budgétaire biennal à un cycle budgétaire annuel et la présentation du plan-programme et des informations sur l'exécution du programme dans le fascicule du budget ordinaire annuel et non plus dans des rapports distincts. Par ailleurs, il n'est plus établi de cadre stratégique biennal et les fascicules du budget ont été simplifiés. Le Secrétariat de l'ONU et le secrétariat de l'OMC procéderont à un examen conjoint de ces dispositions, qui seront mises à jour et présentées à l'Assemblée générale et au Conseil général de l'OMC pour examen en 2024.

Contributions volontaires et autres transferts et allocations

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Contributions volontaires	104 973	112 746
Contributions en nature	3 564	2 991
Remboursement aux donateurs (contributions volontaires)	(439)	(149)
Total partiel	108 098	115 588
Autres transferts et allocations	3 219	1 784
Remboursement aux donateurs (autres transferts et allocations)	(74)	(162)
Total partiel	3 145	1 622
Total des contributions volontaires et des autres transferts et allocations (déduction faite des remboursements)	111 243	117 210

159. Les contributions volontaires qui reposent sur des accords passés avec des donateurs sont comptabilisées en produits au moment de la signature de l'accord, sauf dans les cas où celui-ci contient une clause exigeant des résultats particuliers et la restitution des fonds non utilisés. Les contributions volontaires comprennent les produits provenant des activités d'appui aux programmes, qui sont facturés aux taux suivants conformément aux procédures financières de l'ONU : 13 % pour les activités financées au titre de la coopération technique, 12 % pour les activités des experts associés, et entre 7 % et 14 % pour les projets financés par la Commission européenne, le Cadre intégré renforcé, les projets mis en œuvre dans le cadre de l'initiative « Unité d'action des Nations Unies » ou d'autres organismes des Nations

Unies et les prêts non remboursables de personnels venus de sources extérieures au régime commun des Nations Unies, ou tout autre taux exceptionnel approuvé au préalable par le Contrôleur de l'ONU. Le nombre d'accords conditionnels pluriannuels signés a augmenté en 2023 par rapport à 2022 du fait des cycles de planification et des priorités des principaux donateurs soutenant le Centre. Cette hausse a entraîné une augmentation des créances et une augmentation correspondante des passifs reportés liés aux accords conditionnels. Les produits seront comptabilisés dans les périodes futures en fonction des résultats. En 2023, les produits provenant des contributions volontaires sont restés constants.

160. La rubrique « Autres transferts et allocations » recouvre principalement les arrangements interorganisations et les initiatives multidonateurs financées au titre du fonds d'affectation spéciale destiné au Cadre intégré renforcé et du fonds du programme « Unité d'action des Nations Unies ». L'augmentation s'explique par les décisions prises pour ce qui est d'allouer ces ressources et les priorités de financement de ces organismes.

161. La ventilation des contributions volontaires et des autres transferts et allocations par type d'accord est la suivante :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Contributions au titre d'accords non assortis de conditions	48 500	48 408
Contributions au titre d'accords conditionnels	59 692	66 122
Total des contributions volontaires et des autres transferts et allocations^a	108 192	114 530

^a Ce montant inclut la valeur actualisée des créances qui seront exigibles dans les années à venir.

162. Le montant total des contributions volontaires non assorties de conditions et des autres transferts et allocations, soit 48,500 millions de dollars, se décompose approximativement comme suit : 10,219 millions de dollars pour 2023 et 38,281 millions de dollars pour les années suivantes (18,853 millions de dollars pour 2024, 11,275 millions de dollars pour 2025, 5,038 millions de dollars pour 2026 et 3,115 millions de dollars pour 2027).

163. Le montant total des contributions annoncées par les donateurs qui n'ont pas été officialisées s'élève à 115 millions de dollars (contre 58 millions de dollars en 2022).

Contributions en nature

164. Le montant des contributions en nature (3,564 millions de dollars, contre 2,991 millions en 2022) correspond au rabais accordé par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales et représente la différence entre la valeur de marché et le montant effectivement payé pour la location des locaux. Le montant du rabais est passé en charges au titre du loyer en contrepartie de la comptabilisation en produits de la contribution. En 2023, les contrats commerciaux de location simple pour les bureaux de projet du Centre sur le terrain étaient au nombre de 33 (contre 38 en 2022), dont 4 concernaient des locaux mis à disposition gratuitement (contre 5 en 2022), la juste valeur de chacun de ces locaux étant estimée à un montant inférieur au seuil de comptabilisation de 5 000 dollars.

165. Les contributions en nature sous forme de services, qui prennent essentiellement la forme de contributions à des conférences, des ateliers et des formations, ont été

estimées à 3,048 millions de dollars (contre 1,023 million de dollars en 2022). Elles sont principalement versées par des gouvernements, des organismes gouvernementaux et des organisations non gouvernementales dans le cadre de l'appui aux projets et aux bureaux extérieurs au cours de l'année. Les montants de ces contributions sont évalués à la juste valeur et ne sont pas comptabilisés en produits.

Produits divers

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Services fournis	207	181
Gains de change nets	1 614	—
Produits divers	281	241
Total des produits divers	2 102	422

166. Les produits divers comprennent le produit de la vente de données statistiques à des gouvernements et à d'autres entités, les gains de change nets et d'autres recettes accessoires.

167. L'augmentation enregistrée par rapport à l'année précédente est due aux gains de change nets résultant de la conversion de la valeur d'actifs et de passifs monétaires libellés en monnaie étrangère aux taux de change en vigueur à la date de clôture (contre une perte de change nette de 0,102 million de dollars en 2022 ; voir note 16).

Produit des placements

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Produit des placements	5 854	430
Total des produits des placements	5 854	430

168. Les produits des placements comprennent la part revenant au Centre des produits nets du fonds principal de gestion centralisée des liquidités géré par la Trésorerie de l'ONU, qui investit les fonds de manière centralisée pour le compte du Centre, ainsi que d'autres intérêts créditeurs. Le montant des produits du fonds principal de gestion centralisée des liquidités revenant au Centre en 2023 s'élevait à 6,437 millions de dollars (contre 0,620 million de dollars en 2022) (voir note 5). Ce montant se répartissait comme suit : 5,854 millions de dollars au titre des produits des placements, 0,330 million de dollars au titre des contributions volontaires supplémentaires et 0,253 million de dollars au titre des montants à payer aux donateurs. Cette augmentation tient principalement au montant des intérêts bancaires perçus en raison de la hausse des taux d'intérêt.

169. La plus-value latente de 0,495 million de dollars résultant de la réévaluation à la valeur de marché du fonds principal de gestion centralisée des liquidités est comptabilisée à l'actif net pour 2023, conformément à la norme IPSAS 41. En 2022, la moins-value latente correspondante de 1,586 million de dollars avait été comptabilisée en produits des placements provenant du fonds principal de gestion centralisée des liquidités.

Note 16
Charges

Traitements, indemnités et prestations

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Traitements et indemnités du personnel	59 161	55 841
Prestations de retraite et d'assurance	19 754	19 229
Prestations diverses	996	1 181
Total des traitements, indemnités et prestations	79 911	76 251

170. Les traitements, indemnités et prestations incluent l'ensemble des charges afférentes au personnel recruté sur le plan national et le plan international, telles que les traitements, les indemnités de poste, les droits à prestations et les contributions aux régimes de retraite et d'assurance maladie pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et les agents des services généraux et des catégories apparentées. Ils incluent aussi les charges afférentes au personnel temporaire (autre que pour les réunions) et à l'assurance maladie après la cessation de service des anciens fonctionnaires du Centre. L'augmentation d'année en année s'explique par une augmentation du nombre des membres du personnel des projets financé par des contributions volontaires et par une augmentation de l'équivalent en dollars des États-Unis des traitements des agent(e)s des services généraux, qui sont libellés en francs suisses. Elle tient également en partie à l'augmentation obligatoire de la rémunération du personnel en raison de l'inflation.

Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Honoraires et frais d'assurance des consultants	26 348	28 174
Coûts afférents aux vacataires	1 011	831
Voyages des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	2 895	2 609
Total de la rémunération et des indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	30 254	31 614

171. La rémunération et les indemnités versées aux personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire correspondent aux dépenses afférentes aux vacataires et aux consultants, y compris leurs frais d'assurance et de voyage. Elles ont été réduites conformément au budget des projets extrabudgétaires et aux activités prévues.

Voyages

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Frais de voyage des fonctionnaires	5 149	3 624
Frais de voyage des représentants	4 393	3 834
Total des frais de voyage	9 542	7 458

172. Sont inscrits à la rubrique « Voyages » les frais de déplacement des fonctionnaires, des participants aux réunions et des personnes en mission. Ils ont presque retrouvé leurs niveaux d'avant la pandémie, une augmentation qui s'explique par la poursuite des projets du Centre et des interactions avec les bénéficiaires. Les frais de voyage ont également connu une hausse notable, supérieure à l'inflation, car les prix des billets d'avion pour de nombreuses destinations ont considérablement augmenté.

Subventions et autres transferts

173. Les subventions et autres transferts, dont le montant s'élève à 8,724 millions de dollars, sont des contributions financières versées à des bénéficiaires finals, aux partenaires et organismes d'exécution et à d'autres entités. L'augmentation par rapport à l'année précédente s'explique par la décentralisation des activités de projet en faveur des homologues locaux (2022 : 7,847 millions de dollars).

Fournitures et consommables

174. Les fournitures et consommables, dont le montant s'élève à 0,698 million de dollars (contre 0,583 million de dollars en 2022), comprennent les articles habituellement consommés au quotidien, tels que les articles de papeterie, les fournitures de bureau, le carburant et d'autres consommables. Le montant passé en charges en 2023 a augmenté par rapport à la période précédente et correspond aux budgets des projets extrabudgétaires et aux activités prévues.

Frais de fonctionnement divers

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Services contractuels	19 831	22 552
Acquisitions de biens	1 696	3 565
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	749	718
Loyers des bureaux et locaux	2 003	2 732
Location de matériel	222	204
Entretien et réparation	259	307
Charges liées aux créances douteuses	20	5
Pertes de change nettes	–	102
Autres	221	507
Total des frais de fonctionnement divers	25 001	30 692

175. La diminution par rapport à l'année précédente est due à la baisse des ressources demandées au titre des services contractuels, de l'acquisition de biens et de la location de locaux pour des activités de projet, conformément aux budgets des projets.

Charges diverses

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Charges liées à des contributions en nature	3 564	2 991
Autres	1	4
Total des charges diverses	3 565	2 995

176. La charge de 3,564 millions de dollars liée à une contribution en nature (contre 2,991 millions de dollars en 2022) correspond au rabais accordé par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales et représente la différence entre la valeur de marché et le montant effectivement payé pour la location des locaux. La contribution est comptabilisée dans les produits en contrepartie de la constatation du loyer en charges. L'augmentation par rapport à l'année précédente est due à l'incidence que les fluctuations du taux de change ont sur la valeur équivalente en dollars des États-Unis de l'aide au loyer libellée en francs suisses.

Note 17

Comparaison et rapprochement des montants budgétés et des montants réels

177. L'Assemblée générale et le Conseil général de l'OMC approuvent le budget du Centre. Le budget peut par la suite être modifié soit par l'Assemblée, soit par le Conseil, soit par une autre entité ayant reçu une délégation de pouvoirs.

178. Le budget du Centre est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, alors que les états financiers le sont selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, conformément aux normes IPSAS.

179. L'état comparatif des montants budgétés et des montants réels (état V) compare le budget définitif aux montants réels, calculés selon la même méthode comptable que celle qui est appliquée au budget. La comparaison n'est effectuée que pour le budget ordinaire, qui est rendu public.

Variations entre le budget initial et le budget définitif (budget ordinaire)

180. Le budget initial étant libellé en francs suisses, le budget définitif tient compte des fluctuations du taux de change entre le franc suisse et le dollar des États-Unis qui sont intervenues entre la date d'adoption du budget initial et la date de clôture des comptes.

Analyse des écarts entre le budget et les montants réels

181. On trouvera, dans le rapport annuel de la Directrice exécutive qui accompagne les états financiers, l'explication détaillée des différences significatives observées entre le budget initial et le budget définitif, et entre le budget définitif et les montants réels (voir chap. IV).

Rapprochement des montants réels, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état de la performance financière

182. L'état comparatif des montants budgétés et des montants réels (état V) présente le budget initial, le budget définitif et les montants réels des produits et charges comptabilisés selon la même méthode comptable que celle appliquée au budget.

183. Dans la mesure où le budget et les états financiers ne sont pas établis selon la même méthode comptable, la présente note fournit un rapprochement entre les montants réels présentés dans l'état V et ceux présentés dans l'état des flux de trésorerie.

184. Les montants réels présentés sur une base comparable dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels ont été rapprochés de ceux qui figurent dans l'état des flux de trésorerie, et les incidences des différences relatives à la méthode de calcul, au calendrier et aux entités sont expliquées ci-après :

a) Les différences liées à la méthode de calcul tiennent au fait que le budget est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. Aux fins du rapprochement des montants budgétaires et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie, il faut éliminer les éléments hors trésorerie, notamment les engagements non réglés, qui sont à imputer au budget, mais qui ne constituent pas un flux de trésorerie. De même, les écarts liés aux normes IPSAS sont considérés comme des différences liées à la méthode de calcul ; il s'agit notamment des flux de trésorerie d'investissement relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles, ainsi que des flux de trésorerie de fonctionnement indirects liés à des modifications du montant des créances en raison de variations des charges à payer et de la provision pour dépréciation des créances douteuses ;

b) Les différences de présentation s'expliquent par le fait que la structure et le système de classement retenus pour établir l'état des flux de trésorerie diffèrent de ceux employés dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels ; en l'occurrence, elles tiennent notamment au fait qu'il n'est pas tenu compte des produits et des variations nettes du solde des fonds de gestion centralisée des liquidités dans l'état comparatif. Une autre différence résulte du fait que les montants figurant dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels ne sont pas ventilés par type d'activités (fonctionnement, investissement ou financement) ;

c) Il y a écarts de dates lorsque l'exercice budgétaire diffère de l'exercice comptable sur lequel portent les états financiers. Dans le cas du Centre, aucun écart de date n'entrave la comparaison entre les montants budgétés et les montants réels ;

d) Les différences relatives aux entités prises en compte correspondent à des flux de trésorerie de groupes de fonds autres que ceux du budget ordinaire qui sont présentés dans les états financiers. Les états présentent les résultats de tous les fonds.

185. Le rapprochement des montants réels présentés dans l'état V et de ceux présentés dans l'état des flux de trésorerie s'établit comme suit :

Rapprochement des montants réels, calculés sur une base comparable, et de ceux figurant dans l'état des flux de trésorerie

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonctionnement</i>	<i>Placements</i>	<i>Financement</i>	<i>Total</i>
Montants réels calculés sur une base comparable (état V)	(40 683)	—	—	(40 683)
Différences liées à la méthode de calcul				
Élimination des engagements non réglés	424	—	—	424
Régularisation de charges	(650)	—	—	(650)
Dépenses approuvées au titre de périodes antérieures	247	—	—	247
Écarts de change	(3)	—	—	(3)
Quote-part du partenariat	(84)	—	—	(84)
Charges liées à des contributions en nature	(3 564)	—	—	(3 564)
Amortissement	(117)	—	—	(117)
Total des différences liées à la méthode de calcul	(3 747)	—	—	(3 747)
Produits réels (état V)	40 683	—	—	40 683
Différences de présentation				
Produits liés à des contributions en nature	3 564	—	—	3 564
Reclassement des produits divers	(11)	—	—	(11)
Remboursement de l'excédent d'exercices biennaux antérieurs	(32)	—	—	(32)
Élimination des variations d'actifs ou de passifs n'ayant pas d'effet sur les flux de trésorerie de fonctionnement	(1 274)	—	—	(1 274)
Produits des placements présentés parmi les activités d'investissement	(166)	166	—	—
Total des différences de présentation	42 764	166	—	42 930
Différences relatives aux entités prises en compte				
Autres dépenses au titre des fonds	(114 354)	—	—	(114 354)
Autres produits au titre des fonds	115 321	—	—	115 321
Élimination des variations d'actifs ou de passifs n'ayant pas d'effet sur les flux de trésorerie de fonctionnement	19 289	—	—	19 289
Engagements au titre des avantages du personnel : gains/(pertes) actuariel(le)s	(6 414)	—	—	(6 414)
Produits des placements présentés parmi les activités d'investissement	(5 688)	5 688	—	—
Amortissement	888	—	—	888
Part au prorata des augmentations nettes du fonds de gestion centralisée des liquidités	—	(12 864)	—	(12 864)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	—	(110)	—	(110)
Total des différences relatives aux entités prises en compte	9 042	(7 286)	—	1 756
Montants réels figurant dans l'état des flux de trésorerie (état IV)	7 376	(7 120)	—	256

Note 18**Parties liées : principaux dirigeants**

186. Les principaux dirigeants du Centre sont le (la) Directeur(trice) exécutif(ve), le (la) Directeur(trice) exécutif(ve) adjoint(e), les Directeurs et Directrices des cinq divisions, le (la) Conseiller(ère) principal(e) au sein du Bureau du (de la) Directeur(trice) exécutif(ve) et le ou la Chef de la planification stratégique, qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler les activités du Centre, et de contribuer à l'élaboration de ses grandes orientations stratégiques.

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Nombre de personnes (en équivalent plein temps)	9	9

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Rémunération globale	2 159	2 316
Avances non remboursées au 31 décembre	77	20

187. Le montant total de la rémunération des principaux dirigeants englobe le montant brut des traitements, l'indemnité de poste, les droits à prestations, les primes d'affectation et autres subventions, l'allocation-logement, le paiement des frais d'expédition d'effets personnels, le remboursement de l'impôt sur le revenu et les cotisations de l'employeur aux régimes de pension et d'assurance maladie du personnel en activité. Les principaux dirigeants peuvent également prétendre à des avantages postérieurs à l'emploi, qui doivent être versés à la cessation de service. Ils n'ont reçu aucune prestation non monétaire ou indirecte. Ils sont affiliés à la Caisse commune des pensions au même titre que les autres fonctionnaires de l'ONU, sans statut particulier.

188. Des avances peuvent être faites au titre de prestations dues et accordées conformément aux dispositions du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies. Aucun prêt n'a été accordé aux principaux dirigeants.

Opérations entre parties liées

189. Sauf mention contraire dans les présents états financiers, s'agissant des produits des opérations sans contrepartie directe, contributions en nature incluses, toutes les opérations réalisées avec des tiers, y compris des organismes des Nations Unies et l'OMC, s'effectuent dans le cadre d'une relation fournisseur-client (ou bénéficiaire) classique ou dans des conditions normales de concurrence.

190. Conformément à ce qui est indiqué à la note 5, les liquidités et les placements du Centre sont gérés par la Trésorerie de l'ONU dans le cadre du fonds principal de gestion centralisée des liquidités.

Note 19**Intérêts détenus dans le partenariat**

191. Le Centre participe à une initiative cofinancée relative à la sûreté et à la sécurité, qui relève d'un accord juridiquement contraignant. Cependant, il n'exerce pas un contrôle significatif sur cette entité. L'intérêt détenu par le Centre correspond à sa quote-part de l'actif net de l'entité, qui est déterminée au prorata du financement

alloué au regard de critères tels que le nombre d'employés et l'espace total occupé, et comptabilisée par mise en équivalence. Étant donné que les activités de l'entité sont déficitaires, la participation est comptabilisée comme passif non courant.

192. La quote-part du Centre dans l'activité pour l'année terminée le 31 décembre 2023, comptabilisée en charges, s'établit à 0,084 million de dollars (2022 : réduction des charges de 0,022 million de dollars). Lorsque des transactions sont effectuées, qui sont comptabilisées directement en actif net, la part qui revient au Centre est enregistrée en situation nette (état III). En 2023, l'augmentation correspond à une perte actuarielle découlant de l'évaluation des engagements au titre des avantages du personnel.

193. Les variations des comptes du partenariat durant l'année sont présentées dans le tableau ci-dessous.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022
Coût au 1^{er} janvier	86	155
Variations pour l'année :		
Variation de l'actif net du partenariat comptabilisée directement en actif net	29	(47)
Part du déficit/de (l'excédent) du partenariat pour l'année comptabilisée en (diminution des) charges	84	(22)
Total des variations du partenariat pour l'année	113	(69)
Quote-part du partenariat comptabilisée par mise en équivalence et figurant dans l'état de la situation financière au 31 décembre	199	86

Note 20

Contrats de location et engagements

194. Le Centre a signé des contrats de location simple relatifs à l'occupation des locaux de son siège à Genève et de ses bureaux extérieurs, ainsi qu'à l'utilisation de matériel d'impression, de publication et autre.

195. Les montants des paiements minimaux exigibles au titre des contrats de location simples non résiliables s'établissent comme suit :

Engagements au titre des contrats de location simple

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Échéance inférieure à 1 an	1 738	1 710
Échéance comprise entre 1 et 5 ans	1 183	2 358
Total des paiements minimaux exigibles au titre des contrats de location simple	2 921	4 068

196. Le bail du siège genevois du Centre est établi entre la Fondation des immeubles pour les organisations internationales et le Centre pour un montant annuel de 1,085 million de francs suisses (1,085 million de francs suisses en 2022). Il peut être reconduit pour une période de cinq ans après accord explicite entre les parties ou

résilié sur notification écrite à la Fondation au moins six mois avant la date d'expiration du 30 septembre 2025. En outre, aux termes du contrat de bail, il ne peut y avoir de sous-location sans le consentement de la Fondation.

197. Les baux des locaux que le Centre loue pour ses bureaux extérieurs peuvent en règle générale être résiliés moyennant un préavis de 30 à 90 jours.

198. Les contrats de location de matériel concernent les photocopieuses, les imprimantes, les fontaines à eau et les systèmes d'alimentation électrique ininterrompue. Ils sont d'une durée de cinq ans pour les photocopieurs multifonctions, sur la base d'un montant de location annuel fixe pour 16 machines et d'un coût unitaire par copie. Étant donné que les montants variables sont relativement constants, il est fort probable que le Centre continuera de consommer des copies supplémentaires dans une proportion semblable. Les matériels d'impression sont loués sur la base d'un montant annuel fixe pour un contrat initial de quatre ans, renouvelable deux fois pour une durée de deux ans jusqu'au 28 février 2026. Les fontaines à eau et les systèmes d'alimentation électrique ininterrompue sont loués sur la base d'un montant annuel fixe. Aucun de ces contrats ne prévoit d'option d'achat et chaque partie peut dénoncer tout ou partie du contrat moyennant un préavis de 30 jours notifié par écrit à l'autre partie.

Autres engagements

Engagements contractuels en cours

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Immobilisations corporelles	350	—
Subventions	24 131	26 066
Biens et services	14 988	16 349
Total des engagements contractuels en cours	39 469	42 415

199. Les autres engagements concernent les futurs transferts de fonds aux utilisateurs finals et aux partenaires d'exécution, et l'acquisition de biens et services, pour lesquels les contrats et les bons de commande ont été établis, mais qui n'ont pas encore été fournis au 31 décembre 2023. La baisse au titre des subventions par rapport à l'année précédente est liée à l'exécution de tâches confiées à des partenaires d'exécution.

Note 21

Actifs et passifs éventuels

200. Il n'y avait aucun actif ni passif éventuel à la date de clôture.

Note 22

Événements postérieurs à la date de clôture

201. Il ne s'est produit entre la date de clôture et celle à laquelle la publication des états financiers a été autorisée aucun événement, favorable ou défavorable, susceptible d'avoir une incidence significative sur ces états.

Annexe I

État des crédits ouverts

Fonds général : état des crédits ouverts pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Crédits ouverts ^a			Dépenses			Solde in- utilisé
	Budget ini- tial	Écart	Montant ré- visé	Décaissements	Engagements non réglés	Total	
Centre du commerce international							
Programme d'activités	39 566	1 117	40 683	40 259	424	40 683	—

^a Le montant du crédit initialement ouvert pour 2023, soit 39,566 millions de dollars, est resté inchangé. Dans ses résolutions [77/263](#) et [77/264](#) A à C, l'Assemblée générale a approuvé le montant correspondant à la part de l'ONU (20,458 millions de dollars).

Annexe II

État des montants budgétés et des montants réels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Budget rendu public ^a		Montants réels pour 2023 (méthode comptable applicable au budget)	Différence (pourcentage)
	Budget annuel initial	Budget annuel définitif		
Postes	31 002	31 002	31 742	2,4
Autres objets de dépense	8 564	8 564	8 941	4,4
Total	39 566	39 566	40 683	2,8

^a Le montant du budget initial pour 2023, soit 39,566 millions de dollars, est resté inchangé. Dans ses résolutions [77/263](#) et [77/264](#) A à C, l'Assemblée générale a approuvé le montant correspondant à la part de l'ONU (20,458 millions de dollars).

